

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION des enfants et le petit écran

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13742 -- 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 2-LUNDI 3 AVRIL 1989

Printemps boréal franco-canadien

Sur le front toujours névralgique des îles, Paris, encore empêtré dans le bourbier corse, vient de se sortir de l'impasse où l'avaient conduit trois ans de conflit avec le Canada à propos des droits de pêche au large de Terre-Neuve.

L'accord conciu le vendredi 31 mars entre les deux pays, au terme de discussions laborieuses et souvent envenimées, règle au moins jusqu'à la fin de 1991 les conditions dans lesquelles les chalutiers français, héritiers d'une tradition plusieurs fois centenaire et riche en épopées, pourront continuer à fréquenter des parages qu'on compte depuis toujours parmi les plus

Cette e guerre de la morue », sans doute esse tielle dans ses enjeux pour les six mille habitants des cailloux désolés de Saint-Pierreet-Miquelon et. pour ceux, eux Neuve, avait pris des proportions et connu des dérives sans aucune mesure avec l'amitié et la coopération qui caractérisent les relations franco-canadionnes

Aux positions « jusqu'aud'Ottawa, obligé de ménager Terre-Neuve, a répondu la même intransigeance de Paris, qui devait à la fois faire face à une surenchère politique perma-nente des élus de l'archipel, et chercher à composer entre les intérêts des pêcheurs saintpierrais et ceux des Bretons de Saint-Malo, qui fréquentent sux aussi ces parages depuis des lus-

querelle d'aliure souvent picrocholine mais parfois détestable, avec des arraisonnements et des incarcérations. l'accord est à porter d'abord au crédit du patient et opinittre médiateur uruguayen, M. Enrique Iglésias, président de la Banque intereméricaine de développement, nommé par les deux parties à l'automne dernier.

Mais, au plan du droit international, l'affaire va connaître encore des développements dont if y a fort à parier qu'ils donneront lieu à des affrontements sévères entre juristes. Car le tribunal international de cinq membres qui vient d'être constitué aura une mission aussi difficile que celle des pêcheurs qui traquent la morue par des profondeurs de 500 mètres, à travers les icebergs, dans les mers de tous les dangers. Cet aréopage devra délimiter les frontières maritimes et les zones économiques entre un Goliath canadien et l'archipel, seul « phare » français dans l'immensité nord-

Les équipages, qui nourriront toutefois quelque rancœur, vont pouvoir reprendre le large, et, comme le disait l'explorateur Jean Charcot, « réécouter avec une joie extrême le bruit subtil de la mer quand elle effrite le bas des glaçons sur les petites dents innombrables de son flot ».

Et, l'horizon franco-canadien ainsi dégagé, Paris et Ottawa pourront recommencer à discuter avec sérénité de l'éventuelle commande à la France de dix sous-marins nucléaires. Encore

(Lire page 13 nos informations et un entretien avec M. Le Pensec, ministre des DOM-TOM et parteparole du gouvernement.)



La visite du chef du Kremlin à La Havane

Les dissidents cubains comptent sur la perestroïka de M. Gorbatchev

M. Mikhail Gorbatchev était attendu, dimanche 2 avril, à La Havane, où il séjournera jusqu'à mercredi. Il se rendra ensuite en Grande-Bretagne pour une visite officielle. Ce voyage, qui devait avoir lieu en décembre, avait été ajourné à la suite du violent tremblement de terre survenu en Arménie, tandis que M. Gorbatchev était à New-York. Alors que M. Fidel Castro reste hostile à la nouvelle politique soviétique, les dissidents cubains placent leurs espoirs dans la perestroïka.



Lire l'article de notre envoyé spécial à Cuba BERTRAND DE LA GRANGE, page 3

Nouvelles manifestations à Ajaccio et à Bastia

Les nationalistes corses profitent de la poursuite de l'agitation sociale

Le samedi 1º avril en Corse devait être marqué par des manifestations nationalistes et une journée d'action des socio-professionnels. Le gouvernement ne perd cependant pas tout espoir d'un « dégel ». Le refus apparemment unanime de ses dernières propositions cache des divergences grandissantes. La base, notamment en Haute-Corse, s'interroge sur le bien-fondé de la poursuite du mouvement. Sur l'île, les nationalistes apparaissent comme les principaux bénéficiaires du conflit.

A l'usure ?

par Jean-Marie Colombani

« A l'usure ! » : cette formule, lâchée par le premier ministre résume on ne peut mieux une méthode, et son application au problème le plus difficile du moment, celui de la Corse. Ledit premier ministre a bien sûr toute raison de se satisfaire du découplage qui domine la scène politique : plusieurs mois de malaise social traités par la « méthode Rocard » n'ont entraîné aucune sanction électorale et n'ont nullement freiné les conquêtes socialistes. Appliquée à la Corse, l'« usure » est pourtant porteuse d'une autre sanction, autrement grave : le déconplage de l'île et du Il est certes dans les fonctions du pre-

mier ministre de veiller au respect des grands équilibres financiers comme au dosage de la solidarité nationale. Mais il est aussi permis d'attendre d'un chef de gouvernement autre chose que le simple refuge - payant dans l'opinion, parce qu'il donne une image de fermeté, et confortable intellectuellement – de l'idéologie budgétaire ; il est permis de souhaiter qu'il aille à l'essentiel.

Or, depuis quinze ans et les jours som-bres des événements d'Aléria, la Corse opposait à l'Etat une revendication séparatiste, minoritaire, et un problème de violence liée à celle-ci. Pour la première fois est apparue, majoritairement et massivement, une autre revendication, qui est non plus de séparation mais de parité, donc d'identification au continent. Baptisée « prime d'insularité », celle-ci recouvre en fait une demande d'égalité avec ce qu'on nomme outre-mer la métropole. Elle est d'ailleurs symboliquement du même niveau que celle mise en avant quelques mois plus tôt par les infirmières, les enseignants, les agents de la RATP, etc. :

(Lire la suite page 5.)

POINT DE VUE

Le Liban, la France et sa dignité

Les bombardements ont repris avec violence à Beyrouth, vendredi 31 mars, après une accalmie qui n'aura duré que quarante-huit heures, tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU appelait les parties en conflit à cesser leurs affrontements.

par François Léotard président du Parti républicain

Le drame libanais qui se déroule quasiment à nos portes pose à la France une question simple : celle de sa dignité. Il est rare pour un peuple comme le nôtre de se trouver d'une façon aussi brutale devant une question

qui le dévoile dans son histoire, dans son comportement, dans son gouvernement, c'est-à-dire sa façon d'agir. Lorsque cet événement - la disparition des chré-tiens d'Orient - sera achevé, il restera dans notre conscience la phrase la plus ancienne et la plus douloureuse de l'histoire : qu'as-

tu fait de ton frère? Je dis aujourd'hui que la politi-. que de la France dans cette partie du monde est indigne. Je le dis comme doit le dire un citoyen lorsque le silence on le cynisme de son pays devient complicité, déroute morale, acquiescement à

Qu'un pays comme le nôtre ne trouve pas dans son vocabulaire

qui est celui des pauvres morts de Beyrouth ou de Jounieh - les mots qui condamnent la plus brutale des occupations militaires est déjà étrange.

Qu'il soit incapable d'exprimer une solidarité culturelle avec l'un des plus anciens territoires de la francophonie relève de l'absurde,

Qu'il engage avec le plus sanglant des dictateurs de la région, à l'origine du meurtre de notre ambassadeur et de nos soldats, une conversation diplomatique faite de courtoisie, de subtilités et de ménagements est véritablement indigne.

(Lire la suite page 3.)

Les élections en Tunisie

Le président Ben Ali se porte garant de la « transparence » du scrutin PAGE 4

Les troubles au Kosovo

Les autorités yougoslaves redoutent une reprise de l'agitation PAGE 16

La leçon de M. Pasqua à M. Chirac

L'ancien ministre de l'intérieur propose de revenir aux sources du gaullisme

«Grand Jury RTL-le Monde»

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

Première étape vers l'indépendance du pays

UN FILM DE MIKE LEIGH PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE

VENISE 1988

Le messager de l'espoir en Namibie

représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtisaari, marque le début du processus qui doit aboutir à l'élection, en novembre, d'une assemblée constituante et conduire ce territoire sous domination sud-africaine à l'indépendance. « Nous partons avec un sentiment d'honneur, de dignité et de réussite », a déclaré, à cette occasion, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères.

WINDHOEK de notre envoyé spécial

« Un gros Finlandais pour un énorme travail dans un grand pays. » C'est ainsi, que, un jour, un diplomate avait décrit M. Martti Ahtisaari, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Namibie. Après

31 mars, en Namibie du d'œuvre. Il aura la tâche peu facile de conduire cet Etat vers l'indépendance. Le processus de transition est désormais en marche depuis le le avril, date d'entrée en vigueur de la résolution 435 des Nations unies. Le cessez-le-feu est effectif depuis 4 heures, le même jour.

« C'est la dernière étape de la décolonisation » d'une nation, comme l'a souligné M. Louis Pienaar, admnistrateur général de l'Afrique du Sud dans ce territoire sous tutelle de Pretoria depuis soixante-quatorze ans, après avoir été sous domination allemande pendant trente ans. « La dernière blessure sur le flanc de l'Afrique », lui a répondu M. Ahtisaari, faisant allusion au retard avec lequel la dernière colonie du continent entrait dans l'ère de la pré-indépendance.

L'impensable, il y a seulement un an, a fini par arriver. M. Ahtisaari est là, ravi, au côté de M. Pienaar venu l'accueillir à onze années d'attente, ce diplo- l'aéroport. Les deux hommes vont

L'arrivée, le vendredi mate aux yeux bleus est à pied devoir travailler ensemble pour que les élections soient « libres et équitables ». « Nous voulons prouver qu'un scrutin démocratique peut se dérouler dans cette partie du monde », a déclaré M. Pienaar à l'adresse de celui qui sera, dans l'année à venir, le gérant d'une administration

impartiale. Ce que M. Ahtisaari a appelé un rôle pionnier., c'est-à-dire la collaboration unique de l'Afrique du Sud et des Nations unies « avec tout ce qu'a de disparate l'histoire de chacun », a-t-il souligné, dans la perspective d'aboutir à un « règlement pacifique où même la solution des problèmes les plus intraitables aura grandement progressé ». Le représentant de l'ONU a démenti faire allusion par là à la situation interne sudafricaine, mais il ne fait pas de doute que le déroulement du processus et sa conclusion auront des répercussions au sein même de la République.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 4.)

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marco, 6 dir.; Tunisia, 700 m.; Aliamagna, 2,50 DM; Antricha, 20 sch.; Balgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Antiliza/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 315 F CFA; Danemerk, 11 kr.; Espegna, 175 pos.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Istanda, 90 p.; Italia, 2 000 L.; Libya, 0,400 DL; Luxembourg, 40 fr.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 ft.; Portugal, 140 esc.; Sánégal, 335 F CFA; Suèda, 14 cs.; Suissa, 1,80 ft.; USA (NY), 1,50 S; USA (others), 2 S.

Dates

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, **75427 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : {1} 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

André Fontales, cteur de la publication

Habert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principuux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », des lecteurs du Monde, des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gére et Hubert Beuve-Méry, fonds

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédocteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rue de Mouttessay, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



et publications, nº 57 4 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde su (1) 42-47-99-61

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE on 36-15 - Tapez LM

LBONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

l _	I CL.	(1) 72		-14
7=0	PLANCE		EUSSE	AUTHOR S
3	365 P	399 F	594 F	700 F
6	728 F	762 F	972 F	14007
	1 630 F	1 889 F	1404F	200F
1=	1300 F	1300 F	1 800 F	2 <i>6</i> 97
	Par tari	f sur de	GER: érienne mande	

RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: Pour tous renseignements: tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définités ou prerisoires : nos abonnés sont invités à formules leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dezalère

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

 6 mois	_	

Adresse : _

Code postal:_

Pays:

Veuillez avoir l'obligeance à tous les noms propres en ca d'imprimerie.

Il y a quarante ans

Le pacte atlantique

N 1948 et 1949, la peur, une peur faire. » Prise de position historique qui affirmait à la fois la volonté du président grandissante, déferte sur l'Europe. À l'Assemblée générale des Nations unies, à Paris, M. Spaak, ministre des Etats-Unis de prévenir une agression en Europe, et non plus senlement de la repousser, et qui rompait avec un isolatio-nisme plus que séculaire. belge des affaires étrangères, lance à son collègue soviétique Vychinski : « Nous avons peur, Vous nous faites peur. Vous nous accusez d'impérialisme, mais votre empire s'étend de la Baltique à la Médi-Encore devait-il convaincre les Américains et le Congrès de le suivre. Ce n'était pas une mince affaire. Les Américains

terranée. Votre politique est plus ambi-tieuse que celle des tsars. étaient entrés dans les guerres mondiales à reculons, poussés par la lucidité des prési-Alors que les GI ont commencé à regagner l'Amérique dès l'été 1945, l'armée rouge impose à toute l'Europe de l'Est des dictatures à la dévotion de Staline. De dents Wilson et Roosevelt à répondre par les armes aux provocations et attaques allemandes et japonaises. Arthur Vanden-Berlin, où elle assiège les garnisons occi-dentales (20 juin 1948), à Pékin, dont les troupes de Mao Zedong s'emparent le 31 janvier 1949, le communisme menace berg, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, ancien isolationniste converti à l'internationalisme par l'attaque de Pearl-Harbor, se charge de l'opération et fait voter par le Sénat, constitutionnellement grand maître de la on avance partout.

Dans le camp d'en face, les efforts pour Dans le camp d'en face, les efforts pour endiguer le raz-de-marée sont dérisoires. En d'autres circonstances, on en rirait. A Dunkerque, en 1947, la France et la Grande-Breiagne ont signé contre une Allemagne qui n'existe plus un pacte qui, dix et vingt-cinq ans plus tôt, aurait eu des chances d'éviter les guerres mondiales. En mars 1948, à Bruxelles, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg vont se joindre à cette alliance anachronique. dre à cette alliance anachronique.

Entre ces deux traités, cependant, que chose a bougé. En février 1948, Sta-line s'est livré à une nouvelle provocation dont il a mai mesuré les effets. A Prague, capitale d'un Etat doté d'institutions démocratiques, d'une économie moderne, d'une industrie épargnée par les combats, un Etat que rien ne destine à la « dicta-ture du prolétariat », sinon la proximité d'une armée rouge devant laquelle les Américains se sont volontairement effacés à la Libération, les communistes se sont a la laberation, les communistes se sont emparés du pouvoir en quelques jours, sans coup férir, grâce au noyautage des administrations, à quelques manifesta-tions de rue téléguidées et à l'intimidation du « grand frère » soviétique. Le 25 février, tous les ministères-clés sont aux mains des communistes. Deux ministres « bourgeois » sont défenestrés — suicide ou assassinat? - et les Tchécoslovaques appelés à voter désormais pour des listes uniques. Le joug qui s'est abattu sur leur pays ne se desserrera que vingt ans plus tard, pendant quelques semaines...

Mais en faisant une démonstration aussi avenglante de la vulnérabilité des démocraties, Staline a déclenché un processus qui ne s'arrêtera pas de si tôt. De Gaulle, président du RPF, dénonce à chaque occasion une impuissance occidentale, qui ouvre « une carrière inoule à l'ambi-tion des Soviets », et les « séparatistes » du PCF, qui n'attendent qu'une chose; « l'invasion ». Comment lui barrer la

Les négociateurs du traité de Bruxelles l'actualisent en hâte. Il ne visera plus l'Allemagne, mais « toute agression armée en Europe »; les alliés ne se porteront plus une vague assistance, mais se viendront mutuellement en aide « par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres »; enfin ils esquissent une organisation permanente avec, à Fontaine-blean, un « comité des commandants en chef », embryon d'un état-major commun.

« L'association des Etats-Unis »

Et surtout, les Européens se tournent vers les Américains. Le jour même où disparaît la démocratie tchécosiovaque, Henri Quenille, président du conseil, les adjure de « ne jamais permettre que la France et l'Europe occidentale soient envahles par la Russie comme elles le furent par l'Allemagne ». Le ministre des affaires étrangères, Georges Bidault, a écrit le 4 mars au secrétaire d'Etat Marshall: « Le moment est venu de resserrer sur le terrain politique et, le plus vite qu'il se pourra, sur le terrain militaire, la collaboration de l'Ancien et du Nouveau Monde. ». Son collègue britannique Bevin suggère d'établir avec les Américains des - plans de sécurité » atlantique et médi-

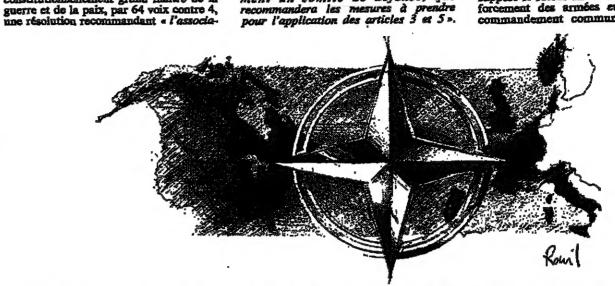
La réponse est immédiate. Le 17 mars, tandis que cinq ministres européens signent le traité de Bruxelles, le président Truman demande au Congrès de rétablir le service militaire obligatoire et ajoute : « Je suis certain que la résolution des pays libres d'Europe de se protéger eux-mêmes s'accompagnera d'une résolution

(1951), l'Allemagne fédérale (1955) et l'Espagne (1982) se joindront aux douze fondateurs. Les parties conviennent qu'« une attaque armée » contre l'une d'elles sera « considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, chacune prenant aussitôt « telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée » (art. 5, qui laisse ainsi chacun libre de décider de ses actes) ; les parties se prêteront en outre mutuellement assistance pour accroître leur « capacité de résistance » (art. 3, qui se traduira immédiatement par un gigantesque programme américain d'aide militaire aux Européens). Il n'est pas question de commandement commun, mais un « conseil » (le conseil atlantique), formé de représentants des gouvernements, établira les « organismes » qu'il jugera néces-saires, « en particulier (...) immédiate-ment un comité de défense, qui

tuel, Certes, durant l'été 1949, les Soviétiques font exploser leur première bombe A, mais l'événement, stratégique-ment considérable, était prévu et pro-

En revanche, l'attaque surprise de la En revanche, l'attaque surprise de la Corée du Sud par celle du Nord (25 juin 1950) provoque la panique en Occident. Ce que Staline fait en Asie, pourquoi ne le ferait-il pas en Europe? Nul ne doutait alors que c'était bien lui qui tirait toutes les ficelles du « bloc », et ce n'est que dix ans plus tard que de Gaulle, le premier, se rendra coupte que ce « bloc » n'en était rendra compte que ce « bloc » n'en était pas un, et qu'en Asie, Mao Zedong agissait de son propre chef.

Pour l'heure, l'équilibre nucléaire étant en voie d'être établi, un barrage « classique » se révèle indispensable pour garan-tir l'Europe contre une invasion, ce qui suppose le retour en force des GI, le renforcement des armées européennes, un commandement commun. Washington



tion des Etats-Unis, par voie constitutionnelle, avec des mesures régionales ou col-lectives, fondées sur une aide individuelle et mutuelle, effective et continue ». C'est amphigourique quant au style mais, pour les initiés, c'est politiquement clair : pour la première fois, les Etats-Unis vont conclure en temps de paix une alliance hors de leur continent.

Les négociations sont rondement menées, Staline se chargeant de lever les ultimes réticences américaines en bloquant les voies d'accès terrestres à Berlin-Ouest, sous prétexte d'empêcher les occupants occidentaux d'y introduire une monnaie promise à un immense avenir, le

Les Français demandeurs

Quant aux Européens, et au tout premier rang les Français, ils sont demandeurs, et demandeurs pressants. De Gaulle, pourfendeur de la IV République et gardien vigilant de l'indépendance française, salue dans le pacte « une très heureuse et très importante manifestation d'intention », mais ajonte qu'elle n'aura de « vertu pratique » pour la défense de la France et de l'Europe que dans la mesure où la France aura une défense nationale, ou la France auta une delesse nationale, « c'est-à-dire de ce que vaudra l'Etat ». Michel Debré, qui, à cette époque, conjure les Européens de se doter d'un « arbitre » et d'une assemblée élue au suffrage universel direct, affirme que « l'Europe atlantique est la seule conception réelle, la seule concevable ».

Le grand souci des négociateurs européens est d'obtenir des Américains un engagement aussi automatique et contraignant que celui auquel ils out souscrit mutuellement à Bruxelles. Mission impossible : il est impensable de déposséder le Sénat américain de ses prérogatives constitutionnelles.

C'est donc un traité d'alliance très clas-C'est donc un tratte d'alhance très classique que signent le 4 avril 1949 à Washington les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, ainsi que le Canada (inséparable des Américains et des Britanniques), la Norvège, le Danomark et l'Islande (après une infructueuse tentative d'union à Osio d'un ractre de nonoffre soviétique à Oslo d'un pacte de nonagression dont l'effet contre-productif est foudroyant), le Portugal et l'Italie. Ultérieurement, la Grèce et la Turquie

Conclu pour vingt aus, le traité est jadéfi-niment et automatiquement renouvelable.

En dépit d'un tir de barrage frénétique des communistes du monde entier, les ratifications parlementaires sont obtenues sans difficulté, et le traité entre en vigneur dès le 23 août 1949. Il n'en suscite pas moins en France une vive controverse. Si l'éditorialiste du Monde le considère comme un « pilier de la paix », il redouts qu'il ne déresponsabilise les Européens et n'alimente une ruineuse course aux armements. Pierre Brisson ayant, dans le Figuro, traité les journalistes du Monde d'e Insecués », Sirius (H. Beuve-Méry) répond sons le tire « En avez-vous ? » : « Ayons-en donc. Suffisamment, mais pas trop. Les médecins savent qu'exhibitionpair. » Il précisera plus tard que, fante d'un improbable « fédéralisme atlanti-que », une Europe « indépendante, neutre et armée » bénéficiant de la garantie américaine « n'aurait rien à redouter des Russes ». N'est-ce pas indiquer déjà la direction que prendra de Gaulle lorsque, revenu au pouvoir, il se fera l'inlassable champion de l'« Europe européenne » (sans jamais cependant revendiquer sa neutralité) ?

Controverse au long cours, donc, qui prendra un tour passionnel et divisera durablement les Français avec l'interminable épisode du réarmement allemand et de « l'armée dite européenne » (de Gaulle dixit). Le lendemain de la signature Le Monde avait écrit : « Le réarmement allemand est contenu dans le pacte comme le germe dans l'œuf. » Comment imaginer en effet que les alliés disputent aux Soviétiques le sol de l'Allemagne sans le concours de ses fils, les meilleurs soldats de leur temps, on ne le savait que trop? En septembre 1950, Washington réclame officiellement l'armement de contingents

Entre-temps, la dramatique aggrava-tion de la tension Est-Ouest avait transformé la nature même de l'alliance. Pendant les négociations, le Kremlin avait multiplié les moulinets de sabre, mais après la signature il ne bronche pas et ne met même pas à exécution sa menace de dénonciation des alliances franco et anglosoviétiques. Mieux encore : le 11 mai 1950, il met fin, sans contrepartie tangi-ble, au blocus de Berlin. Comportement qui, jusqu'à et y compris la crise des euro-missiles des années 80, deviendra habi-

accepte, sous réserve que le commandant soit américain (ce que nul dirigeant euro-péen ne conteste, bien au contraire), et que soit constituée une force européenne « intégrée » à laquelle participeraient des « unités allemandes » (16 septembre

La crise déclenchée en France, puis entre cello-ci et ses alliés, par cette exi-gence, si prévisible qu'elle fût, ne sera dénouée qu'en 1954 par Mendès France avec la reconstitution d'une armée alle-mande (Bundeswehr) soumise à certains contrôles et restrictions (interdiction d'un armement nucléaire notamment) et l'adhésion de l'Allemagne fédérale aux traités de Bruxelles et de Washington.

L'OTAN intégrée

Mais déjà était constituée une organisa-tion militaire intégrée (couramment dési-gnée comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord ou OTAN), non inscrite dans le traité, établie par des accords bilatéraux « techniques » et qui plaçaient les forces du continent européen (mais pas celles des îles Britanniques) sous un commandement américain de fait. C'est de ce dispositif que de Gaulle retirera la France en 1967 pour lui rendre la pleine responsabilité de sa défense tout en demeurant « l'alliée de ses alliés » selon les dispositions du traité de Washington. Il fallut de longues années pour que la diplomatie française parvienne à faire accepter sans restriction mentale par ses alliés la spécifi-cité de la France (déclaration d'Ottawa en 1974, réunion du conseil atlantique à Paris en 1983).

Depuis quarante ans, l'Alliance atlantique remplit sa mission en assurant aux Etats membres la paix et la sécurité dans la liberté, au prix, il est vrai, annoncé par Sirius. Aujourd'hui pourtant, cette longue période de quiétude stratégique arrive à son terme : la perestroïka, les accords de réduction contrôlée des armements des deux superpuissances, et surtont coux qu'elles négocient, le rapprochement à long terme qui s'annonce ainsi que l'indépendance d'une diplomatie ouestallemande de plus en plus tournée vers l'Est, modifient les données mêmes de la sécurité européenne, et devraient en bonne logique amener les alliés atlanti-ques à reconsidérer l'organisation de leur défense commune.

MAURICE DELARUE.

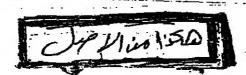
the recognise

W. W.

RANGE OF 4

M Jarian Day.

"GRANI	D JURY" RTL-Le M	onde
N	dimanche 18 h 15 animé Olivier MAZERO	en direct sur par OLLE
RIGNO	avec Patrick JAJ et Bernard ELIE (Le A Paul-Jacques TRU et Robert DARANG	Mondei RFFAUT



LIBAN

Reprise des bombardements sur Beyrouth

Beyrouth a, de nouveau, été soumis vendredi 31 mars à de violents bombardements d'artillerie qui ont mis fin à l'accalmie - à défaut de véritable trêve (le Monde du 1" avril) - qu'un - cessez-le-feu » accepté mardi par le chef du gouvernement et de l'armée en secteur chrétien, le général Michel Aoun, avait permise. Plusieurs centaines d'obus se sont abattus dans la soirée de vendredi sur Beyrouth-Est, entraînant une riposte chrétienne sur le secteur occidental (à majorité musulman) de la capitale ainsi que sur les villages druzes des monta-

France Comments

Dans le même temps, le Conseil de sécurité de l'ONU demandait aux parties en conflit au Liban de mettre fin à leurs affrontements et de faciliter l'instauration d'un cessez-le-feu « effectif ».

forces syriennes dans les combats qui ensanglantent la région de Beyrouth depuis le 14 mars, le chef des milices druzes du PSP (Parti socialiste progressiste), M. Walid Journblatt, principal allié de la Syrie au Liban, n'a pas craint d'assurer vendredi que « tout le monde sait que l'armée syrienne a participé aux bombardements » contre le « pays

Le PSP affirme, dans un communiqué, que cette intervention ne s'est « produite qu'après que les positions syriennes eurent été directement visées », soulignant que « cette riposte » s'était avérée » précise ».

Pour sa part, le patriarche maronite, Mgr Sfeir, a lancé un appel - à tous les responsables, libanais et non libanais » pour qu'ils fassent « taire définitivement leurs canons et cessent de détruire les maisons Contredisant les démentis répétés sur la tête de leurs habitants ». - de Damas sur l'implication des AFP, Reuter.)

La France et sa dignité

(Suite de la première page.)

Nous savons bien, depuis la fin des années 30, ce qu'une telle attitude a de commode et de méprisable... Il se trouve toujours de bons esprits pour la justifier au nom d'une « realpolitik » qui aurait mené E. Daladier au sommet des sondages s'ils avaient - à l'épo-

Il se fait donc aujourd'hui que notre gouvernement peut être populaire en étant indigne. A chacun sa fierté. A chacun son habileté. Ou importe à M. Mitterrand que les boat-people à venir soient des maronites libanais, on enverra M. Kouchner ailleurs!

Qu'importe à M. Fabius les enlèvements de députés, le diktat syrien sur l'élection présidentielle libanaise, le Chili rapporte davantage! On n'enverra pas de commission parlementaire!
Qu'importe à M. Rocard l'écrasement des derniers chrétiens d'Orient : ils sont minoritaires._ Ils ne s'exprimeront plus que par le silence de leur tristesse dans la diaspora qui leur est promise.

Membre permanent du Conseil de sécurité, présente par ses sol-dats au sud du Liban, liée depuis RUS LX & CES TETTITOTTES EL A CES hommes, la France est qui l'appellent, comment peut-elle aujourd'hui myope, muette et

Elle ne veut pas voir, elle ne veut pas parler, elle ne veut pas

La pression de l'intolérance et de la force jette à la mer ce qui reste de la chrétienté d'Orient, c'est-à-dire la part la plus ancienne du patrimoine culturel

de notre civilisation. Qui ne devine avec angoisse que ce qui est fait aujourd'hui - dans l'indif-

férence – contre les chrétiens

sera fait demain contre les juifs?

La présence militaire syrienne an Liban, c'est-à-dire son occupation, n'est pas condamnée par la France: mais il ne devrait pas y avoir un seul discours international tenu par un responsable français qui ne commence par cela !

Ouverts sur l'Occident

Une partie du territoire libanais est gérée par ceux qui l'ont toujours habitée. Ils parlent français. Ils élisent leurs représentants. Ils sont ouverts sur l'Occident. Ils font référence à la France des droits de l'homme, à sa culture et à son histoire. Qu'ils cessent de nous importuner! La France officielle célèbre le Bicentenaire avec les morts, pas avec

Bien avant que le Christ ne s'y rende c'est des rivages libanais qu'Europe a été enlevée. Si aujourd'hui elle oublie ce qui la fonde, si elle abandonne ceux qui encore prétendre à un message ?

Pour nous qui pensons que la France n'est pas une race, pour nous qui croyons que notre langue est porteuse de fraternité, pour nous qui aimerions simplement partager une fierté, la question nous hante : qu'as-tu fait de ton

FRANÇOIS LÉOTARD.

La visite à Cuba de M. Mikhaïl Gorbatchev

M. Fidel Castro reste hostile à la nouvelle politique soviétique

LA HAVANE de notre envoyé spécial

- Vive la perestroïka!» : lancé par une poignée de dissidents qui accueillaient ainsi, jeudi 30 mars, le verdict clément rendu par un tribu-nal de La Havane contre cinq de leurs amis condamnés à des amendes pour l'impression d'un bul-letin illégal, ce cri révèle les espoirs suscités au sein de la petite opposition cubaine par l'arrivée, dimanche, de M. Gorbatchev dans l'ile.

« Il n'y a pas si longtemps, affirme le secrétaire général du Parti pour les droits de l'homme (illégal), M. Samuel Martinez Lars, nous aurions été condamnés à plusieurs années de prison pour avoir osé imprimer ce bulletin. Il faut reconnaître qu'il y a eu des changements au cours des dernières semaines; on le doit sans doute à la visite de M. Gorbatchev et à la présence massive de la presse étran-gère. » M. Martinez Lara, qui a passé trois ans en prison au début des années 80 pour « espionnage au profit des Etats-Unis », a été luimême condamné, jeudi, à une amende de trois cents pesos (envi-ron deux mille francs an taux officiel) pour sa participation à la fabrication de la quatrième édition d'une fenille ronéotée intitulée Franqueza

« Nous avons comunis des errems»

« On n'avait jamais vu ça à Cuba, souligne, rayonnant, un autre dissi-dent, des gens nous ont applaudi à l'entrée et à la sortie du tribunal! La police, qui surveillait les abords du bâtiment, s'est bornée à faire circuler les quelques dizaines de personnes réunies sur le trottoir. On observe, depuis l'été dernier, la même attitude de tolérance à l'égard des extirités des dissidents : cerve de des activités des dissidents : ceux-ci rencontrent désormais les représen-tants de la presse étrangère sans se

Installé dans le garage d'une maison située dans un quartier résiden-tiel de La Havane, le principal dirigeant de l'opposition interne, M. Elizardo Sanchez, reçoit à lon-gueur de journée, tous ceux qui ven-lent le voir.

M. Sanchez, qui préside la Com-mission cubaine des droits de l'homme et de réconciliation natio-nale, est aux anges : « Le peuple, dit-il attend beaucoup de choses de la visite de M. Gorbatchev. - Pour les dissidents, le dirigeant soviétique est devenu une sorte de héros, «un grand dirigeant démocratique». Nous n'attendons pas de résul-tat speciaculaire, ajoute M. San-

chez, mais nous sommes convaincus que les effets positifs se feront sentir après. Nous savons que, publi-quement, M. Gorbatchev va donner un apput très ferme à Fidel Castro en disant qu'il est un grand dirigeant et un ami. Mais on peut pen-

ser qu'en privé le ton va être diffé- soviétique; mais cela ne constitue rent. L'Union soviétique a les moyens d'exercer des pressions en demandant des explications sur l'utilisation des milliards de rou-bles de l'aide fournie à Cuba, Pourquoi, par exemple, maintenir une quoi, par exemple, maintenir une armée de trois cent mille hommes et une police politique aux effectifs disproportionnés dans un pays où la violence politique est inexistante? Nous ne demanderons pas à M. Gorbatchev de suspendre les fournitures de pétrole à Cuba, mais d'être cohérent avec sa politique de détente en cessant de financer notre gigantesque appareil de répression. Je crois que Fidel Castro sera obligé d'écouter ses conseils, »

Comment satisfaire les attentes des Cubains, fascinés par la perestrolks, sans pour autant irriter M. Fidel Castro, qui ne cache guère son allergie à la politique de restruc-turation et de transparence en vigneur à Moscou? Le dirigeant cubain avait déjà fixé les limites le 26 juillet dernier : il n'y aura pas de perestrolka à Cuba, avait-il déclaré en substance, provoquant une pro-fonde frustration chez ceux qui espéraient que leur pays suivrait l'exemple soviétique. Le dirigeant cubain avait enfoncé le clou en procuoam avant enfonce le cion en pro-nonçant un discours particulière-ment dur début décembre – quatre jours avant l'amonce de l'ajourne-ment de la visite de M. Gorbatchev. Contre les Etats-Unis, certes, qui étaient accusés de chercher à « détruire » la Révolution par tous les moyens, mais aussi à l'égard de l'Union soviétique, où les exprél'Union soviétique, où les expé-

riences » en cours pourraient, disait-il, créer des « difficultés » à Cuba. Nous avons commis des erreurs, avait déclaré M. Castro, et il faut les corriger. Mais nous ne devons pas rectifier des choses à partir des erreurs des autres mais à partir de nos erreurs à nous et de nos expériences. » Ce discours avait fait l'effet d'une douche froide pour les Cubains... et pour les Soviéti-

« Fidel y a été un peu fort, nous avait déclaré alors un diplomate

• ARGENTINE : un nouveau

ministre de l'économie. — Le prési-

dent de la Chambre des députés

M. Juan Carlos Pugliese, a été

nommé ministre de l'économie, ven-

dredi 31 mars, après le départ de

e en raison de la difficile situation

deux journalistes enlevés. - Ur

sénateur du Parti libéral (au pouvoir)

et deux journalistes colombiens ont été enlevés, jeudi 30 mars, à Cucuta,

dans l'Est du pays, a annoncé la police. Pour celle-ci, le sénateur Felix

Salcedo Baldion a été kidnappé par

un homme et une femme de l'Armée de libération nationale (ELN, de filia-

• COLOMBIE : un sénateur et

économique ». - (AFP, UPI, AP.)

EN BREF

M. Juan Sourroui

pas vraiment une surprise pour nous. Visiblement, Cuba n'est pas mûr pour la perestroîka. Mais nous n'avons pas le choix : chaque pays socialiste est maître de son destin et l'époque des pressions est révolue. »

Pas de punition

M. Castro s'est même permis de donner des leçons de socialisme aux Soviétiques, leur rappelant que. « sans le marxisme-léninisme, la Révolution d'octobre n'aurait pas eu lleu ». Sans jamais prononcer le mot tabou de « perestroïka », il a mis en garde les pays socialistes : « Nous ne devons pas laisser s'affaiblir notre idéologie révolu-tionnaire, notre conscience révolutionnaire (...). Le socialisme est le seul espoir des peuples opprimés. .

Mais comment rendre le socialisme efficace? L'économie cubaine est exsangue et terriblement dépen-dante de l'URSS, qui absorbe 74 % des exportations de l'île (sucre, nickel, cobalt, agrumes, etc.) et lui fournit 100 % de ses besoins en pétrole, charbon, papier journal, etc. « Les entreprises cubaines, estime un économiste soviétique en poste à La Havane, ne sont pas en mesure de traiter directement avec leurs partenaires soviétiques. Elles son trop petites et pas assez efficaces. Le gouvernement cubain est donc obligé de les représenter dans les ciations commerciales, ce qui va à l'encontre de la politique d'autonomie des entreprises encou

Un nouvel accord économique

Malgré tout, les Soviétiques affirment n'avoir aucunement l'intention de « punir » Cuba. Un nouvel accord économique, qui devrait être signé au cours de la visite de M. Gorbatchev, pourrait être plus avantageux que le précédent (prêts à très bas taux d'intérêt, suspension des remboursements d'une dette évaluée à 10 milliards de dollars au

• PÉROU : vingt-six paysans

tués par le Sentier lumineux. -

Quelque soixante-dix guérilleros du

Sentier lumineux ont envahi le village

de Carhuampa, dans les Andes, ven-

dredi 31 mars, et massacré vingt-six

membres d'une milice paysanne,

dont neuf femmes, a indiqué la

SALVADOR : cent soixante-

trois guérilleros tués en un mois,

selon l'armée. - L'armée salvado-

rienne a annoncé, vendredi 31 mars,

avoir tué cent soixante-trois guéril-

leros et en avoir blessé cent quatre-

vingts durant le mois de mars, au

cours duquel ont eu lieu les élections

présidentielles (FMLN). - (AFP.)

police. - (Reuter.)

avancé, pour l'instant, sur le mon-tant de l'aide économique. Selon les Etats-Unis, elle aurait dépassé les 5 milliards de dollars en 1987 (sans inclure l'assistance militaire de 1,5 milliard de dollars); les experts soviétiques, eux, parient de près de 3 milliards de dollars. Confrontés à des pénuries chaque-

moins, etc.). Aucun chiffre n'est

jour plus durement ressenties (problèmes d'approvisionnement de toutes sortes, manque de trans-ports), les Cubains s'arrachent l'édition espagnole des Nouvelles de Moscou (hebdomadaire publié en Union soviétique en plusieurs langues) pour connaître les derniers développements de la perestroïka. Ils se passent de main en main le livre de M. Gorbatchev (Perestrotka), devenu introuvable - sau dans les librairies des hôtels, où il faut payer... en dollars, et où les Cubains n'ont d'ailleurs pas accès. « C'est quand même un comble, remarque un dissident, que les publications officielles soviétiques soient devenues des samizdats chez

BERTRAND DE LA GRANGE.

ETATS-UNIS

M. Reagan ne témoignera pas au procès North

WASHINGTON Correspondance

L'ancien président Reagan ne sera pas appelé à témoigner au procès de l'ex-colonel North, protagoniste principal du scandale de l'Irangate. La décision du juge Gesella a décu non seulement les avocats de North mais tous ceux qui comptaient sur la déposition de l'ancien président pour animer un procès fastidieux se déroulant dans 'indifférence. En citant à comparaître l'ex-président, la défense entendait prouver que North n'avait fait qu'appliquer les instructions ou les auggestions du président, bref qu'il était simplement un bouc émissaire. Sur ce point, la décision du juge est formelle : « (...) Aucune preuve n'a e que Norta all reçu l'autorisation du président Reagan de s'engager dans une opération illégale, directement ou indirectement, oralement ou par écrit. »

De sa retraite de Californie, l'exprésident a confirmé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'obéir à une citation à comparaître. . J'aurais créé un précédent que je n'avais pas le droit d'imposer à d'autres prési-dents », a-t-il dit.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

de la dette

Le conseil des Ealises chrétiennes se prononce contre le paiement

Río-de-Janeiro. - Les Eglises catholique, kuthérienne, méthodiste, épiscopale, praebytérienne et réformée du Brésil ont co-signé vendredi 31 mars, à Rio, un document hostile au paiement de la dette emérieure du pays. Le conseil national des Eglises chrétiennes (CONIC) déclare qu'à partir de maintenant les ministres des diffé-rents cultes devront orienter leurs paroissiens sur ce thème. « Le position du candidat à la présidence de la Répu-blique par rapport à la dette devra être ouque par rapport a la catta carra au un facteur déterminant pour le vote à la présidentielle de novembre prochain »,

présidentielle de novembre procisent, annonce le textes.

« La dette extérieure ne doit pas être payée, car aille a déjà été payée; conti-nuer à la payer ne fait qu'aggraver la condition de misère du peuple brési-tient, affirme le CONIC. L'institution suggère également que la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) adopte la « crise de la dette extérieure » comme thème de sa prochaîne campa-gne annuelle de la fratemité. — (AFP.)

Italie

Le Sénat autorise un référendum sur l'union politique européenne

Les Italiens devraient se prononcer sur cette question le 18 juin, à l'occasion des élections européennes. Le Sénat italien a adopté, jeud 30 mars, un pro-jet de loi autorisant l'organisation de cette consultation qui portereit sur la possibilité de transformer la Communauté européenne en une véritable union politique, dotée d'un gouverne-ment responsable devant le Parlement de Strasbourg qui rédigerait un projet de Constitution européenne, lequel serait soumis aux Etats membres.

M. Giovanni Spadolini, le président du Sénet, a envoyé le texte aux prési-dents de tous les Parlements des pays de la Communauté, « dans la conviction que l'exemple donné par la Parlement italien » pourra être suivi.

Nicaragua

Démission du chef d'état-major de la Contra

Le commandant Juan Rivas Romero chef d'état-major des rebelles antisandinistes (« contras »), considéré comme un de leurs meilleurs éléments militaires, a annoncé vendredi 31 mars sa démission. Il a évoqué des raisons de santé. En réalité, des déclarations d'autres dirigeants de la Contra ne laissent aucun doute sur le fait que cette démission est une protestation contre la décision prise le 24 mars par les Etats-Unis de renoncer à une aide militaire au profit d'une simple side « humanitaire » en faveur des opposants armés au régime de Managua. M. Rivas aurait également mai pris certains contrôles Etes-vous, oui ou non, favorable à américains imposés aux camps des un Parlement auropéen constituent ?

Diplomatie M. Hun Sen devrait annoncer le 5 avril le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge

n'avaient encore réagi, samedi le avril en fin de matinée, aux informations selon lesquelles M. Hun Sen devrait annoncer la semaine pro-chaine un retrait unilatéral des troupes vietnamiennes du Cambodge en septembre 1989 (le Monde du 1 avril). De sources silres, on confirme cependant que le premier ministre de Phnom-Penh doit se prononcer à l'occasion d'une conférence de presse prévue le mer-

Washington s'inquiète du programme nucléaire irakien

Washington (AFP). - Les Etats-Unis ont exprimé, vendredi 31 mars, leur inquiétude face à l'éventualité que l'Irak cherche à se doter de l'arme nucléaire, tout en refusant de confirmer que ce soit le cas. « Je suis fermement opposé à la prolifé-ration des armes nucléaires », a déclaré le président Bush, interrogé sur un article du Washington Post citant des sources israéliennes qui accusent l'Irak de poursuivre un programme de construction de têtes nucléaires. « Je ne veux pas donner du crédit à cet article », à toutesois ajouté M. Bush.

« La perspective que l'Irak puisse chercher à acquérir une capacité nucléaire nous inquiéterait beaucoup, et c'est une chose que nous surveillons avec beaucoup d'atten-tion », a déclaré de son côté le nouveau porte-parole adjoint du dépar-tement d'Etat, M. Richard Boucher.

Ni Phnom-Penh ni Hanoï credi 5 avril en clôture d'une réu-avaient encore réagi, samedi nion da bureaz politique du PC de Phnom-Penh.

> Entre-temps, plusieurs initiatives ont été prises pour relancer la négo-ciation d'un règlement politique interne. Une réunion à Paris de représentants des quatre factions cambodgiennes (Khmers rouges, sihanoukistes, FNLPK de M. Son Sann et régime de Phnom-Penh) est annoncée pour le 10 avril. De son côté, en visite à New-Delhi, le premier ministre thatiandais, M. Chatichai Choonhavan, a déclaré ven-dredi qu'il tentait d'organiser une rencontre entre M. Hun Sen et le prince Sihanouk.

Ce dernier est attendu en visite officielle en Thallande fin avril, un réjour qui coîncidera avec celui de M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre vietnamien, qui doit inter-venir, le 28 avril, à Bangkok, dans le cadre d'un symposium : « L'Indo-chine, d'une zone de guerre à une zone de commerce ». Le chef de la diplomatie vietnamienne doit d'abord se rendre à Moscou.

• M. Mitterrand avx Etats-Unis. - Le président de la République se rendra aux Etats-Unis les 20 et 21 mai. Il sera reçu le 20 à Kennebunkport, dans la maison familiale du président George Bush. La 21, il assistera aux cérémonies du 150º amiversaire de l'université de Boston, où lui sera remis le titre de

Francophonie

La réunion préparatoire au sommet de Dakar marquée par l'affaire de l'Institut Pasteur

La réunion ministérielle préparatoire du troisième sommet francophone, prévu à Dakar en mai, s'est tenue à Paris jeudi 30 et vendredi 31 mars, en présence des représentants d'une quarantaine

Malgré la verve habituelle de M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, c'est dans un climat assez morose que s'est déroulée la conférence de presse clôturant les travaux. Faisant allusion à la récente décision de l'Institut Pasteur de publier désormais ses annales en anglais — décision prévisible depuis longtemps qui. un peu partout dans l'aire francophone, suscite étonnement et déception devant l'inaction des autorités françaises, - M. Lucien Bouchard, ministre canadien de l'environnement, président du comité international du suivi des sommets, a fait part de « sa déception, de son inquiétude, presque de son découragement ».

teur, peu importante en soi mais hautement symbolique quant au principe, survient à la veille d'un sommet incertain, où les projets grandioses ou modestes « d'audiovisuel francophone », de banque de es on d'images, « d'industries de la langue », projets auxquels on a ajouté cette fois l'environnement, vont être présentés spectaculairement à Dakar, mais risquent de ne, pas être suivis d'effets, faute de cré-dits ou de volonté politique suffisants. Pendant ce temps, des chaînes américaines ou libyennes commencent à arroser l'Afrique occiden-

M. Decaux a tenté de rassurer en affirmant que l'Institut Pasteur accepterait finalement « de publier encore des articles en français s'ils

La mesure prise par l'Institut Pas- sont très bons », (cela veut-il dire qu'il en publierait de moins bons à condition qu'ils soient en anglais ?) Et que, de toute façon, cette affaire - devrait avoir au moins pour avantage de mobiliser enfin l'opinion publique française autour de l'idée francophone ». Le ministre a indiqué qu'il recevait beaucoup de lettres de Français indignés par la déci-sion de l'Institut.

> Il a souligné également que la francophonie faisait toujours recette à l'étrange puisque trois nouveaux Etats ont demandé à participer au sommet de Dakar : le Cameroun : le Cap Vert et la Guinée-Bissau, deux anciennes possessions portugaises où le français s'est récemment répandu.

> > J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

ESPAGNE

L'ETA prolonge son ultimatum de soixante-douze heures

MM. Mitterrand et Gonzalez ont évoque la lutte autiterroriste, vendredi 31 mars, lors d'un déjeuner à l'Elysée, où le ministre fran-çais de l'intérieur les a rejoints pour le café. Le chef du gouvernement espagnol s'est ensuite entreteau avec M. Michel Rocard. Se félicitant de la coopération franco-espagnole dans la lutte contre l'ETA. M. Gonzalez a affirmé après ces entretiens qu'il n'avait pas été question des trois militants emprisonnés en France dont l'organisation séparatiste réclame la participation aux négociations d'Alger : « Ces gens sont sommis à la loi en France », a-t-il dit.

M. Gonzalez n'a pas démenti que son ministre de l'intérieur M. Corcuera, se soit rendu récemment à Alger pour s'y entretenir avec les autorités de ce pays, comme l'avait affirmé El Pais. Rien n'a filtré de l'entretien qu'ont en à Paris, jeudi, MML Joxe et Cor-

MADRID

de notre correspondant

l'ETA militaire, le troisième en moins d'une semaine, temis vendredi 31 mars à l'Agence France Presse et publié samedi par le quoti-dien besque *Egin*, donne un nouveau délai de soixante-douze heures au gouvernement espagnol pour « recti-fier de manière publique et offi-cielle » sa version des conversations monées à Alger entre les représentants de l'organisation et ceux du gouvernement. Faute de quoi la trêve en vigueur depuis janvier sera

L'ETA, qui avait lance, mercredi, un premier ultimatum de vingt-quatre heures, affirme faire de la sorte un « nouveau et dernier geste ». Elle ne craint pas d'en appo-ler « aux principes démocratiques et à l'homèteté éthique et politique » du gouvernement pour réparer son « très grave manquement » aux accords entre les deux parties. Le motif de cet ultimatum paraît pour-tant mineur : le texte de la déclaration officielle sur les conversations d'Alger diffusée mardi par le ministère de l'intérieur ne correspondrait pas exactement à celui qui avait été

convenu. l'allusion à « une solution politique négociée » ayant été rem-placée par « une solution de commun accord et définitive ».

Le ministère de l'intérieur s'est refusé, vendredi soir, à commenter ce troisième communiqué. On considère en fait, dans les milieux gouver-nementaux, que les incohérences de l'ETA reliètent de sérieuses dissensions internes. Ces dissensions sont perceptibles aussi dans l'attitude de Herri Batasuna, la coalition proche de l'ETA, dont les dirigeants, visiblement désorientés, ont multiplié ces derniers jours les déclarations

Toujours selon les milieux gouver nementanx, les dirigeants de l'ETA en Algérie, et notamment Antxon pencheraient pour une ligne plus souple, impliquant la prolongation de la trêve. Mais les «durs» de l'organisation, an premier rang desquels Josu Ternera, actuellement en prison en France, auraient finale ment imposé leurs vues. Il s'agirait désormais pour eux d'élever leurs exigences jusqu'à un niveau inaccep-table pour le gouvernement et de provoquer ainsi la rupture du dialogue. Une méthode déjà plusieurs fois éprouvée par l'ETA.

URSS

M. Gorbatchey: les élections ont été «une avancée dans la perestroïka»

Moscou. – La presse soviétique a publié vendredi 31 mars le discours prononcé niercredi par M. Gorbai-chév devant les responsables des médias soviétiques. Parlant des élections qui ont eu lieu le 26 mars, le chef. du Kremlin a notamment

« Nulle part la politique de restructuration n'a été remise en cause, au contraire le peuple s'est résolument prononcé en sa faveur (...). Le parti va se débarrasser des gens inertes qui ne donnent rien à la perestrolles, et parfois la discrédi-tent», mais cela « ne met pas en doute la nécessité d'un parti actif, surtont anjourd'hui, pour cette étape

décisive de la perestrolles ». Après avoir qualifié ces élections d'e étape très importante dans la vie politique et sociale du pays », il a ajouté : « Il nous faut poursuivre dans cette voie, plutôt que d'en cher-cher d'autres et s'engager dans les spéculations politiques que certains ont commencé à imposer à travers la presse, comme le multipartisme ».

« La démocratie réside non dans le nombre des partis mais dans le rôle que joue le peuple dans la société »,

« Nous ne pouvons pas, a encore dit M. Gorbatchev, nous n'avons pas le droit d'être des réveurs naifs. Sans démocratie et glassost (transparence), il n'y a pas de perestrolles. Le parti, à ce stade de la perestrolles, agit comme une force politique initiatrice de développement que initiatrice de développement social » et son « rôle rassembleur est able (...) devant les forces

centrifuges qui apparaissent (...). > Le parti ne nie pas sa responsa-bilité dans les déformations du socialisme qui ont pu se produire dans le passe. Ayant assume cela, il a lancé une politique de restructuration, et la mènera jusqu'au bout, afin de faire avancer le renouveau.

 Une centaine de dissidents toujours détenus. - Au moins cent dissidents soviétiques sont toujours emprisonsés dans des conditions pénibles, a affirmé, vendredi 31 mars, Amnesty international à Londres. L'organisation humanitaire relève également que, en dépit de progrès dans le domaine des droits de l'homme en URSS, « il n'y a pas eu d'amélioration notable des conditions de détention a. - (AP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE Le président Husak devrait reprendre ses fonctions

Le président de la République de manipuler une partie des jeunes sans quitté l'hôpital vendredi 31 mars, après Le numéro un tebécoslovaque s'en avoir été soigné pendant un mois pour une « légère attaque d'apoplecle », a-t-on annoncé de source officielle à Prague à l'issue d'un plénum du comité central, réuni jeudi et vendredi.

M. Husak, agé de soixante-seize ans. va pousuivre sa convalescence chez lni, a précisé un responsable du PC tché-coslovaque, M. Miroslav Dockal. « Il n'y a aucune raison de penser qu'il ne reprendra pas blends ses fonctions ». a-t-il ajouté.

Fermeté de M. Jakes

La réunion du comité central du PCT, essentiellement consacrée anx questions de l'éducation, a été marquée questions de l'éducation, a été marquée par un discours très dur, jeudi, du secrétaire général du parti. M. Millos Jakes. « Des forces hostiles à notre parti et au régime socialisse » s'efforcent actuellement d'e imposer la conception bourgeoise du pluralisme politique », a accusé M. Jakes. « A l'arrière plan, a-t-il poursuivi, se trouvent pratiquement les mêmes gens qu'en 1968. Les groupes d'opposition sont passés, en janvier dernier (au cours des manifestations sur la place Vencesias), à une confrontation directe avec le pouvoir d'Etat. Ils ont réussi à

Le numéro un tchécoslovaque s'en est également pris sux signataires d'une pétition — ils sont plus de trois mille — qui a circulé dans les milieux artistiques et culturels pour la libération de l'écri-vain Vaclav Havel. « Il ne fout par reculer devant de telles pressions », a-t-il dit, recomaissant cependant que « certains communistes » figurent parmi les signataires. — (AFP, Reu-

 Vaclav Havel invité à Cannes Le ministre français de la culture,
 M. Jack Lang, a invité l'auteur tchécoslovaque Vaclav Havel, condemné en tévrier à neuf mois d'emprisonnement tréduite à huit mois en appell, à assister à l'ouverture du Festival de Cennes, le

 POLOGNE : le comité central approuve le dialogue conduit per le pouvoir. - Le comité central du Parti communiste polonais, réuni le vendredi 31 mars, a approuvé les discussions menées par le pouvoir avec l'opposition dans le cadre de la avec l'opposition dens le caure de sa table ronde qui doit s'achever par la signature d'un accord le 5 avril. Soli-darité pour sa part continue à faire état d'importantes divergences dans la négociation. — (AFP, UPL)

TURQUIE: après un profond remaniement ministériel,

M. Ozal n'exclut plus des élections anticipées

ANKARA de notre correspondant

Quinze ministres nouveaux sur vingt-cinq, dont beaucoup d'hommes jeunes, ingénieurs on juristes pour le plupart, douze parlementaires et trois mutations : en annonçant, vendredi 31 mars, la composition de son nouveau gouvernement (nos dernières éditions du 1et avril), M.Ozal a assurément unuit montres qu'avait les dis la fin voula montrer qu'après les dix-huit mois d'immobilisme écoulés entre sa faible victoire aux législatives de 1987 et sa défaite aux élections municipales de dimanche dernier, il avait enfin entendu l'aspiration des électeurs à un changement.

Cédant aux critiques de l'opposi-tion et de la presse sur le rôle croissant joué par les membres de sa famille dans les affaires du pays, M. Ozal s'est séparé de son frère, l'économiste et ancien ministre d'Etat Yusuf Ozal, et de son neveu. l'ancien ministre de l'agriculture Husmi Dogan.

D'autres ministres, contestés par l'opinion pour une raison ou pour

une autre, font les frais du remanie-ment. M. Ercan Vuralhan, ancien ministre de la défense, accusé de malversations depuis le jour de sa nomination, est remplacé par l'ancien ministre des travaux publics, Safa Giray. Quittent également le cabinet deux ministres dont la trop forte personnalité passe pour incommoder respectivement le premier ministre et son éponse : MM. Hasan Celal Güzel, ancien ministre de Péducation, est rem-placé par M. Avni Akyol, et M. Adnan Kahveci, longtemps un des proches conseillers de M. Ozal, quitte son poste de ministre d'Etat.

La composition du cabinet reflète le sonci de maintenir l'équilibre entre les deux grandes teudances du parti de M. Ozal, l'ANAP, les libéranx et les conservateurs issus des anciens partis ultranationaliste et islamiste. Les libéraux accroissent leur influence avec sept nominations à des postes importants, en tête desquels celui de vice-premier ministre, attribué au très libéral Ali Bozer. Cette promotion du ministre chargé des relations avec la CEE atteste

l'importance attribuée à la poursuite du processus lancé par la demande d'adhésion en 1987. M. Günesh Taner, un banquier formé à l'américaine, bête noire des conservateurs, devient ministre d'Etat, ainsi que M. Ishin Celebi, un ingénieur, ancien conseiller économique de l'ancien premier ministre de ganche Billent Épevit. M. Mesut Yilmaz reste aux affaires étrangères.

Vote де соппавсе

Plusieurs nominations de conservateurs à des postes-clés reflèteut cependant l'importance de ce courant dans la base du parti : celles de M. Halil Shivgin à la santé, de M. Oltan Sungurlu à la justice, et de M. Ekrem Pakdemirli aux finances. Parmi les figures les moins connues du cabinet MM. Ercument Konukman, ministre d'Etat, Lutfullah Kayalar à l'agriculture et Mamik Kemal Zeybek à la culture appar-tiennent également à ce courant. Mais les plus durs des conserva-teurs, qui s'étaient parfois ouvertement opposés à M. Ozal, ont été éli-

Après une première réunion, le porte-parole a annoncé que le gou-vernement demanderait un vote de confiance, mardi: avec les deux cent quatre-vingt-douze sièges sur quatre cent cinquante, dont dispose l'ANAP au Parlement, l'issue ne fait pas de doute. Le porte-parole a pré-cisé que le nouveau gouveragnent n'envisageait pas de changement de politique. L'augmentation d'environ 20 % des prix du sucre et des carburants des le lendemain des élections a été défendue par M. Ozal, qui a violemment critiqué les promesses de gratuité des services faites par l'opposition durant la campagne.

La presse de samedi, tout en s'efforçant de calmer les esprits quelque pen survoltés après le résul-tat du 26 mars, souligne que, maigré le remaniement, des élections anticipées restent inévitables à court terme. M. Ozal lui-même, après cu avoir écarté l'éventualité. l'a finalement accepté sur pression, dit-on, du président Everen, « au moment qu'il jugera propice au bien du pays.

MICHEL FARRÈRE.

Afrique

TUNISIE: les scrutins présidentiel et législatif

M. Ben Ali se porte garant de la « transparence » du scrutin

La campagne pour les élections présidentielle et législatives du anche 2 avril s'est achevée vendredi par un discours de M. Ben Ali devant plusieurs milliers de mili-tants du parti gouvernemental venus célébrer ce que le chef de l'Etat a appelé une « fête de la démocratie », que la Tunisie comult « pour la première fois de sou histoire ».

de nos envoyés spéciaux

Aux abords du Palais des sports, des banderoles et des ballons violets (la couleur affectée aux « indépendants » aux pancartes et aux étendards rouges du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). En effet, les indépendants », qui aont presque tous islamistes, affirment, comme l'ensemble de l'opposition, sontenir le chef de l'Etat pour l'élection présiden-

(Suite de la première page.)

Le compte à rebours commence donc. Tout n'est pas prêt, loin de là. Les Nations unies cont déjà deux semaines de retard sur le calendrier prévu. Sculement mille casques

eus sur les 4 650 prévos et une

centaine de civils sont actuellement arrivés en Namibie. Les forces de

Pretoria, pour leur part, sont consi-

gnées dans leurs casernes en atten-dant leur rapatriement progressif d'ici au 1 juillet. Les difficultés ne

font que commencer. Et elles seront

nombreuses, comme l'a reconnt M. Alrisaari. « Ce ne sera pas facile, a-t-il faire remarquer, dans une communauté que le passé et les agonies d'une longue guerre ont polarisée.»

Dès l'origine, c'est-à-dire dès l'arrivée de celui qui est un symbole d'espoir, le messager de la fin d'une époque douloureuse, la population nambleune ne s'est pas toute réune

pour saluer l'annonciateur d'une paix retrouvée. Les supporters de la

paix retrouvée. Les supporters de la SWAPO ne sont pas venus à l'aéroport pour accueillir le héros d'une nouvelle page d'histoire du pays. Ce rendez-vous fut volontairement manqué par l'organisation indépendantiste. Motif invoqué : des informations selon lesquelles des soldais namibiens du 101° bataillon dessient être en souprés que les lieux

namibiens du 101° bataillon devaient être envoyés sur les lieux revêtus de teo-shirts, à l'emblème de la SWAPO pour semer la perturbation. Afin d'éviter d'être mêlée « à une atmosphère de crise et d'autoganisme », la SWAPO a donc choisi d'être absente en ce moment historique, refusant toutefois qu'en y voie un boventage.

Les mouvements politiques adverses, le NPF (National Patrio-

tic Front) et surtout la DTA (Democratic Turnballe Alliance), s'étaient massés dès l'aube à proxi-mité de l'aéroport complètement

boucle par la police namibienne tandis que les soidats de l'ONU contrôlaient l'entrée de l'aérogare. Deux mille à trois mille personnes

vonues à cheval, en train, en antobus emmittuilées dans des con-

en costume des différente

un boycottage.

tielle à laquelle il est le seul à se pré-

D'entrée de jeu, M. Ben Ali a - pris acte du large soutien dont a bénéficié sa candidature », et il s'est cagagé à demouver « le protecteur de l'unité de tous les enfants de la Tuniste, quelles que soient la multiplicité des sensibi-lités et les divergences d'opinions ». Il s'est porté garant « de la transpa-

rence et de la clarté » des élections, engagement que ne manquera pas de hit rappeler une opposition qui se mon-tre dejà sceptique quant à la régularité des opérations de vote et de dépositio-ment.

Par la facilité avec laquelle ils ont

constitué leurs listes, par le succès mistes, affublés de l'étiquette « indépendants », ent fait la démonstration de leur force. Mieux, ils ent pratique-ment imposé le thème de toute la campagne électorale, c'est-à-dire la place de l'islam dans la société. Alors que leurs candidats abordaient, souvent de

vertures en raison d'une vague de

froid qui s'est soudainement abattue

Malheureusement, cette foule n'a guère en la possibilité d'acclamer

celui qui fait un peu figure de libéra-

teur. A peine le temps de l'aperce-voir dans sa voiture qui filait vers

Windhoek. La capitale non plus

n'était pas en sête. Ni manifestation

ni attroupement pour le représen-tant spécial de M. Javier Perez de

Compétition

La fête devait être pour le

1er avril, jour où le territoire

s'engage officiellement vers une nouvelle destinée. La SWAPO et

la DTA out toutes deux prévu des

meetings dans le township de Katutura pour célébrer le début

de l'ère nouvelle. Dès le premier

jour, la compétition entre les deux

principaux mouvements est enga-

gée sur le terrain, la DTA étant déjà manifestement prête pour la

bataille politique alors que la SWAPO adopte, pour l'instant,

M= Margaret Thatcher, qui a achevé vendredi au Malawi, une

touraée africaine: Ce passage

éclair sera consacré en grande

partie à la visite du contingent

britannique des casques bleus (une unité des transmissions)

basé au nord-est du pays, à Groot-

C'est une façon de démontrer

que cet Etat en cours de gestation

n'est plus, dès ce samedi, au banc

des nations du fait de son occupa-

tion par l'Afrique du Sud, une forme de reconnaissance anticipée

que M= Thatcher a déjà souli-

gnée en proposant à ce pays, il y a

Cette journée historique devrait aussi être marquée par l'arrivée du premier ministre,

un profil bas.

dans la nuit sur le pays.

Le messager de l'espoir en Namibie

façou très concrète, les problèmes socio-économiques des circonscriptions où ils se présentaient, leurs rivaux du RCD se sentaient souvent obligés de porter le débat sur le terrain philosophico-religieux, pour se défen-dre d'être de mauvais musulmans. En adoptant des positions défensives sur le terrain choisi par l'adversaire, le RCD a peut-être négligé de faire passer une partie de son message de renouveau.

Il était paradoxal en apparence que les cibles principales du parti gouver-nemental scient ces listes « indépendantes ». Celles-ci n'ont en effet été envoyées au combat électoral qu'en simples «éclaireurs» du Parti de la sance dont la reconnaissance officielle ne pouvait intervenir qu'après dive à laquelle il a déposé sa demande de légalisation.

populaire

Pour le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti d'opposition sous M. Bourguiba, le scrutin, en revancise, est un moment crucial. Après un difficile débat nterne, il a finalement décliné une invitation du pouvoir à former des listes «d'union» dans le cadre du «pacte national» signé par tous les partis le 7 novembre 1988.

Non sans courage, M. Ahmed Mes-tiri, cher du MDS, a ciarifié les choses dant une interview à l'hedomadaire le Maghreb: « Le pacte national est une sorte de code de conduite. Ce n'est ni un programme électoral, ni un programme de gouvernement (...). Une liste commune aurait consacré d'une manière ou d'une autre le retour au système du parti unique.

Sévèrement éprouvé sous M. Bour-guiba, le MDS a eu un certain mal à réunir les moyens financiers néces-saires et un nombre suffisant de partisaus assez résolus pour apparaître au grand jour comme des opposants déclarés dans les régions rurales, où cela demande du courage face à l'administration. Les autorités ne hui oni pas fait de cadeau, anumiant par exemple une liste présentée dans la banlieue de Tunis par un membre de son bureau politique, M. Khemaïs Chamari. Fondée ou non, sur le plan strictement juridique, cette attitude n'était peut-être pas très adroite face à la liste islamiste, dont l'ampleur, il est vrai, n'a été mesurée qu'en cours de

Le code électoral indique que, pour postuler à la magistrature suprême, il faut être présenté par au mouis treute députés ou maires. N'syant d'étus ni à l'Assemblée nationale ni à la tête des conseils municipaux, le MDS ne ponvait présenter de candidat à l'élection présidentielle, à moins d'obtenir les ralliements nécessaires.

En tont état de cause, M. Mestiri avait amonoé à l'avance qu'il ne se présenterait pas contre M. Ben Ali. Ce choix se comprend, dans le contexte tunisien du moment, mais, en régime présidentiel, il est sans doute difficile de motiver pleinement les candidats à la députation dès lors qu'on s'interdit d'espérer l'alternance à la tête même du pouvoir.

quelques mois, de faire partie du JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE MICHEL BOLE-RICHARD.

A Monastir un islamiste

MONASTIR

de notre envoyé spécial

Parmi les candidats qui se pré-sentent aux élections du 2 avril, sous l'étiquette « indépendants », il y a des personnages assez inquiétants et d'autres qui offrent eu moins l'apparence d'un islam à visage humain. Tête de liste à Monastir, M. Bedioui

de liste à Monastir, M. Bedioui est de ceux là.
Etudiant à Lyon, pels professeur d'arabe à l'université Jean-Moulin de cette ville, après avoir soutenu une thèse sur « l'image de l'Arabe et du musulman dens là prisse écrite en France », il est rentré en Tunisie, il y a quelques armées. Sollicité, essure-t-il, per plusieurs pertis, il a choisi la liste plusieurs pertis, il a choisi la liste ter contre e certaines idées reçues » sur le compte de la ville natale de Bourguibe.

. : . .

41.4

Washington

ear con

200

Tay Tak

 $\frac{s \in \{0,1\}}{s \in [n]} = \frac{s}{s}$

Selon kul, l'homme qui finit ses jours loi, dans l'ancien pelais du gouverneur, n'a pas fait bénéfi-cier tous les Monastiriens de ses largesses et, si beaucoup d'argent a été dépensé pour la promotion de cette station belnéaire, des poches de pauvreté subsistent. M. Bedioui a formé sa liste avec deux médecins, en contact avec les couches popu-laires, un ingénieur et un directeur d'usine qui paie ses apprentis au-dessus du minimum légal. Ses thèmes de campagne sont l'agriculture, la pêche et

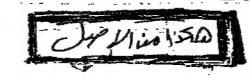
« Je n'ai rien contre le langue de la la ren contre le langue française, que je parle depuis longtemps, dit-il, mais obliger tous les écoliers à apprendre cette léngue dès la troisième année du primeire est une absurdité. C'est au-dessus de leurs possibilités et ils baragouirent chose où plus secretaires. quelque chose où plus personne ne se reconneit. On devrait choisir la langue étrangère au niveau du secondains. »

Peu enclin à commenter certaines déclarations réaction-naires faites per d'autres isla-mites, M. Bedioui affirme ne pas connaître les s'indépendants » qui se présentent dans les circonscriptions voisines. Interrogé sur l'afflux de touristes étrangers dui, des constantes atrangers dui, des la début de ces vacances de Pâques, occupant per dizzènes de milliers les innombrables hôtels de cette côte particulière-ment bétonnée, il tient pour peu significatif l'attentat qui, pendant l'été 1987, fit quelques blessés légers dans un établissement balnéaire.

« C'était surtout une réaction contre les arrestations de jeunes, ordonnées par Bourguiba. La population sait que les touristes aont nécessaires à notre écono-rie. Ils penners de aont necessaires a notre econo-mie. Ils peuvent faire ce qu'île veulent entre eux. Tout ce qu'on leur demande, c'est de ne pes arborer des tenues choquantes amorer des tenues choquentes quand ils sont parmi nous. Les jeunes Tunisiens sont moins anclins que naguère à la drague. C'est moins un rejet de l'étrenger que la peur du side ().

Pour sa part, M. Bedioul aime rour sa pert, M. Bedioul aime beaucoup rencontrer les Fran-çais. La preuve : tous les quinze jours, il va faire une conférence dans un grand hôtel de Monastir, « pour expliquer aux touristas quel est le vrai visage de l'islam ».

J. de la G.



AJACCIO-BASTIA

de nos envoyés spéciaux

Vendredi 31 mars, comme tous

les matins, une centaine de fonction-

naires de la direction départemen-tale de l'équipement se rassemblent sur l'esplanade de la gare d'Ajaccio.

La direction est sermée. La dizaine

de non-grévistes a subi un lock-out

ainsi que le directeur. Avant

l'assemblée générale, les réactions

sur les propositions de M. Durafour

sont e encore assez négatives ». Les

sont « encore assez négatives ». Les fonctionnaires trouvent que la prime est « un peu maigre », mais « ca commence à bouger. Ils ont mis du lemps pour se décider ». Le directeur, Yves Le Gall, bronzé, vient prendre la température. Il estime one les orévietes commencent à

que les grévistes commencent à lourner en rond » et que la sortie

du conslit est une affaire de « psy-chologie ». Pourtant, l'assemblée

générale de l'équipement est à peine terminée que l'intersyndicale public

déjà la réponse « nette et unanime » des salariés de Corse-du-Sud, qui

jugent les propositions du ministre

avis divergent, mais les votes,

jusqu'à ceux de l'Assemblée régio-

nale, s'obtiennent de préférence à l'unanimité. Comme dit une com-

merçante qui ne sait pas encore si elle doit fermer boutique samedi

après-midi, jour de grève des socio-professionnels. « si tout le monde le

fait, je le fais ». L'intersyndicale des

fonctionnaires en grève n'échappe pas à la règle. - Elle se repose sur

nous pour la dynamique d'ensemble et nous nous reposons sur elle pour

la locomotive ., explique une

La locomotive, vendredi, roule à

grande vitesse. Alors qu'à Bastia on

consulte et on discute, l'intersyndi-

cale d'Ajaccio tranche en une beure.

Bastia a connu la violence, de

employée de l'ANPE.

Miracle du consensus corse. Les

Se p

Arres

74.0

dur »; elle obtiendrait 43 % des saifirages exprimés, alors que celle du PS. « conduite par Laurent Fabius », n'en recueillerait que 28 %, celle des écologistes. « conduite par M. Antoine Waechter », 15 %, celle du From national, « conduite par M. Jean-Marie Le Pen », 8 % et celle du PC. « conduite par M. Georges Marchais », 6 %.

Deuxièmement, une liste UDF, « conduite par François Léotard », et une liste RPR. « conduite par Alain Juppé »; la première, avec 24 %, devancerait largement la seconde, 16 %, alors que celle du PS obtiendrait 29 %, celle des écologistes 17 %, celle du PC 5 %. Troisièmement, une liste UDF-RPR « conduite par MM. Giscard d'Estaing et Balladur » et nue liste centriste conduite par MM. Giscard d'Estaing et M. Pierre Méhaignerie »; la première recueillerait 27 % des suffrages et la seconde 19 %; celle du PS en aurait 28 %, celle des écologistes 14 %, celle du FN 7 % et celle gistes 14 %, celle du FN 7 % et celle du PC 5 %.

En Corse, les syndicats maintiennent une unité de façade lourdes charges de CRS et des tirs de grenades offensives place Saint-Nicolas. Ajaccio s'amuse à brûler des déclarations de revenus vierges et apprend à refaire les plans pour la

Une délégation est reçue, vendredi matin, par le préfet de Corse-du-Sud. M. Jean-Gilbert Marzin est avisé du refus que la radio a déjà diffusé. La proposition est e inac-ceptable ». Sur la forme : « l'ultimatum - de reprise du travail, lundi, sur le fond : le montant de l'indemnité proposée. Pris de court, le préfet demande aux syndicats de bien réfléchir.

Des conditions « honorables »

Dans l'après midi, l'intersyndicale se réunit à nouveau pour étudier ses discours du lendemain ; la seule information qui filtre est qu'il n'y aura pas de vedette et que tout le monde aura la parole. Si chacun voulait bien faire abstraction de son amour-propre, on y arriverit », sou-pirent les services préfectoraux.

Sept heures après Ajaccio, Bastia y va de son communiqué: « Les pro-positions du gouvernement sont trop éloignées de nos revendications. Les organisations syndicales décident de poursuivre la lutte. Lundi matin, les personnels en grève décideront en assemblées générales de la suite qu'ils entendent donner à ce conflit. » Sept heures de décalage qui traduisent l'hésitation, puis la résignation, des syndicats de Haute-Corse à rejoindre les positions très fermes de refus de leurs homologues de Corse-du-Sud.

L'- unité syndicale interdépartementale », n'est qu'apparente. Dès vendredi, la rumeur dominant dans les ranga des cinq cents grévistes, réunis face à la préfecture de Haute-Corse, était celles la reprise du tra-

En dépit du rejet de ses propositions par les syndicats des fonctionnaires de Corse, le gouvernement, samedi 1ª avril, n'abandonnait pas l'espoir d'un certain dégel de la situation pour lundi. Matignon réaffirme que l'offre de M. Durafour n'était pas un ultimatum » et affirme que les termes du communiqué du ministère de la fonction publique, jeudi soir, ne faisaient pas, comme Pont compris les grévistes, un préalable de la fin de la grève. Sur Pile. l'unité syndicale dans le refus des propositions du gouvernement masque des divergences grandissantes. Certains syndicats de Haute-Corse ont en l'impression qu'en rejetant très vite l'offre du gouvernement l'intersyndicale de Corse-du-Sud leur avait forcé la main. D'importantes manifestations nationalistes étaient attendues pour samedi, à un moment où l'évolution de la situation renforce de jour en jour le poids de ce courant.

vail. Scules les sections CGT des PTT, des impôts et de l'éducation nationale avaient déclaré clairement, dès le matin, qu'elles étaient décidées à poursuivre la lutte. Pour les autres grévistes, très indécis, il restait à trouver des conditions honorables » nour sortir du conflit. « Nos délégues discutent certainement du paiement de nos journées de grève, ainsi on n'aura pas tout perdu», se persuadaient quelques manifestants pendant que se déron-lait la première audience syndicale de la journée avec le préfet, M. Bernard Boucanit

Vers 10 h 30, sortie de la délégation syndicale : « Nous n'avons pas arrêté de position immédiate [...]. Nous avons demandé des explicaaurons une réponse dans l'après-midi. » Une façon de reconnaître « l'intérêt » de la proposition de M. Durafour. Or, au même moment, les présistes de Haute-Corse aurons les grévistes de Haute-Corse apprenaient que la Corse-du-Sud venait de refuser la même proposition ministérielle, et donc poursnivait la

Dilemme pour les dirigeants syndicaux de Haute-Corse, interrogations de leurs adhérents et déception

C'est l'Office qui accomplit cette

répartition de l'enveloppe (alimen-

tée exclusivement par le budget de

l'Etat) entre les compagnies, solon

des critères de comptabilité analyti-

que. Un réajustement des sommes

dues aux compagnies est prevu,

éventuellement, en fin de période,

c'est-à-dire en décembre 1990, pour

tenir compte soit d'une évolution

exceptionnelle du trafic, soit d'une

modification on d'un retard dans le

programme d'investissements de

telle ou telle société concessionnaire.

des assemblées générales étaient organisées. La CGT comme la FEN décidaient d'effacer les contradic-tions et de calquer leur position sur celle des syndicats de Corse-du-Sud, FO et la CFDT s'interrogeaient lon-guement. • La décision de Corse-

du-Sud a-s-elle été prise démocrati-

quement? La base a-t-elle été

consultée? ., demandait un mili-

tant CFDT. Un autre de FO s'indi-

gnait : « En décidant avant nous, ils

ont décidé pour nous !.. Ils savent

que nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de rompre le mouve-ment syndical régional. Vers 17 heures, après avoir reçu du préfet, M. Bernard Boucault, les précisions demandées le matin, les délégations de la CGT, de FO, de la FEN et de la CFDT décidaient - le poursuite de la lutte » – une posi-tion qui n'était pas surprenante de la part de la CGT et de la FEN, mais qui appelait des commentaires de la part de la CFDT et de FO : . Nous sommes moins catégoriques que nos collègues de Corse-du-Sud puisque ious, nous ne voyons pas d' «ultimatum » dans la proposition de Michel Durafour. Nous la jugeons

trop éloignée de nos revendications,

ce qui veut dire qu'elle peut encore

s'en rapprocher », explique M. Antoine Mariotti, porte-parole de la CFDT.

De même, le communiqué de Cores-du-Sud juge « indignes » les propos de Michel Rocard, « opposont la revendication des fonctionnaires corses aux contribuables continentaux -. Cette mention ne figure pas dans le communiqué de

Ajaccio a connu, aux municipales, une forte poussée nationaliste (23,38 % des voix). Personne n'échappe à une redéfinition de ses sitions par rapport au mouvement. Ecarté par les autres organisations, le Sindicatu di travagliadori corsi (STC) a été pris à partie, mercredi, par la CGT qui l'a accusé de lancer des mots d'ordre racistes et diviseurs » alors qu'à la Confédération « le fil rouge ne passe pas entre Corses et continentaux, entre public et privé, mais entre travailleurs et exploités ». Le STC aurait obtenu, le week-end dernier à Paris, l'assurance de disposer d'un siège au Comité économique et social, ce qui en retirerait un à la CGT.

Les syndicats nationaux n'ont pas voulu laisser au STC le monopole de la Corse. La prime de 30 F par mois les a aidés : « Le gouvernement a méprisé la Corse tout entière », disait la CGC. Le slogan - La prime, on la veut, la prime on l'aura -, a été chanté en corse pour la première fois mercredi : « Soldi per capita, mica bakala = [- De l'argent pour vivre, pas de la

A la base, les réactions du continent ont encouragé la « corsitude » des agents de l'Etat français. « Si on pousse les gens à choisir, ils choisiront la Corse plutôt que la France. J'ai plus d'affinités avec un Lombard qu'avec un Picard -, déclare un agent des impôts. Comme disait avec ironie après lecture, dans les colonnes du Monde, du billet de

Claude Sarraute : - La Corse au FMI -, Bernard Trojani, le responsable du Syndicat nationaliste : « Tous ce qui creuse le fossé nous intéresse. -

Le STC a tenté, vendredi, d'enfoncer un coin dans la cohésion de l'intersyndicale. Ses marins ont occupé deux cargos dans le port d'Ajaccio pour protester contre le financement, par l'enveloppe de continuité territoriale, de l'indemnité de transport proposée aux fonc-tionnaires. Le STC insiste pour que les excédents dégagés par l'Office des transports soient investis en Corse et non pas utilisés à sa discrétion par l'Etat.

En posant le problème de la continuité territoriale, le syndicat renvoie aussi la CGT à ses propres responsa-bilités : « La CGT, si fortement présente à Marseille, dit M. Trojani, ne souhaite pas par exemple entendre parler du transfert du siège de la SNCM dans l'île : huit cent quatrevingt-huit emplois à Marseille contre trente-six en Corse. » Si les subventions sur les transports ne profitent pas autant qu'elles le devraient aux Corses c'est qu'elles compensent aussi le déficit des compagnies maritimes continentales et les « surcoûts » entraînés par l'emploi des dockers CGT de Marseille, estime le syndicat nationaliste, sans être contredit par l'Office qui gère l'enveloppe de continuité

Curieuse situation : les nationalistes qui maniscstent samedi à Bastia et Ajaccio en même temps que les socio-professionnels, et certains élus ou responsables régionaux, qui sont loin de l'être, se retrouvent dans une communauté d'idée : si l'Etat veut mettre son nez dans les affaires corses, il doit faire son propre examen de conscience.

CORINE LESNES et MICHEL CODACCIONS.

Une loi est nécessaire pour modifier le régime juridique de la continuité territoriale

toriale, qui fait couler beaucoup d'encre depuis le début du conflit des fonctionnaires de Corse, introduit un système artificiel de compensations des distances par des subventions d'Etat. Il permet de faire comme si la mer n'existait pas et en 1983 et la première convention comme si les marchandises et les voyageurs transportés par aviou ou de la SNCF. La différence entre le coût de revient du passager ou la tonne de marchandises et le prix de vente du billet ou la facturation du fret est remboursée aux compagnies de transport.

Ce système est en vigueur depuis 1976, mais il n'est fondé sur une base juridique législative que depuis 1982. C'est, en effet, la loi du 30 juillet 1982 sur le statut particulier de la Corse qui régit, dans ses articles 19 et 20, le fonctionnement détaillé de cette compensation et de

La présence d'une liste purement

centriste aux élections européemes du 18 juin permettrait à l'opposition de « ratisser » plus large. Tel est un

Le principe de la continuité terri- la continuité territoriale. Elle a créé un Office régional des transports de la région Corse et institué une convention entre l'Etat et l'Office (qui est une émanation du conseil régional), révisable tous les cinq ans. L'Office a été mis en place applicable à compter du 1= janvicr 1986.

Cette convention a, par la suite, été complétée par des conventions particulières passées entre l'Office et les compagnies maritimes (SNCM, CMN, SOMECA, chargée du transport du ciment) et aériennes (Air France, Air-Inter et TAT), concessionnaires de services publics. Ces textes déterminent en détail les obligations des transporteurs, leurs projets d'investissements et fixent en contrepartie les tarifs qu'elles doivent appliquer ainsi que l'enveloppe globale qui leur sera restituée comme une subvention.

La bataille s'annonce donc diffi-

Pourtant le président de la Répu-blique et le premier ministre voient

blique et le premier ministre voient leur cote de popularité remonter dans le baromètre de la SOFRES réalisé du 20 au 22 mars auprès de mille personnes et publié dans le Figaro-Magazine du 1st avril. 60 % des personnes interrogées font « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. François Mitterrand, soit un gain de deux points en un mois. Dans le même temps, M. Michel Rocard, lui, en gagne quatre, puisque 59 % des sondés hui font « tout à fait » ou « plutôt confiance ».

Le chef du gouvernement reste ainsi en tête des personnalités de gauche à qui les personnes interrogées souhaitent voir jouer un rôle important avec, là aussi, 59 %, soit un gain de trois points, alors que M. Laurent Fabius, avec 43 %, en casses que M. Bierre Réchause.

M. Laurent Fabins, avec 43 %, en gagne un, que M. Pierre Bérégovoy, avec 41 %, en gagne denx, que M. Lionel Jospin, avec 36 %, en perd deux, comme M. Pierre Mauroy à 31 %. Mais le gain le plus fort est celui de M. Michel Delebarre, qui, avec 28 %, gagne huit points en un mois.

A droite, la chute la plus specta-culaire est celle de M. Raymond Barre, qui, descendant à 33 %, perd treize points. En revanche, M. Jac-

ques Chirac en gagne cinq et, avec 42 %, se retrouve en deuxième position, à égalité avec M. François Léotard, qui gagne un point, comme M. Simone Veil, qui reste en tête

cile pour les socialistes.

Deux sondages d'opinion

Espace centriste

et chute de M. Raymond Barre

Sujets explosifs

L'enveloppe totale a été fixée à 699 millions de francs par an (valeur 1986), réévaluée chaque année, à 716 millions en 1987, 734 millions en 1938 et 753 millions en 1989, dont 639 millions pour les sociétés maritimes et 478 millions pour la seule SNCM, filiale du groupe nationalisé CGM.

Etablissement public industriel et commercial, l'Office des transports de Corse est présidé par un élu de l'île, M. Piazza Alessandrini et dirigé, depuis sa création, par M. Pierre Antoniotti, ingénieur des ponts et chaussées. L'Etat est représenté au conseil d'administration par quatre hants fonctionnaires, aux-quels s'ajontent un commissaire du gonvernement et un contrôleur d'Etat.

Pour diminuer l'enveloppe totale de la continuité territoriale ou pour en distraire une fraction destinée à financer l'indemnité forfaitaire de transports, que le gouvernement a proposé de verser aux fonctionnaires, il faudrait non seulement modifier, par voie l'égislative, puis contractuelle, le contenu et les objectifs des conventions, mais aussi demander aux compagnies maritimes et aériennes de faire des efforts pour réduire le coût de revient de leurs traversées et de leurs voks entre le continent et l'île. La subvention qui leur reviendrait en serait diminuée d'autant.

Pour le transport maritime, qui représente le plus gros morcesu, cela revient à s'attaquer aux frais de manutention et aux problèmes posés par les dockers à Marseille et à Nice, ainsi qu'an statut des marins et officiers des cargos et des carferries de Méditerranée. Autres sujets explosifs...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

A l'usure?

(Suite de la première page.) En comptant sur l'« l'usure ». M. Rocard néglige une chose : au bout de la route, il récoltera plus de séparatisme. En limitant le débat au traditionnel « combien ça coûte », il est en train de dresser deux blocs l'un contre l'autre : un bloc continental, celui d'une opinion prompte à considérer que la Corse comme d'autres îles, et surtout ceux qui la peuplent, coûtent trop cher » à... la MM. Jospin et Lang, des pro-france; un bloc insulaire, qui, quelles que soient ses divisions, se y a appliqué des considérations regroupera, se regroupe déjà, pour faire front contre le « mépris ». Le gouvernement, par la forme de ses interventions, est ni plus ni moins en train d'inciter les Corses à se replier davantage sur eux-mêmes, et ainsi de relancer des nationalistes qui n'ont plus guère besoin du plastic pour se

Ce même gouvernement était pourtant bien parti. Plus précisé-

faire entendre.

une approche globale et non sectorielle. Quoi qu'il puisse en coûter à un Etat qui est resté jacobin et... continental, il faut savoir que traiter la revendication des fonctionnaires de Corte comme on traiterait celle des mêmes fonctionnaires de la même catégorie de Clermont-Ferrand n'a pas de sens. Lorsque M. Joxe s'est saisi, avec M. Nallet, des difficultés des agriculteurs corses ou, avec qui n'ont pas cours à Puy-Guillaume (1).

Il est d'autant plus urgent de revenir à un traitement global du problème que, sur le fond, l'Etat ne manque pas d'arguments : il fait déjà beaucoup, notamment pour la continuité territoriale. (Beaucoup, si l'on s'abstient de toute comparaison avec les îles du Pacifique, qui, elles, fonctionnent ment, M. Pierre Joxe avait pris la à coups de subventions d'équilibre mesure d'un problème qui appelle sans commune mesure avec ce maire.

que l'Etat consent à la Corse.) Mais cet argent ne profite pas à ses destinataires insulaires.

Dans ces conditions, le choix est simple : ou bien le gouverne-ment agit et défait les circuits qui permettent à l'argent public de s'évader à Nice et à Marseille au moins autant qu'à Bastia ou à Ajaccio, ou bien, pour quelque obscure raison, il n'est pas en mesure d'agir sur ces circuits. Il ne lui reste zlors qu'à avaliser la

Le gouvernement devrait, en outre, garder à l'esprit que la Corse, comme le reste du continent, approche de l'échéance du marché unique de 1993, et qu'elle risque fort, s'il n'y prend garde, et tout en restant politiquement française, de devenir économiquement... italienne.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Ville dont M. Charasse est le

Les Vacances à Cannes Quel Festival!

Cet été, pas de vague à l'âme. Cannes met le cap sur les vacances

La plage vous attire, la piscine vous tente, le soleil vous caresse, c'est Cannes, capitale des vacances.

Quelques sets de tennis, un parcours de golf, une régate en mer, c'est Cannes, le paradis des sportifs.

Un orchestre de chambre, un souper aux chandelles, un concert de jazz, un feu d'artifice, une soirée au casino, c'est Cannes,

la reine de la nuit.

R.P. #*262 - 06400 CANNES - Tél. 93,39,01,7

Cet été, Jumping international du 26 au 28 mai, Festival américain du 3 au 31 juillet, Nuits musicales du Suquet du 15 au 25 juillet et de nombreux événements de mai à septembre.

Sports nautiques, golfs, tennis, plages, randonnées. Exemple de prix: 1 semaine, hôtel ***, 1383 F par personne, 7° nuit offerte.

LES VACANCES A CANNES, QUEL FESTIVAL!

	Demande de documentation à adresser Direction Générale du Tourisme B.P. 262 - 06400 Cannes - Tél. 93.39.01.0
i	М
Ì	
	souhaite recevoir une documentation st Cannes et les offres exceptionnelles de l'é

Politique

La rentrée parlementaire

Ce sera pour le gouvernement la session de toutes les intempéries...

Conduite avec brio et un zeste de chance lors de la précédente sion, la gestion rocardienne du travail parlementaire devra, pour passer le cap de la session de printemps, friser le génie si elle ne veut pas puiser à répéti-tion dans la cartouchière de l'article 49-3 de la Constitution (1). Le premier ministre a annoncé son intention de recourir à cette arme contraignante pour les députés chaque fois qu'une conjonction hostile du PC et de la droite l'y contraindrait. L'efficacité serait préservée, mais l'image d'un gouvernement qui, pour la première fois depuis des lustres, a tenté de redomer quelque vie au travail parlementaire pourrait en pâtir.

Pour éviter les accidents de parcours, M. Rocard avait pris soin, lors de la session d'automne, d'éviter deux choses : l'accumulation d'un trop grand nombre de textes, une multiplication des projets à trop forte charge idéologique. Cette nou-velle session, qui commence le lundi 3 avril, ne se présente pas exacte-ment sous les mêmes auspices et lui vaudra sans doute beaucoup d'intempéries. Députés et sénateurs auront à discuter de textes « impor-tants » et « délicats politiquement », comme l'a souligné mercredi, lors des journées parlementaires, le ministre chargé des relations avec le Parlement,

En quête de majorité alternative

Au premier rang des textes importants figure notamment la réforme du code pénal qui ne devrait voir son achèvement qu'en 1991. Les sénateurs commenceront à examiner le premier volet de cet ensemble découpé en quatre parties (2).

« C'est une bonne chose que le Par-lement puisse, à la fin du vingtième siècle, faire une grande œuvre légis-lative », estime M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les questions parlementaires. A priori, l'ampleur de la tâche, la conviction répandue la complexité de la matière devraient garantir le gouvernement contre tout risque de dérapage. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même pour le projet de loi prévu pour abro-ger la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France. Le gouvernement pourrait rencontrer au Sénat une forte résistance suscitée par le président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, qui n'est pas prêt à voir le texte qui porte son pom enterré purement et simplement. L'obstruction sénatoriale modèle 1984 pourrait connaître à nouveau de beaux jours.

A l'Assemblée nationale, le gouvernement pourrait également rencontrer des difficultés supplémentaires dans sa quête de majorité alternative. L'ombre des élections municipales avait pesé sur la précédente session; celle des élections européennes du 18 juin se projette sur celle qui s'ouvre au début de la semaine prochaine. Si les centristes de M. Pierre Mébaignerie vont jusqu'au bout dans leur intention de former une liste européenne du centre, on peut s'attendre à l'Assemblée nationale à un raidissement du groupe de l'Union du centre (UDC). Ce sera, en effet, pour eux la seule façon de contrecarrer les attaques de l'UDF et du RPR sur le l'union de l'opposition, roulent une nouvelle fois pour l'Elysée.

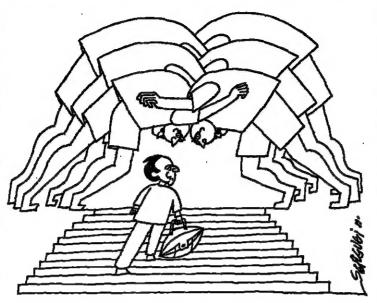
PC: soutien et combat

Le groupe communiste, encore sous le choc des élections municipales, pourrait également durcir son attitude. Pour les socialistes. l'affaire de la mairie de Sarcelles, qui a échappé au président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Domini-que Strauss-Kahn, à la suite du maintien du PC, illustre le politique du pire que M. André Lajoinie et ses amis pourraient être, selon eux, ten-

Les denx présidents de groupe se défendent, quant à eux, de tout dur-cissement et de tout changement d'attitude par rapport à la session e. « Nous sommes dans les mêmes dispositions pour cette ren-

venir en discussion, il est clair que bien peu d'entre eux trouvent grâce à ses yeux. Même celui sur le dénoyautage des entreprises privatisées, auquel il est plutôt favorable, recèle, selon lui, un risque : « Nous ne voyons pas l'intérêt de remplacer

trée : soutien à ce qui est positif, combat contre ce qui ne l'est pas , explique M. Lajoinie, mais à l'entendre énumérer les textes qui vont actes de courage qui iront dans le actes de courage qui iront dans le sens de la France sous prétexte que nous ne sommes pas au pouvoir. » Mais d'ores et déjà M. Méhaignerie se montre plus que sceptique sur les vertus de l'économie mixte dont il dénonce « la facilité et le mensonge ». D'accord à 95% avec la



Quant à la réactualisation de la loi de programmation militaire, elle sera, une nouvelle fois, l'occasion pour le groupe communiste de dénoncer la course aux armements de la France. Toutefois, pour bien marquer l'attitude attendue de son groupe, M. Lajoinie demandera à ses troupes de voter, mardi prochain, pour les candidats socialistes lors de l'élection des présidents de commissions permanentes : M. Straus-Kahn pourrait donc, cette fois, compter sur toutes les

De son côté, M. Pierre Méhaignerie, président de l'UDC, maintient son credo : «Nous ne changerons

les noyaux durs RPR par des première mouture du dixième Plan préparé par Lionel Stoleru, il n'est pas sûr que la seconde emporte la même adhésion. Alors que M. Jacques Chirac propose la constitution d'un intergroupe UDF-RPR pour éviter la « cacophonie » de la précédente session, le président de l'UDC présère continuer à filer la soie centriste : l'UDC va d'ailleurs lancer une lettre hebdomadaire à l'intention des décideurs politiques, économiques, syndicalistes, etc. (tirée à quinze mille exemplaires) pour mieux faire passer son message.

Paisque l'heure est à la recherche de son identité et de son autonomie, le groupe socialiste sonhaite également que sa voix se fasse un peu plus entendre qu'il y a quelques mois. Le président du groupe, M. Louis Mermaz, l'avait déjà laissé entendre à la fin de la session budgétaire. Les remous successifs avaient alors contraint les députés socialistes à un silence qui cachait mal les états

La proposition de loi sur le loge ment devrait leur permettre d'obtenir satisfaction sur un point particulièrement sensible : les hausses de loyer. Pour le reste, le premier ministre, qui sort renforcé des élec-tions municipales, bénéficie à nou-vean d'un mini-état de grâce au sein du groupe comme celui qui avait procuré le succès des accords sur la Nouveile-Calédonie.

D'autre part, soucieux de se montrer prévenant pour le Parlement, le gouvernement a l'intention de prévoir deux grands débats sur la coopération et l'audiovisuel public. De même, à partir de jeudi, va être expérimentée une nouvelle séance de questions autour d'un seul ministre. Cette formule des «questions cribles - devrait permettre un dialogue plus vif et plus fructueux entre l'exécutif et législatif. La 5 retrans-mettra cette séance.

(1) L'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution dispose : Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est cons comme adopté, sauf si une motion de consure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précé-

(2) Chaque livret du projet sera exa-miné et amendé, mais il ne sera pas adopté définitivement. Ce n'est qu'à la adopté définitivement. Ce n'est qu'à la fin de l'examen du dernier livret que l'adoption définitive de l'ensemble se ferz. En affet, compte tenn de la longueur de la discussion, un décalage dans le temps risquerait d'apparaître entre les premiers livrets adoptés et les derniers. Compte tenu du principe, en droit pénal, de l'application de la loi la plus douce, le risque de télescopage et de confusion entre certaines parties des textes adoptés est grand, d'où l'adoption définitive prévue in fine des quaire livrets.

M. Charles Pasqua fait la leçon à M. Jacques Chirac

de nos envoyés spéciaux

Si les députés et sénateurs RPR sont venus chercher à Nice quelques raisons d'espérer, malgré tout, dans un renouvean du gaullisme qui suit prometteur, ils les auront trouvées des l'ouverture de leurs travaux dans le discourse de la leurs travaux dans des l'ouvernire de tents travait dats le discours de M. Charles Pasqua. Mais ils annont également entendu quelques sévères vérités assenées sur le ton de l'admonestation et de la

Cette tonalité du discours les a quelque pen surpris, mais ils ont sur-tout été heureux d'entendre des paroles de confiance et des recettes pour le renouveau après la morosité et le découragement qui commen-çaient à les gagner avec la succes-sion de leurs échecs électoraux depuis un an:

Le président du groupe sénatorial RPR, réfléchissant sur le moyen terme, fait l'impasse sur l'élection européenne du 18 juin. C'est pour européenne dn 18 juin. C'est pour lui une sorte de formalité — peutêtre désagréable — à remplir, mais ce n'est pas l'essentiel. Il est donc, tout comme M. Chirac, partisan d'une liste d'union de l'opposition qui soit le plus large possible. Mais, quel que soit le résultat, celui-ci ne réglera pas les problèmes de fond qui se posent à l'opposition et surtout au RPR. En réalité, il convient de préparer sans tarder la prochaîne de préparer sans tarder la prochaine élection présidentielle, « véritable clé de l'alternance »:

L'ancien ministre de l'intérieur — et c'est le trait dominant de son comportement - propose tout simplement, pour l'élection présidentielle, d'en revenir aux sources du gaullisme, lorsque l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel était conçue comme un dialogue singulier entre le candidat et le peuple. Il dénie donc aux partis politiques le droit de désigner les candidats, mais il leur demande de «se mettre à l'écoute des citoyens pour traduire leurs souhaits en termes de volonté politique ». Le candidat de l'opposi-tion en tout cas doit être « présèlec-tionné » par « l'ensemble des électeurs qui refusent de voir un socialiste succéder à François Mit-

En insistant sur cette notion M. Pasqua n'écarte donc, a priori, aucune tendance de l'opinion pour

Au Sénat

Le groupe

de la Gauche démocratique

se transforme

Petite révolution au palais du Luxembourg : le groupe de la Gau-

che démocratique vient de décider

son changement de nom. Pour la quatrième fois, ce groupe, qui existe au Sénat depuis 1892 et dont

Arthur Ranc fut le premier prési-dent, modifie son appellation... Cette fois, il ne s'agit pas d'un adjectif ajouté ou retranché, mais

d'une tout autre dénomination dans

laquelle le mot «gauche» ne figure

plus. Les radicanx de gauche n'ont

pas protesté... et M. Jean-Michel Baylet, président d'honneur

du MRG, qui fut l'un des leurs avant d'être élu député puis

d'entrer au gouvernement, y était favorable. Les réticences sont plu-

sôt venues des sénateurs les plus

agés, attachés à l'intitulé « Gauche démocratique», symbolique à leurs yeux de l'originalité de leur groupe, qui comprend pour un tiers des élus

favorables à la majorité présiden-

tielle et pour les deux autres tiers

des élus acquis à l'opposition natio-

L'initiative de cette modification revient à M. Josy Moinet, sénateur de la Charente-Maritime et prési-

dent du groupe. Seion ini, elle ne remet nullement en cause les

valeurs communes à ses trente-deux

collègues, mais elle permet au groupe de rester « à l'heure de son temps », en privilégiant la question

majoure du moment, en l'occur-

rence l'Europe. Le nouveau Ras-semblement démocratique européen

est censé manifester que l'Europe

est au sein du groupe - une zone de

consensus total >. Concrètement, M. Moinet souhaite que ses amis se préoccupent de l'Europe du quotidien, auprès des professions à qui il voudrait fournir informations, et

confacts avec la Communauté euro-

Européen convaincu; M. Jean

François-Poncet était également partisan d'un changement de nom, considérant que ca baptême montre la volonté de la Gauche démocrati-

que de « se remettre dans l'actua-

peu qu'elle soit antisocialiste. C'est donc un appel, implicite mais assez large, qui pourrait être adressé aux electeurs d'extrême droite. Le sys-tème Pasqua exhale, ainsi, le vote utile et tend à conjurer la multi-plication des caudidats qui a été fatale à la droite en 1988.

fatale à la droite en 1988.

Cette sorte de prédésignation, toutefois, ne doit pas empêcher chaque parti de soutenir dans des « primaires à la française » son propre candidat à la candidature. Le RPR sera-t-il en état de le faire? Oui, répond M. Pasqua, mais à condition qu'il ne soit plus « entraîné dans la spirale de l'échec », qu'il n'apparaisse plus « impuissant, ballotté, suiviste, incapable de trouver en luimême le ressort qui saurait lui faire regigner la confiance des Français». Ou encore que ses responsaregigner la confidence que ses responsa-bles cessent « de se comporter comme des gogos de la politique gobant tous les hameçons que nous tendent nos adversaires». Le dia-gnostic, même sous forme d'hypothèse, est cruel mais le docteur Pasqua a déconvert le mal: « Nous vivons une véritable crise d'identité », et il connaît le remêde: « Conduire un agglornamento pour qu'il en sorte un mouvement gaul-liste rénové. »

Double avertissement

Tous les dangers ne sont ceper dant pas écartés, et notamment le principal à ses yeux : celui de l'union de l'opposition à tout prix. Il le pro-clame clairement : « Il faut nous débarrasser de ce cliché : l'union principal à la propache l'union n'est n'est pas la panacée. L'union n'est pas une fin en soi. C'est la victoire qui en est une. » Il admet cepen-dant: « Il est souhaitable et nécessaire de renforcer la coordination au sein de l'opposition, que ce soit au niveau des partis ou des groupes parlementaires, afin que la concertation soit permanente entre formations soit permittente entre forma-tions sur une stratégie commune de reconquête. » Et il lance comme un nouvean slogan: « Oui donc à la coordination dans l'action, mais non à la fusion dans la confusion. »

à la fusion dans la confusion. »

En proposant de « rebătir le RPR sur le fonds idéologique du gaullisme » pour en faire un « grand parti jeune, moderne et offensif », l'ancien ministre de l'intérieur ne peut que susciter des échos favorables dans les générations nostalgiques mais il va, également, audevant des atennes des plus jeunes et notamment, de celles des « pénoet, notamment, de celles des . réno*valeurs »* oni se sont sonvent exprimés dans les mêmes termes C'est pourquoi l'absence de M. Phi-lippe Séguin à Nice était incom-prise, et regrettée, même par ses proches, alors que tous les autres jeunes élus ont rallié les organismes dirigeants du mouvement de

Si M. Pasqua a mis en garde contre le risque de perte d'identité du RPR, il a aussi adressé un double avertissement & M. Giscard d'Estaing et à M. Chirac. Au pre-mier, il demande de ne pas tenter une nouvelle OPA sur le RPR comme celle qu'il avait imaginée mais en vain - en 1974. An second, il décrit les illusions de l'union et l'adjure de ne pas céder à la tenta-tion d'une nébuleuse, d'un « conglomérat. .. C'est dans sa bouche la condamnation non senlement du parti unique, mais même de la solu-tion confédérale que certains, au premier rang desquels M. Edouard premier rang desqueis M. a Balladur, avaient envisagée.

Enfin, mais moins directement, M. Pasqua s'adresse aux centristes, aux partisans de l'ouverture, à cenx qui ne sont pas tout à fait à l'aise dans l'opposition. En réaffirmant la primanté des concepts ganllistes, il peut en effet contraindre les cen-tristes à choisir plus clairement leur camp, quitte – quoi qu'il en dise – à rendre plus difficile la constitution d'une liste d'union pour l'élection européenne du 18 juin.

M. Pasqua, après ce discours-choc, s'est employé dans ses conver-sations à atténuer quelques-unes de ses pins spectsculaires formules. N'a-t-il pas rendu hommage à plu-ciente corriese à M. Chirac present N'a-t-il pas renuu nonmage a pin-sieurs reprises à M. Chirac, notam-ment pour ses succès parisiens? La coordination qu'il propose, le prési-dent du RPR ne l'a-t-il pas déjà dent du RPR ne l'a-t-il pas déjà énoncée avec son projet d'intergroupe parlementaire et même de bureau politique commun avec l'UDF? Le rajeunissement qu'il souhaite ne vient-il pas de se réaliser avec Paccession à la commission d'orientation du RPR de la plupart des jeunes élus? A l'en croire, M. Pasqua n'aurait donc voulu qu'aider M. Chirac à sortir davantage son drapeau ganlliste de se tage son drapeau ganlliste de sa poche et à le déployer plus large-ment. Mais entre l'ancien ministre de l'intérieur et ceux qui aspirent an renouveillement, la tâche de M Chirac compresses à se compli quer singulièrement

> ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVENT.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

ANS quelle mesure un pays comme la France est-il gouvernable? Gouvernable comme l'est un navire, capable de suivre la route qu'il a choisie ? A considérer la pesanteur des superpuissances, le quasi-immobilisme des blocs, les contraintes de l'histoire, l'internationalisation de l'activité économique et, donc, celle de ses crises et de ses succès, à constater les difficultés rencontrées à l'extérieur pour passer à pour faire bouger la société par des réformes attendues et refusées, il y aurait de quoi baisser les bras avant même de commencer.

Non, disent Louis-Michel Bonté et Pascal Duchadevil, deux jeunes membres de la Cour des comptes : la France, affirment-il, ne doit pas se laisser envahir par l'idéologie du déclin. € Notre conviction. écrivent-ils, est que les dictatures n'ont pas et ne doivent pas avoir le monopole de la volonté : le devoir de survie des démocraties leur impose justement une attitude d'autant plus volontaire qu'elles peuvent apparaître plus

Si nos deux auteurs se livrent à cet Eloge de la volonté à l'usage d'une France incertaine, c'est, on s'en doute, qu'ils ont quelque inquiétude à cet égard. lls diagnostiquent, en effet, volonté » et ne s'y résignent pas. S'ils se gardent de proposer une panacés, qu'ils ne possèdent pas, ou des solutions toutes faites, qui n'existent pas, ils cherchent à cemer « une nouvelle morale du quotidien, une nouvelle façon de penser et d'agir » qui permettraient de réa-

Ce genre de démarche n'est pas nouveau en politique. Il est dans la vocation des partis de s'interroger et de donner sinon des réponses définitives, du moins des orientations sur le destin de la communauté, mais ils n'ont pas l'exclusivité de cette fonction. D'autres peuvent y prétendre, et cela se produit

souvent lorsque les organisations spécifiques paraissent en decà de ce que l'on attendait d'elles. Notons que Louis-Michel Bonté et Pascal Duchadeuil n'avancent pas seuls dans ce travail de défrichement. Ils ont consulté un certain nombre de personnalités — philosophes, sociologues, politologues, économistes, experts militaires, ioumalistes - dont le trait commun est d'avoir réfléchi, en toute indépendance et avec le plus de lucidité possible, aux problèmes de notre société.

Nos auteurs attribuent la récurrence du discours sur le déclin au retard que la France a

Le pouvoir à volonté

souvent pris avant d'entrer dans la modernité. La première difficulté est d'évaluer le concept de déclin : ils le cement à travers les critères de recul, de doute, de torpeur qui conduisent, selon eux, à l' « incapacité de choisir ». Trois exemples leur permettent d'illustrer le syndrome vel-

- La défense, où l'apparent consensus reposerait sur « un flou conceptuel » ménageant la chèvre (nucléaire) et le chou (conventionnel) au prix d'un saupoudrage des crédits et d'une sence de choix s'abritant der-

rière l'« illusion européenne » ; - La politique internationale, cò la France, bien qu'elle ait accédé à « une véritable indépendance » et qu'elle ait maintenu une certaine permanence dans son action, paraîtrait douter de sa vocation;

- La politique culturelle, où l'Etat mais aussi les ciercs auraient trop souvent sacrifié au spectaculaire, aux dépens d'un contenu plus volontariste et

Les auteurs se penchent ensuite sur les facteurs nécatifs qui favorisent l'« incapacité d'espérer » : la dénatalité, à propos de laquelle ils relèvent que le coût de l'enfant est moins socialisé que celui des personnes âgées ; le fatalisme économique, qui masque le refus d'envisager des choix draconiens ; la persis-tance des inégalités et des bloceges qui figent la société.

Toute leur démonstration

débouche sur la nécessité du volontarisme. Elle justifie, à leurs yeux, le retour du politique, à condition que celui-ci serve, précisément, une volonté et non le simple appétit du pouvoir, ils ont conscience que le volontarisme suppose du caractère et la durée, mais, en plus, des institutions solides, le renouveau de l'Etat et de l'entreprise (au profit de l'innovation) et l'adhésion des gouvernés. On voit que, au cours d'une enquête et d'une réflexion qui embrassent la piupart des analyses explicatives et critiques et les propositions de réformes auxquelles se réfère le discours politique, ils mettent surtout en avant des qualités morales et intellectuelles : la force de carectère, le courage, la générosité, la rigueur, la lucidité. Qu'est-ce à dire ? Cette compilation, au demeurant très sérieuse, pour en arriver là 1 Oui, car ce n'est pas une vaine entreprise. Outre que cette démarche montre la fragilité ou les limites des travaux d'experts et des remèdes techniques, dont on ne saurait capendant se passer, elle démontre, a contrario, la nécessité de la volonté comme premier levier de l'action politique. Les auteurs rappellent ainsi que gouverner c'est vouloir, et, à leur manière, ils combattent cette tentation de la démocratie électorale toujours en quête de l'assentiment le plus large - le consensus - au risque de se figer dans un immobilisme mortel à long terme.

* Eloge de la volonté à l'use * Eloge de la volonté à l'usage d'une France incertaine, de Louis-Michel Bonté et Pascal Duchedeull. Editions universitaires, 376 pages,

Un mois de prison avec sursis... pour un juré

M. François André, trente et un ans, juré à la cour d'assises de Paris lors du procès de Patrick Langlois, qui devait être condamné à quinze ans de réclusion criminelle, à été reconnu cou-pable de « violation du secret pro-fessionnel » par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui lui a infligé, vendredi 31 mars, une peine d'un mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de 10 000 F.

M. André avait éprouvé une irritation devant la manière dont s'étaient déroulés, assure-t-il, les débats et la délibération, il avait estimé de son devoir de rédiger à ce sujet un texte de quarante-deux feuillets à l'intention du journal Libération, qui refusa de le publier. Toutefois, une main anonyme avait photocopié son œuvre. Le texte en fut ainsi adressé tant à Patrick Langlois qu'à la chancellerie, à des avocats et à des journalistes.

A l'audience du 3 mars (le Monde daté 5-6 mars), M. André avait soutenu que, lors de la déli-bération à laquelle il avait parti-cipé, le président de la cour d'assises n'avait pas procédé au vote que prévoit le code de procé-

Déclarés coupables de l'assassi-nat, le 30 mars 1985, d'un journa-

liste à Saint-Jean-de-Luz, Alain Par-

mentier, trente-trois ans, Jacky

Pinard, quarante-cinq ans, et Bernard Fourcher, cinquante et un ans, ont été condamnés chacun, vendredi 31 mars, par la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, à vingt ans de réclusion criminelle. Un quatrième accusé,

Guy Cantavenara, cinquante-deux ans, soupçonné d'avoir été le com-manditaire du crime, a été acquitté.

Les trois condamnés avaient été jugés une première fois par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, qui leur avait infligé une peine de vingt ans de réclusion criminelle en mai 1987. Cette même juridiction avait disjoint le cas de Guy Cantave-

nara en ordonnant un complément

d'information, mais la rédaction de

l'arrêt avait conduit la chambre cri-

minelle de la cour de cassation à

annuler les condamnations et à ren-

vover les quatre hommes devant la

Une certaine agitation s'est mani-

festée, vendredi 31 mars, au quartier

Saint-Paul des maisons d'arrêt de

Lyon. A l'issue des promenades vers

9 h 30, cent trente détenus ont

refusé de réintégrer leurs cellules et

ont bruyamment manifesté contre

Les détenus en colère, que le directeur adjoint de l'établissement

et un magistrat du parquet avaient

vainement invités au calme, avaient

dans les jours précédents, adressé

des lettres au procureur de la République et à leurs avocats. Ils se plai-

gnaient d'une sur population et récla-

maient à la fois de meilleures conditions d'hygiène, un accroisse-ment des activités manuelles et sur-

tout sportives, des parloirs plus

intimes et la fermeture des quartiers

leurs conditions de détention.

de notre bureau régional

Rejugés à Paris après cassation

Trois membres du GAL sont condamnés

à vingt ans de réclusion

Surpopulation et conditions de détention

dure pénale concernant les réponses que doit donner une tant sur la culpabilité et les circonstances atténuantes.

En conséquence, il estimait qu'il était de son devoir de révéle une telle infraction, conformément à l'article 62 du code pénal. qui impose de dénoncer un crime ou un délir.

Dans aon jugament, le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, constate que M. André a violé le secret professionnel ; « Cette révélation a été faite en connaissance de cause, étant précisé que le prévenu à admis qu'il avait été averti de son obligation, lorsqu'il avait prêté le serment prévu à l'article 304 du code de procé-dure pénale, par lequel il s'enga-geait, en qualité de juré, à conserver le secret des délibérations, même après la cessation de ses fonctions ».

Quant à la justification invoquée par l'indiscret juré, les magistrats l'ont écartée en ces termes : « Concernant les infraçtions supposées, le prévenu soutient que l'article 62 du code

Parmentier. Pinard et Fourcher

avaient reconnu avoir tué, contre la

promesse du versement de 300 000 F. Francisco-Xavier

Galdeano-Arana, cinquante-deux ans, correspondant en France du quotidien nationaliste Egin. Cepen-dant, ils précisaient avoir agi - sous

la pression et les menaces » du GAL qui leur avait présenté le jour-

naliste comme « un terroriste de l'ETA ».

De son côté, Gny Cantavenara niait toute participation au crime. Dans son réquisitoire, l'avocat géné-ral, M. Jean Abolivier, avait demandé la réclusion criminelle à

dernière impliquant des membres du

été cassés trois arrêts de la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques

termes dudit article que la dénonciation doit être faite aux auto-

rités judiciaires ou administratives (...) En l'espèce, André, qui a reconnu qu'au cours des délibérations il n'avait fait aucune réserve quant aux irrégularités prétendu-ment constatées, n'a fait aucune dénonciation à la justice. » Ce qui amène la conclusion suivante : « # ne saurait, dès lors, soutenir qu'il était tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 62 du code pénal, puisqu'il n'en a rien

Parmi les précédentes affaires de violation du secret des délibérations par un juré, on notera la condamnation dont firent l'objet deux anciens parlementaires tice de la Libération, MM. Petrus Faure et Gabriel Delattre, qui siégeaient en juillet 1945 au procès de Pétain. Relaxés par le tribunal correctionnel de Paris le 25 avril 1966, ils avaient été condamnés en appel à 500 F d'amende, et la

Cour de cassation avait rejeté leur pourvoi le 25 janvier 1968. MAURICE PEYROT.

> L'affaire des fausses factures

Trois dirigeants de la SORMAE et de la SAE remis en liberté

Après un mois et demi d'instruction à Paris où le dossier est, depuis le 15 février, entre les mains de M. Pierre Culié, président de la sec-tion financière de la chambre d'accusation, l'affaire dite de la SORMAE compte dix-neuf inculpés, mais aucun d'eux ne se trouve plus en détention provisoire. La chambre d'accusation a fait droit, vendredi 31 mars, aux demandes de mise en liberté des trois personnes encore sous mandat de dépôt, MM. Paul Peltier, Claude Popis et Pierre Bentata.

perpéruité contre les quatre accusés. Cette affaire était la troisième et la Les deux premiers, respectivement directeur général et gérant de la SORMAE, filiale de la SAE d'assises de Paris après qu'eurent (Société auxiliaire d'entreprise) pour la région méditerrane avaient été emprisonnés le 17 février à Paris, le troisième, M. Pierre Benappelée à l'origine à juger les tata, directeur général de la SAE à Paris, inculpé en même temps que M. Jean-Claude Jammes, président du directoire de la même entreprise, avait été incarcéré le 2 mars.

Les mesures de mise en liberté décidées par la chambre d'accusa-tion sont assorties pour les trois inculpés d'un contrôle judiciaire qui impose à M. Bentata le versement d'une caution de 1500000 francs, caution dont le montant est ramené à i million de francs pour MM. Peltier et Popis. En outre, les trois intéressés sont mis dans l'obligation de se présenter tous les quinze jours à la gendarmerie de leur domicile, de faire connaître leur lieu de résidence et de ne point se rencontrer ni converser entre eux.

ENVIRONNEMENT

La France participe à la lutte contre la marée noire en Alaska

Une semaine après la catastrophe de l'Exxon-Valdez, les initiatives se multiplient pour tenter de lutter conte la marée noire qui s'étend le long des côtes de l'Alaska et couvre déjà plus de 1 500 kilomètres carrés. Alors que les opérations de pompage du pétrole resté dans les soutes du pétrolier échoué continuent et devraient être terminées au cours du week-end, la société néerlandaise Smit Tak compte commencer, mardi 4 avril, les opérations de ren-flouement de l'Exxon-Valdez.

De son côté, la France va participer à la lutte contre la plus grande marée noire de l'histoire des Etats-Unis, Le secrétariat d'Etat chargé de l'environnement va envoyer, dimanche 2 avril, 10 tonnes d'Inipol 90, un tout nouveau produit dis-persant et biodégradable mis au point par Elf-Aquitaine et l'Institut français du pétrole. Ce nouveau produit, qui favorise le fractionnement de la nappe de pétrole et sa disper-sion dans l'eau, est d'une très faible toxicité pour le milieu marin. Enfin, à la demande des autorités de l'Alaska, le gouvernement norvégien a décidé d'envoyer à Valdez cinq experts norvégiens de la pollution

Après le naufrage du « Pérentis »

reste introuvable

Cinq fûts de pesticide qui avaient coulé il y a plus de deux semaines dans la Manche avec le cargo pana-méen *Pérentis* ont été localisés par des caméras sous-marines à proxides caméras sous-marines à proxi-mité de l'épave du navire, à 65 kilo-mètres des côtes anglaises. Ces fîlis vont être prochainement remontés à la surface, a annoncé, le 31 mars, le secrétaire d'Etat britannique à la marine, lord Barbazon, tout en rap-pelant que vingt-sept fîlts de pesti-cide et un conteneur de lindane, hautement toxique, sont toujours manquants. manquants.

De son côté, comme nous l'indique notre correspondant à Cher-bourg, le secrétaire d'Etat français à la mer, M. Jacques Mellick, a passé la journée du 31 mars dans le Coten-tin pour rassurer les pêcheurs, les écologistes et les élus locaux. « Nour n'avons aucune crainte pour le pois-son dans la Manche. Les prélèvements quotidiennemens effectués par les Français et les Anglais vont tous dans le même sens : il n'y a pas de pollution par l'insecticide », a-t-il notamment affirmé.

Le secrétaire d'Etat a également indiqué que la marine nationale avait déjà dépensé 8 millions de francs depuis le début des recher-

Les autorités françaises ont en effet, mobilisé un maximum de moyens avant les prochaines grandes marées de la semaine prochaine qui provoqueront des courants très vio-lents dans cette zone et obligeront à

Le conteneur de lindane

ches, une facture qui devrait dou-bler dans les prochains jours compte tenu du renforcement considérable des moyens mis en œuvre pour tenter de repérer et éventuellement de remonter les fûts de pesticide manquants.

interrompre les recherches entre le 3 et le 10 avril.

Le centenaire de la tour Eiffel

La vieille dame en costume de cérémonie

Trante comédiens et comé-ennes, les premiers barbus et chapeau haut de forms, les autres en robe longue et densures en roce roque et cen-telles, ont gravi, vendredi 31 mars, les 1 710 marches de la tour Eiffel. Principaux rôles: Emile Chautemps, président du conseil municipal de Paris en 1889, Georges Berger, directeur général de l'Exposition univer-selle Victor Contamin, incépieur selle. Victor Contamin, ingénieu en chef des constructions métalliques de ladite exposition, M. Tirard, président du conseil des minitres, qu'un malaise devait arrêter à la première plate-forme, et, bien sûr, en tête de tout ce petit monde, l'ingénieur

Gustave Effel. La première des grandes cérémonies du centenaire de la tour Eiffel reconstituait la « fête intime de chantier»; un siècle plus tôt, jour pour jour, la charpente du sommet de « la tour de 300 mètres » construite pour l'Exposition universelle venant d'être posée, le « patron », Gustave Eiffel, avait fêté l'évenechantier. Selon le tradition des maçons et charpentiers, il avait hissé le drapeau tricolore au sommet du monument en présence des autorités de la Ville et de l'Exposition qui se préparait. Puis les invités et les deux cents monteurs, riveurs, forgerons at

peintres avaient sablé le champagne et « pris part à une joyeuse

Les ouvriers étaient moins nombreux vendredi et les invités beaucoup plus : près de quatre cents au total. Plusieurs descendants des constructeurs de la tour s'étaient déplacés à l'exemple de M. Chautemps, aujourd'hui vétérinaire à Tours, ou de ce prince africain en boubou blanc dont le grand-père, rappelait-il, fut l'un des « pramiers rois nègres » que découvri-rent les Parisiens à la fin du dix-neuvième siècle. Vingt et un coups de canon (le

bruit sans las projectiles), lâcher de ballons au premier étage, de confettis céants au deuxième, de colombes au sommet : il ne manquait pas un seul des 2500000 rivets de l'édifice, et la dix-huitième couche de painture appliquée depuis sa naissance sur la peau métallique de la Vieille Dame à la poigne de fer brillait doucement au soleil attendri. L'air était léger et sur les cent vingt écrans de télévision offerts aux regards des invités et du public, Léon Zitrone, ton précis et sobre, avait définitivement compris qu'il ne ravirait pas la vedette à l'héroine du siècle.

CHARLES VIAL.

MEDECINE

Virologiste de renommée mondiale

Le professeur Pierre Lépine est mort

Le professeur Pierre Lépine, qui avait mis au point, en 1957, un vaccin inactivé contre la poliomyélite, est mort jeudi 30 mars à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né à Lyon le 15 août 1901, dans une famille de médecins — son grand-père Raphaël était professeur de clinique et son père Jean, neurologue, — il fit de brillantes étades de médecine qui lui permirent, à vingt-quatre ans, d'être nommé professeur à l'université américaine de Beyrouth. C'est à la suite d'une mission en Amérique centrale avec le médet. en Amérique centrale avec le profes-seur japonais Hideyo Noguchi qu'il décida de se consacrer à la recher-

En 1927, il entre à l'Institut Pas-teur comme chef de laboratoire du professeur Levaditi. Peu de temps après, il part diriger l'Institut Pas-teur d'Athènes. En 1935, il prend la direction du service de la rage de l'Institut Pasteur de Paris. En 1940, il est nommé chef du service des virus du même institut. Il le restera

jusqu'en 1971.
Célèbre pour avoir mis au point un vaccin inactivé contre la poliomyélite, le professeur Lépine a conduit d'innombrables travaux sur les virus. Il étudia en particulier, grâce à la microscopie électronique, la structure de nombreux virus ainsi que les lésions cellulaires qu'ils pro-

Le professeur Lépine est l'auteur Le professeur Lépine est l'auteur de nombreux ouvrages portant surtout sur la virologie et notamment de Techniques de laboratoire en virologie humaine, publié en 1964 chez Masson. Passionné d'histoire de la médecine, il fut également l'auteur, avec Jacques Nicolle, d'un livre sur Cavendish et d'un livre sur Metchnikoff.

Membre de l'académie des

Membre de l'académie des sciences et des académies nationales de médecine, de chirurgie et de pharmacie, il appartenait à de nom-breuses autres sociétés savantes françaises et étrangères. Il était en

SPORTS

Football

Jean Tigana ne jouera pas dans l'équipe marseillaise

Jean Tigana ne jouera pas avec l'Olympique de Marseille. Il est retourné à Bordeaux après la décision du conseil d'administration de la Ligue nationale de football (LNF) de ne pas autoriser son prêt » à l'équipe de Marseille. Toutefois, l'OM a obtenu une dérogation pour engager un nouveau joueur - mais pas Jean Tigana - en remplacement de son attaquant Abdoulaye Diallo, indisponible jusqu'à la fin de la saison.

Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, n'a pas caché sa surprise après la décision de la Ligue. - Je suis scandalisé, a-t-il dit. Il y a abus de droit caractérisé. Mais je n'en resterai pas là. -

Dans l'immédiat, Bernard Tapie a décidé de saisir le Conseil d'Etat et le tribunal administratif de Paris pour juger du bien-fondé de cette décision. Il a également demandé l'annulation du résultat du match de championnat de première division Cannes-Marseille, perdu par son club 3-1 le 18 mars. Cannes avait alors fait jouer le Yougoslave Zoran Vujovic, prêté par Bordeaux.

• TENNIS: Tournoi de Key-Biscayne. - L'Autrichien Thomas Muster, vainqueur du Français Yan-nick Noah en demi-finale du Tournoi de Key-Biscayne (5-7, 3-6, 8-3, 6-3, 6-2), ne disputera pas la finale. Vic-time d'un accident de la circulation quelques heures après sa victoire, et blessé au genou, il a été dans l'obli-gation de déclerer forfait. La Tchécoslovaque Ivan Lendi qui s'est imposé en demi-finale face à l'Américain Kevin Curren (6-2, 6-2, 6-3) remporte donc le Tournoi par forfait.

BOXE : victoire de Christophe Tiozzo. - Le Français Christophe Tiozzo a remporté una victoire aux points dans un combat en dix reprises face à l'Américain James Kinchen, lors de l'officieuse demi-finale des super-moyens WBC, ven-dradi 31 mars, è Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

RELIGIONS

 Le cardinal Lustiger se rend
 Prague. – Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, devait s'envoler samedi 1" avril pour Prague (Tchécoslovaquie), pour une visite de quarante-huit heures, à l'invitation du cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de la ville. C'est la première fois que le cardinal Lustiger se rend en Tchécoslovaquie, fermée depuis plusieurs années à toute visite de personnalités catholiques, hormis celle d'officiels du Vatiparticulier «Fellow» de l'académie des sciences de New-York, membre de l'académie des sciences médi-cales de l'URSS, de l'académie royale de médecine de Belgique, des académies de médecine de Madrid, de Rome et du Brésil, ou encore membre de l'académie pontificale des sciences.

Le professeur Lépine, dont le grand oncle Louis Lépine, préfet de police de Paris, avait institué le célè-bre concours qui porte son nom, avait également eu une carrière politique comme conseiller municipal de Paris, élu pour la première fois dans le seizième arrondissement en 1971 et réélu en 1977 et 1983 sur les listes de la droite. Il était également viceprésident de la commission du Vieux

L'URSS réadmise au sein de l'Association mondiale de psychiatrie

Le comité exécutif de l'association mondiale de psychiatrie (WPA) a annoncé, vendredi 31 mars, qu'il avait réadmis l'URSS à titre provisoire, cinq ans après son retrait. L'URSS s'était retirée de la WPA en 1983 après avoir été accusée par les pays occidentaux d'enfer-mer ses dissidents dans des établissements psychiatriques.

La décision de réadmettre l'Union soviétique n'a pas fait l'unanimité parmi les délégués de l'association, certains d'entre eux estimant que on aurait du demander à l'URSS de prouver qu'elle n'avait plus recours à ces pratiques. La décision du comité exécutif de la WPA devra être entérinée lors du congrès annue de l'association, en octobre, à Athènes. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie, qui avaient également quitté l'association en 1983, ont été elles aussi réadmises au sein de la WPA. - (Reuter.)

SCIENCES

Fusion nucléaire Etincelle on feu?

M. Martin Fleischmann, l'électrochimiste britannique qui, avec son collègue américain. M. Stanley Pons, prétend avoir réussi • la

(le Monde du 24 mars) n'a pas tota-lement convaincu, semble-t-il, les quelque cinq cents physiciens Centre européen de recherche nucléaire de Genève devant lesquels il était venu présenter sa découverte. Maleré ce scepticisme, personne

ne crie à la supercherie en raison de la notoriété scientifique de M. Fleischmann. Chacun attend donc avec impatience que soient publiés les résultats et le protocole exact de l'expérience - ce qui devrait en principe être fait le I= mai dans Journal of Electroanalytical Chemistry and Interfacial Electrochemistry - pour la repro-

Déjà, un chercheur de Salt-Lake-City affirme l'avoir fait et avoir retrouvé les mêmes résultats. D'autres laboratoires y travaillent sans doute, car l'important est de savoir si, comme le disent ses promo-teurs, cette expérience offre • une source d'énergie abondante, efficace et propre - ou si, au contraire, comme se le demande le hautcommissaire à l'énergie atomique, M. Jean Teillac, - on a réussi à faire des étincelles avec deux silex », alors que l'on cherche en fait à domestiquer le feu.

• Ariane: report de vingt-quatre heures. — Le tir de la fusée Ariane, qui devait avoir lieu dans la nuit du 31 mars au 1" avril, a dû finalement être reporté de vingt-quatre heures en raison d'un pro-blème de liaison entre un ordinateur de contrôle au sol et le système de guidage de la fusée. Malgré tous leurs efforts, les équipes de lance-neur du sentre de contrôle grande ment du centre de contrôle guyanais de Kourou n'ont pu venir à bout de cet incident dans les délais prévus

Aussi le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, et le président de l'agence soviétique Intercosmos, M. Vladimir Kotelnikov, n'ont pu assister à la mise à feu de cette dernière Ariane-2, porteuse du satellite de télévision directe suédois Télé-X.

EDUCATION

 La revalorisation dans l'enseignement technique. -- Le Syndicat national de l'enseignement technique et de l'apprentissage (SNETAA-FEN) a signé, jeudi 30 mars, le relevé de conclusions qui mettait un terme aux négociations gouvernement-syndicats sur la revalorisation du métier d'enseignant. « L'accord donné par ce syndicat gnement professionnel et membre de la FEN, est très important », a souli-gné M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

F 957 C 22 23 Anti .. 4 to.

8 1 125 -

same of the same 事を行っている。

2.

:. ...

Cependant, l'effervescence manique l'occupation des courettes de promenade se prolongeait obstiné-ment, sous l'œil des surveillants, impuissants mais calmes. Vers 12 h 15, MM. Jean-Claude Hérenguel, directeur régional des services pénitentiaires, Christian Gallut, procureur de la République,

LYON

POLICE

d'isolement.

• M. Roger Bosle succède à Jean-Pierre Îraçabai au Pays basque. - C'est M. Roger Bosle, jusque-là directeur adjoint du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Strasbourg, qui succédera, au Pays basque, à M. Jean-Pierre Iraçabal décédé le 22 mars Ve Monde du 24 mars). Il a été nommé à cet effet, vendredi 31 mars, sous-préfet auprès du préfet des Pyrénées-Atlantiques, chargé de la coordina-tion des services de police et de gendarmerie au Pays basque.

Amerie au Pays basque.

[Agé de quarante-deux ans, M. Roger Bosle a exercé dans le passé, avec le grade de commissaire, les fonctions de chef du groupe de répression du bandrisme à Lille de 1977 à 1980, puis de directeur de l'antenne din SRPJ de Bordeaux à Bayonne. Il était en poste à Strasbourg depuis 1987.]

Effervescence dans les prisons de Lyon et Georges Bastélica, préfet du Rhône, délégué à la police, se sont rendus sur place, escortés par une cinquantaine de CRS. Tout en refusant d'engager des négociations « à chaud », les autorités promirent aux détenus d'entamer des lundi des discussions sur les questions d'organisa-tion interne. Dans ces conditions, la situation devrait redevenir normale

La surpopulation chronique des prisons de Lyon a de nouveau atteint un seuil critique à Saint-Paul et à Saint-Joseph, où mille cent cinquante détenns disposent rarement d'un espace vital décent, reconnaît

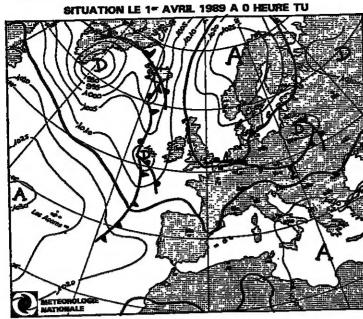
L'amélioration apportée par les mesures de grâce ou d'amnistie de 1988 n'aura été que momentanée. Il fandra attendre l'été 1990 pour que les six cents places de la nouvelle prison de Villefranche-sur-Saône antorisent des transferts. . Depuis quelques jours, nous assistons à la montée d'une certaine tension», a

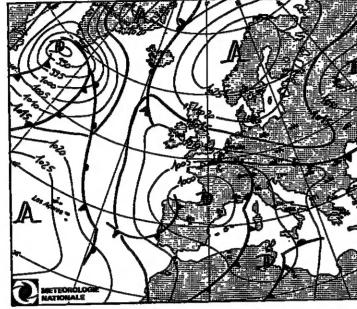
dit encore le directeur régional. ROBERT BELLERET.

 De nouveaux locaux à Paris pour la formation des avocats. — Le centre de formation profession nelle des avocats dispose désormais de nouveaux locaux, qui viennent d'être inaugurés à Paris, 63, rus de Charenton, non loin de la place de la Bastille. Les bâtiments, qui ont nécessité un investissement de 110 millions de francs, ont été conçus pour recevoir des élèves dont le nombre est passé de deux cent cinquante quatre en 1982 à cinq cent vingt et un en 1988. La formation dispensée évolue elle aussi. La spécialisation est de plus en plus un impératif, et les perspectives européennes de la profession imposent une preparation spécifique. C'est ce qu'ont rappelé, lors de la cérémonie d'inauguration du 30 mars, Mr Philippe Lafarge, bâtonnier en exercice, et M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, pour qui de la Cour de cassanon, pour qui « 1993 sera pour les avocats le pas-sage du Rubicon » : ils devront, en effet, être « capables d'affronter, sans arrogance mais sans timidité », leurs confrères étrangers.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 1^e avril à 0 heure et le dimanche 2 avril à 24 heures. Dans un flux d'ouest perturbé, le front froid d'une perturbation atlantique va aborder la Bretagne en cours de nuit. Il traversera le pays demain, son activité se traduira par des ondées parfois orageuses. Après son passage, le traîne sera active sur le Nord-Ouest.

Dimanche : averses sur la m

Du Nord et de la Normandie, au Centre, à la Franche-Comté, à l'Alsace et aux Ardennes, le ciel sera très nuageux dès le matin et les pluies n'épargneront que la Basse-Normandie. En cours d'après-mid. un cien variable, avec alternance d'éclaircies, de passages nua-genx et d'averses, s'établira sur la Nor-mandie, le Centre, l'Île-de-France et la Picardie, Tandis que du Nord à l'Alsace et à la Bourgogne, les pluies cesseront mais le ciel restera gris.

Les averses toucheront la Bretagne dès le début de journée. Elles s'éten-dront an fil des heures vers les Pays de Loire et le Poiton-Charentes, où des orages très localisés auront éciaté dans la matinée.

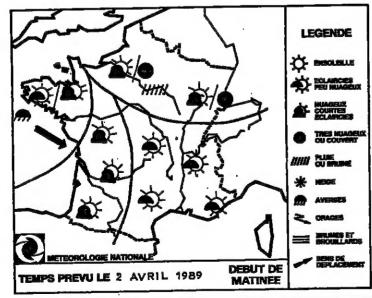
la matinec.

Sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et
le Limousin, les mages seront souvent
présents et des ondées orageuses se produiront par endroits. Toutefois, une
amélioration arrivers par l'ouest en fin

Sur le reste du pays, c'est-à-dire le quart Sud-Est, la journée débutera bien, avec un ciel presque désagé. En cours d'après-midi, le ciel se voilera de plus en plus, on gardera une impression de beau temps en général, mais des orages écla-

sera un dimanche ensoleillé.

La mit prochaîne sera douce, avec de 7 à 11 degrés du nord au sud. Dans la journée, le thermomètre variera de 12 à 16 degrés sur la moitié nord et de 16 à 22 degrés sur la moitié sud.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4972

HORIZONTALEMENT

I. Font « pousser » des arbres. — II. Susceptible de ne pas payer les pots cassés. On peut le mettre dans un « sabot ». Moyen d'accès. — III. Sera poussé au mécontentement. Sur elle, cela peut être écrit noir sur blanc. — IV. Est digne d'éloges. Coupe le bois. Est au parfam. — V. A consommer avec modération. Fait grandir dans un sens. Boîte qu'il pleine. - VI. Fut amené à porter un bonnet. Est empoison-nante». Etait à l'origine de nom-breuses déclara-tions. - VII. Un qui fait des ma-nières. Coule de source. Symbole. XIV - VIII Où peuvent se trouver fanchenz et faucheur. Mis en

a berne ». Peut être composé de très nombreuses pièces. — IX. Qui 2 donc fait de grosses dépenses. Tota-lement inutile pour slever le débat. Fait perdre très gros. — X. Près des converts. Avec eux d'anoms mon-Fait perdre très gros. — X. Près des couverts. Avec eux, d'aucuns montent sur leurs grands chevaux. — XI. Homme de goût. Porte une fusée. Adopte la lenteur. — XII. Certes pas oublié. Qui ne portent donc pas la culotte. Tels qu'ils n'ont rien pour plaire. — XIII. Ne reconnaît pas. Préposition. Font ceux d'heureux moments. Pour ceux vivre d'heureux moments. Pour ceux qui se serrent souvent la ceinture. — XIV. Un qui peut être amené à rom-pre la glace. Ca vous changeait un homme! Pâques on la Trinité. — XV. Est en contact avec une couver-ture. A n'en pas douter.

VERTICALEMENT

1. Quelqu'un qui travaille réguliè-rement sur des arbres. Ivoiriens et Gancens. — 2. Moyen d'éviter un certain pourrissement. N'est pas dure de la feuille. — 3. A donné d'innombrables coups de « mar-teau ». En voilà un qui nous en fait voir! – 4. N'en finissent pas. Ce qui voir! - 4. N'en finissent pas. Ce qui arrive à ceux qui ont pris trop de coups. Lettres de crédit. - 5. Mises au courant. Epousa la fille d'un roi. Cause de départs. - 6. Fut reçu à bras ouverts. Passent avant les autres. - 7. Source de difficulté. Moyen d'atteindre un but. Conduit à cesser les noursuites. Elément à cesser les poursuites. Elément

que troupe. — 8. Homme de peine.
Pas oublié. — 9. Appartient au règne
végétal. A de solides éléments. Est
représentée sur des plans. Titre
étranger. — 10. Pas fins. Avait du
goût pour les études. Note. — 11. De
quoi casser la baraque. Elimine
pentêre les faureie Deviannent quot casser la paraque. Emmine peut-être les favoris. Deviennent inutiles à celui qui abandonne la partie. – 12. Rend des recherches infructueuses. A laissé son nom dans l'Histoire. – 13. N'hésite pas à faire des histoire. des histoires. Tels qu'on n'en voit pas de toutes les couleurs. —

14. Quelqu'un qui était au courant.

Longue chaîne. Qui a donc permis
d'en savoir plus. — 15. Sont séparées
par un fossé. Réussir à continuer

> Solution du problème n° 4971 Horizontalement

Servenses. - IL Alourdira. III. Vis. Giron. – IV. Odilon. Sl. – V. Née. Tec. – VI. Nervi. ONU. – VII. Issues. – VIII. Rétamer. – IX. Isabelle. – X. II. Lima. – XI. Séné. Esus.

Verticalement

1. Savonneries. - 2. Elidée. Es. -3. Rosier. Tain. - 4. Vn. Viable. -5. Ergotisme. - 6. Udine. Selle. -7. Sir. Courlis. - 8. Eros. Ne. Emu.

GUY BROUTY.

. 19

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de tétévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimunche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision »

Film à éviter n Ou pout voir n n Ne pas manquer n n n Chef-d'envre on classique.

Samedi 1er avril

28.45 Variétés : Sébastien, c'est fon !
22.20 Magazine : Ushuaïa.
23.20 Variétés : Traces. 9.30 Journal.
0.56 Série : Drôles d'histoires.
1.15 Série : Manuix.

20.40 Variétés : Champs-Elysées. 22.30 Magazine : Etoiles. 23.25 Jour-nal. 23.40 Magazine : Lancties noires pour suits bianches.

20.30 Samdynamite. 21.50 Journal. 22.15 Magazine: Le divan. Invitée: Françoise Fabian. ▶ 22.35 Magazine: Musicales. 23.35 Magazine: Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Série: Taggart. 22.29 Flash d'informations. 22.25 Football. 0.35 Cinéma: les Délices du tossing. 1.45 Cinéma: Yanks nu 4.10 Cinéma: l'Arbre sous la mer mm 6.00 Les

20.30 Téléfilm: L'île de la passion.
22.25 Magazine: Télé-matches.
22.35 Série: La belle et la béte.
23.35 Série: Arabesques. 0.00 Journal
de minuit. 0.05 Arabesques (suite).
0.40 Bouvard et compagnie (rediff.).
1.00 Tendresse et passion (rediff.).
2.10 Magazine: Ciné Cinq (rediff.).
2.20 Journal de la mit. 2.30 Série:
Une via. 3.10 Voisin, voisine (rediff.).
6.10 Bouvard et compagnie (rediff.).

20.35 Téléfilm : En état de choc. 22.15 Téléfilm : Surnaturel (rediff.). 23.50 Six minutes d'informations. 23.59 Six minutes d'informations.
23.55 Concert. Rock en fête.
0.50 Minsique: Boulevard des clips.
2.06 Magazine: Adventure (rediff.).
2.25 Magazine: Quand la science mène
l'enquête (rediff.). 3.20 Magazine: Le
glaive et la balance (rediff.).
3.45 Decumentaire: S'Il te plaît,
montre-moi nos histoires. 4.10 Magazine: M 6 aime le cintuna (rediff.).
5.05 Documentaire: S'Il te plaît,
montre-moi nos histoires. 5.30 Magazine: Adventure (rediff.). 6.00 La
linearne d'Amilicar.

Dimanche 2 avril

20.00 Journal. 29.40 Cinéma : Un éléphant ca trompe ésormément II à éti-phant ca trompe ésormément II II 22.30 Magazine : Sport dimanche soft. 23.25 Journal. 23.45 Documentaire : Le Senve Jame. 6.40 Variétés : Cames rock festival.

A2 20.00 Journal. 28.35 Série : Sacura fraides. 21.50 Magazine : Ciafma, ciafenes. 22.50 Journal. 23.15 Magazine : Apos. 23.30 Histoires courtes.

20.35 Documentaire : An curur én dra-gon. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. ➤ 22.30 Cinéma : Aves-fures en Birmanie nu 0.45 Masiques,

CANAL PLUS 20.30 Magazine : Tranches de l'art.
20.35 Cinéma : Mishima. II III
22.35 Cinéma : le Knack... et comment
l'avoir... 0.00 Cinéma : Chouses!
(1º partie) II 1.25 Cinéma : Chouses!
(2º partie) II

20.00 Journal. 20.30 Cinéma: C'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il fant fermer sa gueule D Avec Bernard Blier.
22.20 Série: L'enfer du devoir.
23.20 Magazine: Reporters (rediff.).
0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine: Reporters (suite). 0.25 Série: Miss Marple. 2.10 Magazine: Ciné Cinq (rediff.). 2.20 Tendresse et passion (rediff.). 3.40 Série: Voisin, voisine. 5.40 Ciné Cinq. sine, 5.40 Class Cinq.

M 6

M 6
20.35 Cinéma: Metalstorm (Tempête d'acter) a 22.05 Capital (rediff.).
22.10 Magazine: Ciné 6.
22.30 Cinéma: Rue sans issue um 23.50 Revenez quand vous voulez (rediff.). 0.55 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Le glaive et la balance (rediff.). 3.29 Magazine: Adventure (rediff.). 3.45 Documentaire: S'il te plait, montre-moi nos histoires.
4.10 Ondes de choc (rediff.). 5.05 Documentaire: S'il te plait, montre-moi nos histoires. 5.30 Le glaive et la balance (rediff.).
6.10 Musique: Boulevard des clips.

Le Carnet du Monde

Naissances

- M. Beneft DELESALLE et M., née Elisabeth-Anne Conil Lacoste,

le 6 février 1989. 27, boulevard de Courcelles, 75008 Paris.

 M= Bernard Blier,
 M. et M= Bertrand Blier, M. et M. Bertrand Bust.,
M. Brigitte Blier,
M. et M. Roger Godart-Bargy,
M. et M. Daniel Voche,
M. Odette Godart,
M. Venye Henri Martin,
M. Claude et Germaine Serri,
Trate as famille. Toute sa famille,

Bernard BLIER

nous a quittés le 29 mars 1989. Conformément à sa volonté, il n'y aura

Pour honorer sa mémoire une messe sera célébrée le lundi 3 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, Paris-1e. (Le Monde du 31 mars.)

 M. et M= Emile Krivine, Nédia, Sophie et Sami Kamech, André Pouchot, ont la douleur d'annoncer le décès de

M™ Amnette Sophie KRIVINE, professeur honoraire de philosophie au lycée Masséra de Nice,

L'inhumation aura lieu le 3 avril, à 9 h 45, au cimetière de Gentilly.

On nous prie d'annoncer le décès survenn le 30 mars 1989, dans sa quatre-vingt-huitième amée, du

professeur Pierre R. LÉPINE, grand officier de la Légion d'honneur, nofesseur honoraire de l'Institut Passes

membre de l'Institut (académie des sciences), de médecine, de pharmacie et de chirurgie, sembre de l'Académie pomifica

de l'université du Qu

ancien administrateur de l'Assistance publique, ancien conseiller régional d'Île-de-France. Suivant la volonté du définit, les obsèpues auront lieu dans la stricte in « Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort je se crains aucun mai car Tu es avec moi. » (Psaumes XXIII, 4.)

De ia part de son éponse.
M= Mario-Madeleine Lépine.
15, ne Albério-Magnard.
75116 75116 Paris.

de ses enfants. M. le préfet François Lépine et Mª. Préfecture de la Mayenne. 53024 Lavai Cedez. M. Jean-Luc Lépine et Mas.

Cet avis tient lien de faire-part. (Lire page 7.)

- Rechel Ginsburg. La famille Longue, Le conscil fédéral de la FIPREGA Et le bureau de l'AFFGT, ont la douleur de faire part de la perte, le 30 mars 1989, de Edonard LONGUE,

irrempiscable ingénies écrivain, journaliste, et international pour la aut la cuisine et le tourisme président-fondateur de l'Association française

presse gastronomique et touris vice-président enfentif de la Fédération internationale de la presse gastronomique, vinicole et touristique (FIPREGA). secrétaire général des Amis de Curnonsky.

Ayant fait don de son corps à la acuité, il ne souhaite aucune cérémonie,

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rachel Ginsburg, 65, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris.

Anniversaires

angele de 🗸

spelie 4

43.00

3 9216

185 W W

Prijations of the second settles

Us of the last

Programme Commence

11476

 $\mathcal{E}_{t} = \theta_{t} (\underline{\varphi}_{t})_{t \in \mathcal{A}_{t}} = (\underline{\varphi}_{t})_{t \in \mathcal{A}_{t}}$

精禁 化二二烷

The contract

En La Contraction of the last

No America

Section of the second section

2000 Service Comments 7.14

The second second

MANUFACTURE OF SHIP SHIP

Mich wild - at C to be made

4.50

 Il y a cinq ans, le 2 avril 1984, dis-raissait le baron Adrian van EEUWEN.

Son fils Daniel demande une peusée à ceux qui l'ent

comme et simé. - En ce dix-huitième anniversaire du

Germaine VELLE,

que ceux qui restent fidèles à son sonvo nir aient une pensée pour elle.

LEGION D'HONNEUR

Ministère de la défense Le général Maurice Belleux. grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : sion aérienne, président de la Commis-sion nationale consultative de la Résis-

Sont dievés à la dignité de grand offi-

MM. Marcel Garnier, capitaine de vaissean et Jean Honnorat de Malliard de Chartonnaye, colonel. Sont promus commandeurs:

Sont promus commandeurs:

MM. Alexis Buoufils, Jean Cros, Gilbert Di Marco, Marie Favre d'Echallens, Robert Groz, Jean Leca, Marcel Le Guyader, Charles Logel, Joseph Marean, Robert Maréchal, Jacques Molinier, Francis Nicol, André Rottier, François Sotty, Pierre Huguenin, Emile Morin, Louis Noëll, Louis Ramboz, Fernand Boyer, Roger Champistre de Villeseuve, Jacques Le Guen, France Santini, Karl Schmidt.

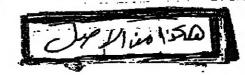
Sont program officiers.

Sont promus officiers:

MM. Anguste Léger, Didier Lacosse,
Jean Belland, Egmont Berthelin, Clande
Billiet, Maurice Bru, Maxence Collet,
Géorges Daviez, Robert Emellina,
Pierre Emonet, Raphaët Faur, Joseph
Fréry, Pierre Gadioux, René Gaussens,
Maurice Gendrot, Roland Genin, André
Genoux, Pierre Géreux, Bernard Jacqmin, Christophe Jamebou, Yves Le
Guen, Joseph Mot, Jean Pagès, Albert
Primault, Sébastien Pujiula, Victor
Roux, Jean de Solère-Stintzy, Jean
Thiébault, Emile Vierne, Jean Vuillemin, Horst Puppik, Joseph Tignères,
Panl Anselim, Robert Besson, Francis
Betrix, Michel Benger, Charles Boschard, Jean Desjeux, Jacques de Gouvello, Pierre Henneresse, Witold
Hordiéjuk-Zaniéwicki, Vincent
Inchaspé, Georges Lapouge, Philippe Sont promus officiers: veillo, Pierre Henneresse, Witold Hordiéjuk-Zaniéwicki, Vincent Inchaspé, Georges Lapouge, Philippe Lavoine, Francis Le Blouch, Edouard Louvet, André Marsot, Bernard Peigney, André Pierre, Gribert Pompilio, Jacques Rousseau, Georges Schmit, Emile Debenest, Marcel Gaudry, Camille Gruselle, Guy Meanier, Décins Moretti, Louis Peffabet, Louis Beandré, Guy Bessat, Louis Carric, Jacques Deliansieux, Jacques Delpit, Jacques Pabre, Henri Granger-Veyron, Roger Le Borgne, Ghislain Leroy, Clande Rosarch, Pierre Roulhac de Rochebrane, Jacques Burnichon, François Veanvy, Jean Vigné, Alain Brossier, Pierre Annin, Gny Benon, Clande Bieth, Gérard Bouchon, Bernard Duranceau, Marc Foessadier, Jean-Paul Keller, Alain Lathoumétie, Michel Manzalek, Maroel Mascetti, Paul Molina, Jean Ruzicka, Marc Serre.

Son Marie Charles-Roux, M. Gustave Wockel, M= Virginia Roush, MM. Herbert, Stundzig, Jean Tanzin, Vinceat Ollivier, Philippe Robert, Maurice Schwebel, Jean Mansègne, Christian Pouly, Maurice Solamet, Fabien Bachemont, Gilles Bernard, Francisque Commandré, Alexandre Calioli, Clande Decrox, Jean Dufour, Mass Jeanne Gavouyère, MM. Jean Ker-

nen, Marie Lafont, Jean-François Lefo-restier, Jean Marcelle, Jacques Millour, Georges Rivassezu, Alsin Rongier, Claude Vidal, Vahan Yeghicheyan, Jac-ques Chassagne, Charles Mégemont, Jacques Robinet, Serge Zakarian, Michel Valade, René Arramon-Tacco, Bernard-Marie Blaizze, Michel Bomin, Fabra Resa Bankaria Pierre Rousa-Michel Valade, Reas Arramon-Tacoo, Bernard-Maris Blaizac, Michel Bommin, Faby Bou, Jean Boulouin, Fierre Bouvagnet, Michel Bracomier, Jacques Brudieu, Louis Brunoa, Reas Busset, François Campistrous, Robert Carol, Robert Chabassier, Jean Chanton, Roland Chapon, Jean-Clande Chappotteau, Antoine Cintas, Marius Coindard, Alain Concession, Raymond Cardelet, Jean Coudry, Bernard Cuenin, Noël Delolme, Edouard Desserre, Pierre Douvier, André Duparcq, Gérard Dupuis, Jean-Clande Etienne, Vincent Falcucci, Jacques Favier, Claude Franck, Christian Gastaldi, Lamri Gharzouli, Julien Giubergia, Jacques Godart, Pierre Grandin de l'Eprevier, Yves Gras, Jacques Guilgot, Pierre Heurion, Louis Hourcade, Jean Isala, Guy Jayat, Georges Jierty, Jean-Maris Joly, François Korbendan, Jacques Labeye, René Lambert, André Le Cam, Daniel Leroux, Philippe Lescandron, Bernard L'Hostis, Gérard Linard, Pascal-Gilles Mabin, Pierre Magnier, Clande Maret, Clande Mitanchez, Patrice Molle, Jean-Pierre Morisson, Philippe de Pechpeyrou Comminges de Guitaut, Georges Fedron, Gaston Petitodemange, André Poris, André Prigent, Gérard Quinard, Jean-Pierre Rihouey, André Rochat, Gérard Seignolles, Georges Auberger, Gérard Barbet, Pierre Blanc, Philippe de Buhan, Julien Andre Rochat, Gerard Seignolles, Georges Auberger, Gérard Barbet, Pierre Blanc, Philippe de Buhan, Julien Canini, Paul Carré, Gaston Crussanel, Léon Colle, Alain Diligeart, Maurice Froger, Jean Gauthier, Jean Germano, Emile Gireand, Robert Graffte, Claude Guillemet, Jean Guillemin, Emile Hasser, Almed Heddin, Fernand Holler, Adulbert Kulcar, Roser Labourot. Gnillemet, Jean Gnillemin, Emile Hasser, Ahmed Heddin, Fernand Holler, Adalbert Kulcsar, Roger Labourot, Jean Lafon, Marcel Laporte, Joseph Lebean, Engène Le Bris, Jean Legendre, David Leveneur, Marc Marchione, Joseph Mersili, Gabriel Mièvre, Jean Mothe, Michel Panteix, Désiré Parrour, Antonie Picard, Georges Rando, Pierre Roscouet, Louis Rucar, Charles Scire, Roger Sigant, Emile Woinson, Robert Assens, Roger Colombani, Jean Grimaldi, Jean Hardel, Henri Kunz, Maurice Marchetti, Georges Roussilloz, Jean Sanson, Christian Claset, Alain Chaintron, Thadée Chamski, Denys Chiapello, Jean-Fierre Deleruelle, Jean Fromsger, Bernard Gauchos, Hubert Juet, Hervé Lafouge, Yves de Lesques du Plessis Casso, Jean-Louis Maris, Robert Morvan, Jean Nicolas, Paul Noblet, Pierre Ray, Roland Charpentier, Fierre de Ferinc, Jean-Claude Courio, Nivirit Mallégol, Maurice Dos, Jean Le Guern, Sauveur Elmary, Chande Jeanity, Jacques Le Bas de Boaclans, André Ravealsvoson, Marcel Rosia, Michel Fournier, Gabriel Garandeau, Bernard Pourieux, Jacques Aylies, John Bailly, Yannick Bozec, Pierre Brissy, André Coureaud, Panl Hourvitz, Jacques Housein de Saint Laurent, Etienoe Laborde, Pierre Le Duc, Raymond Parsespain, Victor Rem, Claude Simonnet, Sylvestre Brouzino, Jean Hervo, Gilbert Mordelet.



4 (4

· 본러성:

養養の治療でき

M. ...

model and

Culture

Une saison française en Union soviétique

MM. Roland Dumas, ministre des rela- Antoine Vitez, administrateur de la franco-soviétiques dans tous les domaines privées — qui seront présentées ensuite à extérieures et Thiomas des rela- Antoine Vitez, administrateur de la franco-soviétiques dans tous les domaines privées — qui seront présentées ensuite à la culture Cutte l'apposition sur l'art. Leningrad, à l'Ermitage, l'accent a été mis tions extérieures, et Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, étaient présents au Musée Pouchkine pour le lancement de la le voyage à Moscou. Jeanne Moreau,

Comédie-Française, René Gonzalez, admi- de la culture. Outre l'exposition sur l'art nistrateur de l'Opéra Bastille, Jean-Hubert français du vingtième siècle intitulée « Un Martin, directeur du Musée national d'art siècle d'inventions », qui donnait le coup saison française en URSS, à l'occasion de laquelle de nombreux Français avaient fait présents pour une série de manifestations venues en grande partie du Musée national d'actual de collections qui marquent une relance des relations d'art moderne, mais aussi de collections

Leningrad, à l'Ermitage, l'accent a été mis sur le théâtre.

Voyage de retour en réciprocité avec la saison soviétique de 1988 à Avignon, Paris, Bobigny, Aurillac et le Festival du cinéma organisé par Cosmos.

De Matisse à l'art contemporain

« L'art en France, ип siècle d'inventions » présente pour la première fois aux Moscovites un panorama très large de la peinture et de la sculpture du vingtième siècle.

L'art est depuis longtemps un domaine privilégié sinon d'échanges culturels, en tout cas de rapports plus ou moins détendus entre les Soviétiques et le monde occidental, en particulier la France, pour une raison très simple que l'on connaît surement : l'extraordinaire richesse des musées de l'Ermitage de Leuin-grad et du musée Pouchkine de Moscou, dont on peut rarement se passer si l'on veut montrer de grandes expositions d'art classique ou d'art moderne.

Collectionner les œuvres de Titien, Rembrandt ou Poussin a en effet été une des spécialités des tsars, à commencer par la Grande Catherine : collectionner l'art moderne, des impressionnistes au début du vingtième siècle, celle de deux personnages étonnants : S. Chtchoukine et I. Morozov, qui se sont emballés pour Monet, Renoir, Gauguin, Degas, Cézanne, Picasso, Deram, Matisse, Bonnard, le Douz-nier Rousseau et bien d'aurres, au point que, en 1914, Chtchoukine ne possédait pas moins de 221 tableaux, dont 54 Picasso, 37 Matisse, 29 Gauguin et

L'exposition Paris-Moscon du Centre Georges-Pompidou, en 1980, n'avait pas manqué d'évoquer ces deux amateurs d'art moscovites, dont les collections nationalisées en 1918 ont constitué en 1923 un musée d'art occidental unique à l'époque, jusqu'à ce qu'elles soient réparties — en 1948 — entre le usée Pouchkine et le musée de l'Ermitage.

longtemps aller les voir, mais sans qu'il ait été particulièrement encouragé à apprécier ces manifestations de « l'art bourgeois », évidemment mieux toléré que l'avant-gardisme des ressortissants russes.

Aujourd'hui, tout cela est en train de changer. Une exposition des constructivistes vient de se terminer à la nouvelle galerie Tretiakov l'ancienne où justement on devrait finir par exposer les suprématistes et les constructivistes est en travaux.



Heuri Matisse: « Ex-Libris de Chtchoukine », 1911

Malévitch a été réhabilité après Chagall, et maintenant c'est autour de Kandinsky que se prépare une grande exposition réunissant notam-ment des œuvres venues de Paris et de Munich, sans qu'on ait l'air de très bien savoir encore s'il faut le considérer comme un artiste russe on comme un occidental.

A Leningrad, il a en effet droit à une salle, tout de même un peu retirée, au musée de l'Ermitage voué aux collections étrangères, et une peinture au Musée de l'art russe qui Chagall et de deux petits Malévitch. Et on le retrouve encore à Moscou dans un passage fréquenté du musée Pouchkine avec, en ce moment en tout cas, quelques très belles œuvres

Après cette dernière découverte. pourquoi s'étonnerait-on de voir suspendu au-dessus du grand escalier du musée moscovite un mobile de Calder? Celui-ci signale l'entrée de l'exposition «L'art en France, un siècle d'inventions» proposée par

l'Association française d'action artistique comme l'événement majeur de la saison française en Union soviétique lancée par le Quai d'Orsay pour fêter le bicentenaire de notre Révolution.

Après le cubisme et le fauvisme

Et c'est vrai que cette exposition, dont la réalisation a été confiée au Musée national d'art moderne, est importante. Non seulement parce qu'elle est la plus grande des exposi-tions que l'AFAA (Association francaise d'action artistique) ait pro-grammé pour cette année, et qu'elle coûte 3 millions de francs, mais aussi parce qu'elle innove. A notre comnaissance, c'est en effet la première fois qu'on tente de présenter le plus largement possible l'évolu-tion de l'art du XX en France, de Matisse et des Fauves de 1905 jusqu'aux armoires recouvertes de peinture de Bertrand Lavier, mais oui, qui datent de 1981.

Ce qui ne fait pas tout à fait un siècle, mais ne chipotons pas sur le de bicyclette. de Duchamp, la Pou-

titre d'ailleurs plutôt bateau de l'exposition, comme sont un peu bateau les étiquettes données aux des œuvres mises ensemble ou oppo-sées parce que relevant, au même moment, plutôt de la couleur (Maisse...) ou plutôt de la forme (Braque...), plutôt du rêve (Miro, Masson...) ou plutôt de la méthode (Mondrian...), plutôt de la mémoire (Bonnard, Manessier, Bissière...) ou plutôt du témoignage (Hélion, Balthus, Germaine Richier...), plutôt de la violence (Dubuffet, Wols, Hartung, Fautrier...) ou plutôt de la rigueur (Magnelli, Poliakoff,

Le coin des figurations

Ce qui permet de montrer la diversité des modes d'expression et de s'y retrouver sans pour autant enfermer les œuvres dans des catégories contraignantes et des cases étanches. Bref, de ne pas tomber dans une perspective réductrice, schématique et déformante de la création comme la plupart des expo-sitions panoramiques le font.

En fait, l'exposition est une réus-site aussi bien dans sa partie la plus historique présentée au musée Pouchkine, que dans sa partie contemporaine présentée à la Nou-velle Trétiakov, parce que les œuvres y sont le plus souvent de grande qualité, et particulièrement significatives dans le parcours des

l'AFAA et le Musée national d'art moderne l'auraient risquée s'il n'y avait eu les responsables des musées d'accueil - Pouchkine d'abord, l'Ermitage cosuite - pour souhaiter ce genre de perspective historique, susceptible de montrer ce qui s'est fait en France après le cubisme et le fauvisme, là où s'arrêtent leurs collections. Moyennant quoi, il deve-nait possible de présenter dans la foulée l'art contemporain vers lequel l'AFAA, ces dernières années che plutôt.

On peut aussi se demander ce que le public soviétique va retenir de cette création régie par des critères et des codes personnels dont il n'est pas famillier, et qui a été accomplie dans un espace de totale liberté. A supposer que le début de l'exposition, avec Maisse, les cubistes et les fauves ne fasse pas tron problème. fauves ne l'asse pas trop problème, quelle lecture va-t-il faire de choses comme le Porte-bouteille et la Roue

pée, de Bellmer, le Métafix, de Dubuffet, le grand Relief éponge, d'Yves Klein, la compression de voiture de César, le grand tressage de Rouan, les premières rayures de Buren ou les trente pupitres de

A la nouvelle Trétiakov, qui est une sorte de Kunsthalle à l'allemande, les Moscovites se pressent et font la queue, comme partout, pour voir avant tout une exposition consacrée au stalinisme dans une mise en scène absolument dramatique de témoignages et d'œuvres d'artistes. Après quoi, ils vont éventuellement rendre visite à la rétrospective Morandi; ou encore à Chemiakin, dont c'est le retour en force au pays, avec des œuvres récentes grandiloquentes et incroyablement nulles, alors que naguère le jeune dissident, qui exposait chez Dina Vierny, pouvait retenir par l'étrangeté de son imagerie peinte avec soin.

L'Amérique ne lui a sûrement pas

Et, lorsqu'ils en sont aux Francais, qu'ils regardent avec attention, les visiteurs se retrouvent comme par hasard dans le coin des figurations, en particulier devant le tableau d'Erro qui accumule images, citations et références picturales. Ce qui n'étonne pas trop.

Quant aux quelques jeunes artistes des nouvelles coopératives échappant complètement au circuit de l'Union des artistes, qui étaient à Moscou au moment du vernissage de l'AFAA (quand presque tous les ténors de la nouvelle scène artisti-que, à savoir les ex-peintres non officiels, étaient un peu partout en Europe occidentale ou aux Etats-Unis pour y exposer), ils ne sem-blent pas spécialement intéressés par l'exposition française dont ils reconnaissent volontiers l'intérêt historique et la valeur informative. mais qui, disent-ils, ne leur apprend pas grand-chose.

Il est vrai que, depuis quelque temps, ils sont singulièrement mieux informés qu'on ne le croit sur l'art contemporain occidental, dont ils retiennent d'ailleurs souvent des exemples efficaces de réussites

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ L'Art en France, un siècle d'inven-tions. Moscou, musée Pouchkine et Union des peintres. Jusqu'au 9 mai, Leningrad, musée de l'Ermitage, du 6 juin au 16 juillet.

★ Pour en savoir plus sur la scène artistique moscovite, on lira avec atten-tion le numéro 26 des Cahiers du Musée national d'art moderne : l'Art au pays des Soviets, 1963-1988.

"Un film d'une belle subtilité... William Hurt époustouflant".

PREMIÈRE

WILLIAM - KATHLEEN - GEENA



MALGRE LUI

WARNER BROS. RESENTE WILLIAM HURT - KATHLEEN TURNER - GEENA DAVIS UNIFIEMDE LAWRENCE KASDAN "VOYAGEUR MALGRÉ LUP (THE ACCIDENTAL TOURIST) FIE CAROL LITTELTON, ACE MENSES BO WELCH WASSESS JOHN BALLEY, ASC **** JOHN WILLIAMS **** FRANCK GALATI 5 LAWRENCE KASDAN BANNE TYLER PHYLLIS CARLYLE IT JOHN MALKOVICH

PANSE LAWRENCE KASDAN, CHARLES OKUN 17 MICHAEL GRILLO PHI LAWRENCE KASDAN

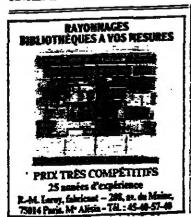
SORTIE LE 5 AVRIL

« Le Cid » à la Taganka

Troupes françaises à Moscou, Léningrad, Kiev, Tallin ; échanges d'élèves d'écoles d'art dramatique. Le théâtre devient un lieu d'échanges

franco-soviétiques.

Alors même que dans la petite salle de la Taganka, lieu historique du théâtre moscovite, on jouait Jivol vivant, de Mojaiev dans la belle mise en scène du fils prodigue de ces lieux, louri Lioubimov - un spectacle légendaire créé en février dernier après avoir été interdit pendant vingt et un ans, - c'est le Cid monté par Gérard Desarthe l'hiver dernier à Bobigny qui, le jeudi soir 30 mars, ouvrait la saison du théâtre fran-



Sec. .

Action of the second of the se

Taganka.

Force rappels pour les comédiens du jenne Théâtre national et pour une mise en scène qui bousculait l'idée qu'on se faisait de la pièce de Corneille. A croire que Moscou va prendre pour la France les yeux de Chimène.

Vaste programme que celui du

Théâtre français en URSS 1989-1990 » établi par le ministère français des affaires étrangères en collaboration avec l'Union des gens de théâtre de PURSS et les ministères soviétiques des affaires étrangères et de la culture, puisque Moscon et d'autres villes soviétiques notamment Leningrad, Tallin, Petrozavodsk, Kiev... - vont rece-voir, après le Cid, des troupes aussi diverses que celles des élèves du Conservatoire national d'art dramatique, avec des textes illustrant la Femme de Molière à la Révolution (15-29 avril), des théâtres de rue tels que Royal de Lux, de Toulouse, avec deux spectacles : Roman-Photo et Waterclash de Jean-Luc Courcoult (mai-juin), et le Théâtre de l'Unité, avec une comédie musicale Mozarı au chocolat (septem-

çais dans la nouvelle salle de la Théâtre du Soleil, avec l'Indiade, Patrice Chéreau et le Théâtre des Amandiers, avec Hamlet - avec Gérard Desarthe dans le rôle titre (octobre), Peter Brook avec la tragédie de Carmen (décembre); enfin Antoine Vitez, en 1990, qui mettra en scène Phèdre en russe, à Moscou, avec Alla Demidova.

Un Centre culturel français à Moscou

Sous le signe de la réciprocité, cette saison du théâtre français sera complétée par des échanges d'élèves d'écoles d'art dramatique, des rencontres entre auteurs français et traducteurs soviétiques organisées par la SACD (17-22 avril), un colloque de metteurs en scène, « Mir Caravane », une « Route trans-européenne du théâtre de la Baltique à la Méditerranée », avec une caravane d'acteurs qui va traverser l'Europe d'est en ouest, de Tallin à Barcelone, via Varsovie, Berlin, la Hollande, le Festival européen de Blois, Bologne (mai à septembre) et 1789, lycéens, un spectacle sur le texte du Théâtre du Soleil joné par des lycéens français, lauréats d'un concours orga-Puis viendront ceux qui sont le nisé à la Cartoucherie de Vinplus attendus, et depuis long- cennes (juillet-août). La temps, Ariane Mnouchkine et le meilleure troupe viendra à Mos-

cou le 1 = septembre, jour de la rentrée scolaire soviétique.

Lors de leur venue à Moscou, MM. Dumas et de Beaucé ont notamment traité des échanges entre étudiants français et soviétiques (un millier par an), de traductions d'ouvrages français en URSS, et ils ont avancé les modalités d'un projet auquel la France tient depuis de nombreuses années : l'ouverture d'un Centre culturel français à Moscou, obligatoirement situé dans le centre de la capitale et auquel les Soviétiques auront librement accès. Le lieu reste encore à définir.

Ce centre culturel devrait être le premier centre occidental en Union soviétique, mais on peut se demander si les Américains, qui ont déjà signé un protocole d'accord, ne risquent pas d'arriver avant nous, avec un projet de bâtiment de la taille du Centre Pompidon, qui doit être construit face au Kremlin, près de la fameuse « Maison du quai » du roman de Iouri Trifonov, à la place de l'immeuble du cinéma Oudarnik. Mais le cinéma Oudarnik est touiours ouvert...

L'annonce officielle de la création du Centre culturel français de Moscon devrait avoir lieu lors de la visite en France de M. Mikhall Gorbatchev en juillet pro-

NICOLE ZAND.

et quatre-vingts spectacles. C'est l'ambition

du Printemps de Bourges qui attend plus de cent mille spectateurs.

Cette année, le programme du Printemps de Bourges ressemble à une brochure d'agence de voyages avec, en couverture, un mot d'ordre immodeste : - Toutes les musiques du monde. - Rock chinois ou sovietique, zouc antillais, raī maghrébin, house music, les programmateurs ont voulu faire le tour du monde en huit jours et quatre-vingts specta-

Même si leur balayage planétaire a forcément laisse des zones d'ombre, parfois grosses comme des continents, l'Amérique latine. l'objectif est pratiquement atteint Reste à savoir si les dizaines de milliers de spectateurs attendus (il s'est vendu. l'année dernière, cent vingt mille billets) sont prêts à l'embar-

Les organisateurs du Printemps savent que le pari de la « world music » n'est pas encore gagné. Sous cette appellation incontrôlable, on regroupe toutes les musiques originaires du tiers-monde ainsi que celles produites par l'immigration en Occident. En France, la - world music . est encore un phénomène fragile, une poignée de succès au - Top 50 -, un peu plus qu'une mode, pas encore une lame de fond. La plupart des groupes amateurs ou semi-professionnels présentés dans la section « Découvertes du Printemps » se réclament du rock et semblent ignorer les musiques antillaises, maghrébines ou d'Afrique

A côté de la programmation transcontinentale, Daniel Colling, le directeur du Festival a donc pris quelques assurances : une superstar américaiane. Stevie Wonder, et une

brochette de valeurs sûres bien de chez nous : Jacques Higelin, Renaud, Claude Nougaro, Charlélie Couture ou Étienne Daho. Les trois autres saisons de l'année, Daniel Colling dirige la salle du Zénith à Paris, ce qui lui donne une idée assez précise des tendances qui traversent le public du rock et des

Il sait que le noyau dur du public de Bourges vient toujours pour les artistes pour qui la manifestation sut créée, en 1977, du temps où télévisions et radios ignoraient Higelin ou Lavilliers et que le Printemps ne peut, ni ne veut, se passer d'eux. D'autant que la relève est loin d'être

> Aventure musicale et succès

Maurice Frot, qui s'occupe de la programmation depuis 1977, en convient : entre les têtes d'affiche de l'ex-jeune chanson française et les débutants de « Découvertes », il n'y a pas grand monde. Et le retour de popularité de Claude Nougaro ou de Maxime Le Forestier n'est qu'une

Le Printemps ne peut être qu'un sinstantané » de la vie musicale du moment, la formule revient souvent. Il faut donc tenir compte de ces contraintes comme de contingences plus immédiates: il est impossible de faire venir un grand nom deux années de suite, mais les mêmes grands noms ne viendront pas à Bourges s'ils ne sont pas en cours de tournée au moment du Printemps.

La répartition des spectacles entre les dix lieux différents qui les abritent nécessite des ajustements perpétuels et il a fallu cette année réduire le nombre de shows au Stadium, la salle provisoire de dix mille places montée chaque année : il est impossible de trouver à portée de Printemps suffisamment de têtes d'affiche pour le remplir chaque

(Publicité)

COMMUNIQUÉ DU G.I.M.M.O.

étant engagée, M. Mehri, président du conseil de surveillance, et M. Georges Danton ont décidé d'un commun accord de mettre fin aux

M. Georges Danton ont decrue d'un commun accord de metre in aux fonctions de ce dernier en tant que président du directoire. Dorénavant, M. Georges Danton se consacrera essentiellement aux négociations en cours en tant que conseiller du G.I.M.M.O. et assurera les fonctions de conseiller technique auprès du directoire pour la mise en œuvre du plan de

La présidence du directoire a été confiée à M. Mohamed Al Husseini, ancien président-directeur général de la société. M. C. Cucuron est reconduit dans ses fonctions de directeur général, basé à Saint-Brieuc, et M. M. Iskandar a été nommé directeur général, basé au siège social de

Le conseil de surveillance, sur proposition de son président, a décidé de soumettre à l'assemblée générale l'élargissement du conseil par la candidature de M. Jacques Bon, président honoraire du tribunal de

Le G.I.M.M.O. a déclaré au conseil de surveillance avoir confirmé

aux pouvoirs publics sa volonté d'assurer, jusqu'à l'aboutissement des négociations en cours, les besoins immédiats de trésorerie, étant entendu

que les banques doivent poursuivre leurs concours et leurs financements

Le G.I.M.M.O. a également confirmé, lors du conseil de surveillance du 29 mars, que l'objectif prioritaire de ces négociations est de ne pas dissocier la fabrication et le service après-vente. La préférence sera donc

La reprise du travail étant effective. l'as

redressement élaboré sous sa direction.

commerce de Paris.

Le Festival a terminé sa croissance, le nombre des entrées et celui des spectacles se sont stabilisés. Il s'agit maintenant d'infléchir l'orientation, sans laisser filer le public, de continuer cet exercice d'équilibre entre l'aventure musicale et le succès. Par exemple en associant pour un soir une tête d'affiche à une première partie inédite : le chanteur de rythm'n'blues américain Dino Lee à Véronique Sanson ou Bernard Lubat à Renaud.

Côté aventure, Daniel Colling estime que l'absence de manifestations off-festival prouve que le Printemps occupe tout l'espace musical, jusque dans ses marges et que « le off est déjà dans le in ».

Quant au succès public l'objectif est maintenant de le maintenir à son niveau en espérant qu'il se répartira plus également entre les divers spectacles. La billetterie représente la moitié des 25 millions de francs du budget du Printemps, le reste se répartissant à parts égales entre les subventions (des ministères de la

culture et de la jeunesse et des sports, des collectivités locales et des organisations professionnelles des métiers de la musique) et les spon-

Issu à ses débuts de la vie associative, la manifestation est aujourd'hui cenvre de la SARL Printemps de Bourges, directeur Daniel Colling. Un directeur qui se félicite de l'indépendance artistique que cette structure garantit. Et la municipalité d'union de la gauche de Bourges, dirigée depuis 1977 par le communiste Jacques Rimbault, subventionne largement cette entreprise privée (qui emploie 700 personnes pendant sa durée) lui accordant million de francs au titre des affaires culturelles et un autre à celui de la promotion et de la com-

Car le Printempe a définitivement supplanté la cathédrale Saint-Etienne comme enseigne de la pré-

anx « déconvertes » exercent d'ail-

leurs une autre profession : venus

l'année dernière, Jean Mouches

exerçait le métier d'enseignant dans les Landes et Dominique Prével était conducteur d'autobus à Bourg-

Pour suivre les chanteurs et les

groupes ainsi découverts, les promo-teurs du Printemps ont créé une

agence qui organise des petites tour-nées de rock et de chanson. Un ser-

vice après-vente, en somme, qui a bénéficié, après le douzième festi-

val, au groupe de rythm and blues

Zita a donné quatre-vingt concerts dans de perites salles de cent places et il a aussi participé à des festivals (Nyon, Aix-les-Bains). En se produisant régulièrement, le groupe a acquis une bonne cohésion musicale.

Il a besoin à présent de trouver un

producteur et d'emegistrer un dis-que. Sinon, le coup de pouce de Bourges n'aurs eu pour effet que

CLAUDE FLÉOUTER.

D'avril 1988 à mars 1989, Emma

THOMAS SOTINEL

La scène des découvertes

Les promoteurs du festival ont mis en place les antennes régionales pour promouvoir

le nouveau Jonasz ou le nouveau Goldman.

Pour découvrir une nouvelle génération d'artistes, les promoteurs du Printemps ont mis en place trente-deux antennes régionales chargées d'un travail de détection et de sélec-

Deux mille trois cent cinquante cassettes de chanteurs et de groupes, tous inconnus (moyenne d'âge : vingt-deux ans ; filiation la plus pro-clamée aujourd'hui : Michel Jonasz, Alain Souchon et Jean-Jacques Goldman) ont été écoutées. Chaque antenne a fait ensuite une présélection, puis une audition devant un

public et un jury. Dans ce jeu de passion et de rigueur, trois cent cinquante chan-teurs et groupes ont été présélec-tionnés et soixante-six ont été définitivement choisis quatre mois avant le Printemps. Chaque antenne s'est alors efforcée d'organiser dans sa région une dizaine de concerts, afin

expérience de scêne. L'affaire Louis Trio, Jacques Haurogné, Sandoval ont été ainsi les précédentes révélations d'un festival qui consacre un budget de deux millions et demi aux premiers pas sur la « scène des découvertes » de jeunes épris de rythmes, de musiques et de chansons. Et qui viennent à Bourges en ressentant fortement aussi qu'une aventure dans la chanson ou le rock est de plus en plus difficile à mener. Certains chanteurs qui se présentent

• PRÉCISION. - Une confusion entre francs français et livres britanniques a été commise dans l'article « Une année difficile pour le groupe Seatchi » (le Monde du 31 mars). M. Didier Colmet-Dasge, PDG de Saatchi et Saatchi Advertising France, précisait que « en 1989, Saatchi doit réaliser 100 millions de livres de profit (plus de 1 milliard de francs) », et non « 100 millions de francs », comme nous l'avons écrit per exteur.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cour d'Appel de Paris.
Par arrêt de la 9 Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 28 avril 1988,
M. François LE GOAZIOU, né le 21-M. François LE O'O'AZIOO, he le 21-09-1930, à Paris (13°), demeurant à Paris (16°), 84, avenue Mozart, a été condamné à 8 mois d'emprisonnement avec SURSIS et 60 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE et OMIS-SION DE PASSATION D'ÉCRI-TUBLES

TURES. La Cour a en outre ordonné, aux frais Le Cour e en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt par extrait, dans le Journal officiel, le Monde et le Figuro; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de Paris (16°) et sur la porte extérieure de l'immeuble, 63, avenue Victon-Hugo à Neuilly-sur-Seine, dans les conditions fixées par l'art. 1741 du Code Général des Impôts, où M. LE GOAZIOU exterce son activité.

RECTIFICATIF: Par ordo de référé du 27 février 1989 rendue par · la présente publication annule et rem

place celle, erronée, effectuée les 10 et 17 février 1989 ».

A dit que M. LE GOAZIOU sera excuéré, tant des frais correspondants aux publications et affichages erronés que des frais afférents aux publications rectificatives à intervenir. Pour extrait conforme délivré à M. le

Communication

La grève des artistes-interprètes

Quand les comédiens changent d'employeurs

des artistes-interprètes a donné lies, vendredi 31 mars, à une jouruée quasi ininterrompue de négociations. Avec les chaînes d'abord, puis avec l'Union syndicale des producteurs de pro-grammes audiovisuels (USPA). Cette dernière a proposé la création d'une commission chargée de disenter du volume horaire annuel de commandes des chaînes, du nombre de journées de travail et du montant de la masse salariale réservés aux comédiens. Les artistesinterprètes devraient se prononcer, des dimanche, sur cette proposition qui impliquerait la suspension de la grève jusqu'au

· Télévision, cinêma, théâtre, on la fait tous, ou on ne la fait pas l... Gérard Rinaldi, le populaire héros du seuilleton de TF1 Marc et ile, n'en démord pas : la grève doit être générale ou ne pas être! Son « maximalisme » désarçonne un instant la dizaine de piquets de grève venus tôt le matin an Studio de France, à La Plaine-Saint-Denis, convaincre les comédiens de cesser le tournage de cette production de Télé-linages. « Arrêter tout? C'est affamer notre profession qui n'a pas besoin de cela », risque timidement l'actrice Nadine Alari. « Comment les gens de théâtre pourraient-ils exercer la moindre pression sur des chaînes décidées à ne respecter ni leurs engagements ni leurz quotas? », rétorque, plus assuré, un autre comédieu.

 D'accord pour le constat l, s'exclame, cette fois, Rinaldi Mais le CSA ne bouge pas et les ministres sables se tiennent cois. Alors, si le mot d'ordre n'est pas général, pourquoi pénaliserai-je Télé-Images qui m'emploie? » Son directeur des productions, Gilles Delcoze, n'évalue-t-il pas à 200 000 ou 300 000 francs les pertes par jour de grève ?

D'un tournage à l'autre, discussions et arguments sont les mêmes. Avec des résultats parfois opposés. Ici, Evelyne Bouix et Deiphine Scyrig cessent de tourner la Saison des feuilles. Là, ce sont Annie Girardot

La deuxième journée de grève et Gérard Klein qui font s'arrêter la manivelle des Moissons de la vie.

mem

· 560

Section 1997

" 34. W.

....

THE PARTY OF THE P

No. of

73 (E a gr

14.4

And the state of t

Mais les piquets de grève — qui n'emploient jamais la contrainte n'ont réussi, pour l'instant, qu'à perturber des tournages aussi importants que En cas de bonheur (260 épisodes réalisés par la SFP pour TF 1) ou la Révolution française, produit par Ariane Films... Ce conflit est une nouvelle fois exem-plaire de la difficulté pour l'ensemble des professionnels à trouver leurs marques dans un audiovisuel cham-

Les organisations syndicales reprochent essentiellement à TF 1, à A 2 et à FR 3, de n'avoir fourni aux comédiens français que 36 000 journées de travail l'an dernier, au lieu des 44 000 dûment garanties (le Monde du 9 mars).

de calcul

Les chaînes out beau plaider ... l'erreur de calcul, arguer de l'aug-mentation de 10 % du volume des heures commandées et d'une crois-sance de 40 % de la masse salariale distribuée, les syndicats font la sourde oreille et rejettent les 2,5 millions de francs qui ont été proposés en compensation. Une offre jugée « ridicule et méprisante à la fois (ce n'est même pas le prix d'une fiction). Syndicats et grévistes, qui voient dans ces quotas de journees de travail des comédiens un gage de qualité et un rempart contre la compression des temps de tournage, exigent un réel dédommagement et de nouveaux engagements pour 1989 et

Mais les chaînes hésitent. Ce paramètre est devenu trop difficile à maîtriser. Toute la politique gouvernementale depuis 1985 consiste à restreindre leurs rôles dans la production et à favoriser l'émergence d'indépendants nouveaux intermédiaires jugés indispensable pour l'essor de la création française.

« Comment peut-on encore nous demander de garantir un nombre de journées de travail annuel, alors que l'on nous livre des séries cles en main? dit-on dans les chaînes. Avec l'essor de la production indépen-dante, les artistes-interprètes ont changé d'employeurs. -

PIERRE-ANGEL GAY.



Iyonnaise deseaux

Emission de 230 000 obligations a bous de souscripjuor d'actions de avec familie de rachai des bous d

Prix d'émission: F 6200 pour une obligation avec quatre bons de souscription

CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS

Prix d'emission

8 बाड Amortissement Au pair, in fine, soit le 17 avril 1997 Intérêt

7.60 % soit F 380 par titre, payable annuellement et pour la première

fois le 17 avril 1990 Date de jouissance

Cote Officielle (Bourse de Paris) ; Bourse de Luxembourg Cotation

Le pair, soit F 5.000

CARACTÉRISTIQUES DES BONS

Prix d'émission F 1.200 pour 4 hons, soit F 300 par hon Panité

4 hons de souscription par obligation, donnant chacun le droit de souscrire à une action

Du 1 Mai 1989 au 30 avril 1994 inclus Période d'exercice F 1.700 libérables à hauteur de F 1.400 en espèces et F 300 par remise Prix de souscription de l'action

d'un bon de souscription 1er Janvier de l'année de souscription jouissance de l'action

Cote Officielle (Bourse de Paris) : Bourse de Luxembourg Cotation Faculté de rachat au gré Au prix de F 300 par hon, du 1" Mai 1994 au 31 Juillet 1994 inclus.

des porteurs en cas de non exercice des boos Du 20 Mars au 03 Avril 1989 inclus, à raison d'une obligation avec bons Délai de priorité

de souscription pour 25 actions anciennes possèdées. Souscriptions à titre réductible admises.

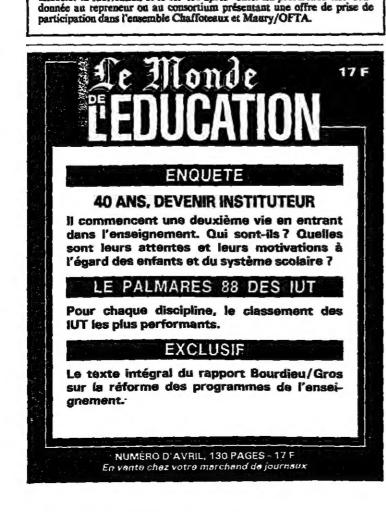
A partir du 0-t Avril 1989

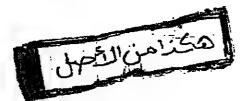
Une note d'information qui a recu le Visa COB N° 89-89 en date du 15 Mars 1989 est mise gracieusement à la dispusition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 20 Mars 1989

LYONXAISE DES EALX, 52, rue de Lisbonne 75008 PARIS, Tél.: (1) 40.75.72.94

Souscription du public

Actionnaires de la Lyonnaise des Eaux, vous avez priorité pour souscrire du 20 mars au 03 avril inclus The second secon





Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

A NICHT IN HAVANA. Film américain de John Holland, v.a.: Action Christine, 6 (43-29-11-30); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

es Chirar

A

6 630 \$706. ·-पूर्व . च्यान्य .

A Page Sec. Same -ALTERNATION OF

87 44 Z

PRINTE ..

-

40

740

But to the second " WILL IN

HIGH HOPES. Film britamique de Mike Leigh, v.o.: Gaumont Les Halles, 1w (40-26-12-12); Seint-André-des-Arts I. 6 (43-26-48-13); Gaumont Ambassade, 3 (43-59-19-08): Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

MISSISSIPPI BURNING. Film amficain d'Alan Parker, v.o.: Forum Horizon, != (45-08-57-57): Le Saint-Germain-dez-Prés, Salle G. de Beauregard. 6* (42-22-87-23): UGC Danton, 6* (42-23-10-30): UGC Rotonde, 6* (42-74-10-30): UGC Rotonde, 6* (43-74-94-94): Pathé Marignasa-Concorde, 8* (43-59-92-82): UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40): 14 Juillet Bastille, 11* (45-75-79-79): UGC Maillot, 17* (47-48-06-06): v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93): Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31): Les Nation, 12* (43-43-04-67): UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59): Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74): Mistral, 14* (45-39-52-43): Pathé Mourparnasse, 14* (45-74-4 MISSISSIPPI BURNING. Film am6-

93-40); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

OPPRESSIONS. Film français de Jean Cauchy: Utopla Champoliton, 5 (43-26-84-65).

5 (43-26-84-65).

TEQUITA SUNRISE. Film américam de Robert Towne, v.o.: Foram Arc-en-Ciel, le. (42-97-53-74); 14 luillet Odéon, é (43-25-59-83).
George V, 8 (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Sept Parnassens, 14 (43-29-32-20); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bassille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13 (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

UN TOUR DE MANÈGE, Film francais de Pierre Pradicas; Gammont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Pathé Hautefentille, 6° (46-33-79-38); Gammont Ambassade, 8° (43-25-19-08); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Les Montparnes, 14° (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

Louisiana Story, v.f.), de Robert Fla-berty, 15 h; Lady Macbeth sibérienne (1962, v.o. s.f.), d'Andræj Wajda, 17 h; Hommago à Kinnyo Tanaka; Une femme dont on parle (1954, v.o. s.f.), de Kenji Mizoguchi, 19 h; Hommago à Edward R. Presaman, producteur: la Balade sanvage (1973, v.o. s.f.), de Terence Malick, 21 h.

DIMANCHE DIMANCHE
Chèque an porteur (1941), de Jean
Boyer, 15 h; Meurtre par décret (1978,
v.o. s.l.f.), de Bob Clark, 17 h; Hommage à
Kmuyo Tanaka (v.o.); Au gré du courant
(1956), v.o. s.t. anglais), de Mikio Naruse,
19 h 15; hommago à Edward R. Pressman,
producteur; le Bateau (1981, v.o., s.l.f.),
de Weifgang Peterson, 21 h 30.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Rimini et le cinéma : les Feux du music-hall (1951, v.o. atf.), d'Alberto Lattunda et Federico Fellini, 14 h 30; les Clowns (1970, v.o. atf.), de Federico Fellini, 17 h 30; Ginger et Fred (1985, v.o. atf.), de Federico Fellini, 20 h 30. DIMANCHE

Rimini et le chéma: Blow an (1967, v.a. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, '14 h 30; Fellini Roms (1972, v.a. s.t.), de Tederico Fellini, 17 h 30; Voyaga à Cythère (1984, v.a. s.t.), de Ibio Angelepoulos, 20 h 30.

VIDÉOTHÉQUE DE PARIS

(40-26-34-30)

SAMEN

L'Afrique à Paris : Actualités anciennes :
Actualités Gaumons, 12 h 30-; Un-Africain.
à Paris : Une vin dans Paris (1973) de
Mamadou Koné, Petit à petit (1970) de
Jean Rouch, 14 h 30; Gmerre d'Algènie, la
Quille (1963) de Jean Herman, Liberty
Belle (1963) de Pancal Kané, 16 h 30;
Mirages : Métre Couronnes (1980) de Paris (1979) de Thomas (1980) de Prançois Pein, Ali an pays des mirages (1980) d'Ahmed Rachedi, 12 à 30; Un village africain à Paris ; Un village africain à Paris ; Un village africain à Paris (1979) de Mamadou Koné, Black Mic Mac (1986) de Thomas Gilou, 20 h 30.

DIMANCHE L'Afrique à Paris : Afrique sur Seine :
Gala (1962) de Jean-Daniel Poliet, Petit à
petit (1970) de Jean-Rouch, 14 h 30 ; Couple mixte : Paris-Oriy-Paris (1987) de
Annie Miller, Exolie aut dents (1971) de
Derri Berkani, 16 h 30 ; Adolescence : les
Algériens de Paris (1966) de Françuis
Ribadeau et Guy Demoy, la Vago (1983)
de A. Djabri, Alger la blanche (1985) de
Cyril Collard, 18 h 30 ; Goutte d'or : Basés
annonce : les Ambassadeurs (1975) de
Naccur Ktari, Un samedi à la Goutte d'or
(1977) de Y. Lammet, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

LUNDI 3 AVRIL "Visite de la salle gothique sous l'hôtel de Beanvais", 14 h 45, 15 h 15 et 16 h 15 (sauf dim.), 68, rue François Miron (Sauvegarde du Paris histori-

«Le quartier Faisanderie-Dauphine avec la visite du Musée de la contrefa-con », 14 h 30, mêtro Pompe (V. de Langlade). «L'arsenal de Sully et les apparte-ments », 14 h 30, mêtro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (F. Romann).

Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (M_p. C. Lasnier). "Passages et vieux village de Belle-ville », 14 h 30, angle de la rue de Belle-ville et de la rue Piat (Flâneries).

Promenade révolutionnaire au Palais-Royal», 14 h 30, métro Pyramides (C.-A. Messer).

« Inauguration et ouverture du cimetière des chieus », 14 h 45, métro Mairie-de-Clichy (M. Banassat).

"L'Opéra », 15 heures, en hant des marches (Tourisme culturel). Le fournil du boulanger Pollane et le quartier du Cherche-Midi », 15 heures, 2, rue du Cherche-Midi (M. Hager).

(M. Hager).

"Hôtels et curiosités du Marais, la place des Vosges, l'évolution du quartier», 15 heures, mêtro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

"La Salpëtrière», 15 heures, emrée, 47 boulevard de l'Hôpital (Paris et son histories).

histoire). l'Europe », 16 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (P-Y, Jaslet).

- La Révolution française et

Mounnents historiques .

Le cimetière Montparnasse et ses célébrités », 15 heures, entrée princi-pale, boulevard Egdar-Quinct. « Le parc Georges-Brassens, des abat-toirs aux aménagements contempo-rains », 15 heures, angle de la rue des Morillons et de la rue Brancion.

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., vo.): Accatone, 5 (46-33-86-86) 22 h.

ANGEL HEART (*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h 15. L'ANNÉE DU SOLETL CALME (Pol-A.-All., v.o.): Accetone, 5* (46-33-86-86) 17 h.

BACH ET BOTTINE (Can.) : Cosmos, 6º (45-44-28-80) 14 h, 16 h MRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 16 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.): Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) 15 h. BLOW UP (Brit., v.o.): Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) 21 h 15. CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.): Cinoches, 6º (46-33-10-82)·13 b 40. LES DAMNÉS (*) (It.A., v.a.): Acce-tone, 5' (46-33-86-86) 19 h 20. LE DERNIER COMBAT (Fr.): Studio

Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h.

LE DERNHER NABAB (A., v.o.): Studio des Unsulines, 5 (43-26-19-09) 20 h 15. LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.o.) : Studio des Unulines, 5-(43-26-19-09) 18-b.

(43-26-19-09) 18-h.
DODE'S CADEN (Jap., v.o.): Saint-Lambert, 13- (45-32-91-68) 18-h 45.
DON GROVANNI (Fz-lz, v.o.): Républic Chémes, 11- (48-05-51-33) 17-h 10.
DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Dedicat, 14- (43-21-41-01) 22-h.
EMBRASSE-MOH. (Fz.): Les Trois Luxembourg, 6- (46-31-97-17) 12-h. L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jan., km); Républic Gnémes, 11° (48-05-51-53) 22 a.

LES ENCHAINES (A., v.o.): Saint-Lambert, 13 (45-32-91-68) 21 h. IES ENFANTS DU PARADIS (Fr.):
Randigh, 16 (428864-44) 15 h 30.
L'ETAT DES CHOSES (All., VA.): Conf. bourg, 3° (42-71-52-36) 11 h 40.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPPS (Bel.): Saint-Lambert, 15" (45-32-91-68) 13 k 45; TEP, 20" (43-64-80-80) 14 h 16 h 91-06) 15 n 45; 12P, 2P (43-04-80-80)
14 h, 16 h.

GENTRUD (Dan., v.o.): Les Trois Bal22c, & (45-61-10-60) 14 h, 16 h 30, 19 h,
21 h 30.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h 30. HIGHLANDER (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 18 h 30.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 30. L'HISTORY SANS FIN (All., v.a.): Studio des Unsulines, 5º (43-26-19-09) 14 h.

HISTORRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.a.): Utopia Champol-tion, 5º (43-26-84-65) 22 h. LES JOYEUX PIRATES DE L'ILE AU TRÉSOR (Jap., v.f.): Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68) 15 h 30.

LEGEND (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 13 h 30.

LUCKY DAISY TOWN (Bel.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit: 21 h, dim. 15 h. METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15" (45-54-46-85) 22 h 30. METROPOLIS (Ail., v.o.): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33) 20 h 20. MEURTRÉ DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.); Ciné Bean-bourg, 3º (42-71-52-36) 11 h 35. MIDNIGHT (A., v.o.): Le Berry Zebre, 11st (43-57-51-55) 16 h 30, 21 h.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h 15. MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.): Ciné Benubourg, 3º (42-71-52-36) 0 h 20; Grand Pavois, 15º (45-54-46-85) 20 h 40.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36) 0 h 10 ; Grand Pavois, 15º (45-54-46-85) 19 h.

MOONWALKER. (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 30. MORT A VENISE (lt., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 16 h 30. LA MOUCHE (*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 0 h 10.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., va.): Ciné Bourbourg, 3 (42-71-52-36)

NEW YORK MIAMI (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 20 h 10, PINK FLOYD THE WALL (Brit-A., v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 12 b, 0 h 20.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.): Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h 40. LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU BOI DRAGON (Chin., v.f.): Studio 43, 9- (47-70-63-40) 14 h, 15 h 30, 17 h.

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-HIT? (A. v.f.): Républic Cinémas, 11s (48-05-51-33) 15 h 20; Denfert, 14s (43-21-41-01) 15 h 20.

Samedi I= — Dimanche 2 avril

ROLLING STONES (A., v.o.): Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) 12 h. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOMÉ (**) (It., v.o.); Ciné Bean-bourg, 3° (42-71-52-36) 0 h 10. SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.): Ciné Beanbourg, 3-(42-71-52-36) 11 h 30.

SCARFACE (A., v.A.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45. LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 45.

IE SHENCE DE LA MER (Fr.): Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 12 h. LA SOULE (Fr.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

SUR LES QUAIS (A, v.o.); Ciné Besubourg, 3º (42-71-52-36) 11 h 10.

LA TABLE TOURNANTE (Fr.); Denfert, 14º (43-21-41-01) 17 h 10.

TEX AVERY CARTOONS N 3 (A, v.o.); Club Gaumont (Publicis Maxignon), 8º (43-59-31-97) 14 h 15, 16 h 15, 20 h.

(45-54-46-85) 17 h.

(45-54-46-85) 17 h.

(45-54-46-85) 16 h 45.

TEON (A, v.o.); Grand Pavois, 15º (45-54-685) 16 h 45.

ZELEG (A, v.o.); Accatone, 5º (16-11-36-86) 13 h 30.

TEX AVERY ET COMPAGNIE (A., v.a.) : Le Borry Zèbre, 11^s (43-57-51-55) 15 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5* (43-54-72-71) 22 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 b.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 b 45.

TITI SUPERSTAR (A., v.f.): Républic Cinémas, 11º (48-05-51-33) 14 h; Den-fert, 14º (43-21-41-01) 14 h. TOP GUN (A., v.o.): Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 17 h.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A PABLO PICASSO, Manus Thea-tre (42-71-30-20), sam. 20 h 30; dim, 16 h 30. LE FRIGO, Hôtel des Nations (43-26-

45-24) sam, 20 h 30 ; dim. 16 h.

LA BUTTE ET L'ABBESSE (89, TU VERRAS MONTMARTRE), Musée de cire, Historial de Mont-martre (46-06-78-92), sam, dim. 17 h 20 es 18 h 20. 17 h 30 et 19 h 30.

ARÊNES DE LUTÈCE (42-66-34-84). Aladin's palace aux 1.000 miroirs : 15 h et 20 h 30, mer., dim. 15 h. ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Triomphe de la jalousie : 20 h 30,

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV: 21 b, dim. 15 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS FOUVET (47-42-67-27). Saile C. Bérard. Callas: 20 h 30. Saile Louis Jouwet. Les Amants magnifi-cusez - 20 h 30.

ques: 20 h 30. AU COUVENT DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h, dim, 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Tima Andronicus (speciacle en langus anglaise): 17 h. SUBJANCE : 17 L.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-24). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE
L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis
que dont le chat : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30. ARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des sommentens : 20 h 30, dim. 16 L.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'IN-DUSTRIE (40-05-70-70): Les Savants et la Révolution : 15 h 30. CTRESHYBERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-39-38-69). Grand Théatra.
La Fausse Suivante on la Fourbe puni: 20 h 30. La Galerie. Zaire ou le Fanastiana religieux: 20 h 30. La Reserre.
La Chovelure: 20 h 30.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Brassons, Brei : 20 h 30, din.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
Britannicus: 20 h 30. Dim. La Capatta: 14 h. La Folis Journée en le Mariage de Figuro: 20 h 30.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-

42-57-49). Un mois à la campagne : 16 h et 20 h 30, dim. 15 h. ELDORADO (43-68-32-26). Rêve de Vienne : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30.

GALERIE 35-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30.

ning Room: 20 h 30.
GUICHET MONTPARNASSE (43-2788-61). Corps & corn: 18 h 45. Dieu
aboiest-17: 20 h 30. Jangleries ou Histoire du tigre et autret histoire: 22 h 15.
GYMNASSE MARUS-EELL (42-4679-79). L'Ex-femme de ma vie: 20 h 30.
HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24).
La Frien: 20 h 30. dim. 16 h. LE Frigo: 20 h 30, dim. 16 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrica chanve: 19 h 30. La Loçon:
20 h 30. Les Mystères de la Révolution:
21 h 30.

acit dit : 21 h, dim. 15 h.

LICERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Thélètre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.

Le Jardin d'Al Mustafa le prophète :
20 h. Quant au diable, n'en parions pas :
21 h 30. Thélètre ronge. L'Aquarium :
18 h 45. Contes érotiques arabes du
XIVe siècle : 20 h. Après la pluie, le beau
tenus : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09), La Feire d'empoigne: 18 h et 21 h, dim, 13 h 30, MARAES (42-78-03-53). Une vie boulever-sée: 14 h 30. L'Avare: 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). La Re-vizor : 18 h 30. Les Héroides : 20 h 30. Lettres de la marquise de M. au comte de R : 22 h.

MARIGNY (45-08-85-97). Starmania : 21 h, dim. 16 h.

MARIGNY (PETTI) (42-25-20-74). La
Fune cachée d'Orion : 21 h. MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 16 h et 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Pour l'amour de Marie Salat : 19 h. MOGADOR (48-78-75-00). D'Arpagnan 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92). La Butte et l'Abbesse (89, tu verras Montmartre) : 17 h 30 et 19 h 30, dim. 17 h 30 et 19 h 30. ODÉON (43-25-70-32). La Monette 20 h 30, dim. 15 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne mis pes Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). Je me souviens : 20 h 30, dim. 15 h.

PALAES DES CONGRÉS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, mer. 15 h, dim. 14 h 30 et 18 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Holiday on Ice: le Tour de monde en 80 jours: 14 h 15, 17 h 30 et 21 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), Nina et les comédiens ambulants : 21 h, dim, 17 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Selle L Journal d'une petins fille : 18 h et 21 h. Selle II. Ossia : 21 h, dim.

RANKLAGH (42-88-64-44). L'Effet des rayons gamma sur les marguerites ; 21 h, dim. 17 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). A Pablo Piccasso: 20 h 30, dim. 16 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-TAC STUDIO (43-73-74-47). Dim. La Vérité sur l'amour beroque : 16 h. THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-

56-64-37). Ninz c'est autre chose Théi-tre en appartement : 20 h 30. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30),
Cats, d'après Oid Possum's Book of paretical Cats : 15 h et 20 h 30, dim. 17 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-47-13-09). Vive la Révolution spectacle précédé de la vila Révolution spectacle préci aite du musée : 20 h et 22 h.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Lorenzaccio: 20 h. cim. 15 h. M.LT.. Le Fou de Ma-deleine: 21 h. Petite salle. A la smit, la susit en alternance: 20 h 30, dim. 15 h.

Centre Georges Pompidou Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.Lj. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim.

EPIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Cci.Entrée libre. Jusqu'an 17 avril. FORUM DE LA RÉVOLUTION. Forum et grand foyer. Jusqu'an 4 aeptem-

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une ageex courte unité de temps, Situationsistes 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

Musée d'Orsay

I, rus da Bellechause (40-49-48-14). Mer., ven., som., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le tund.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALIARME, DERISSY, NUIVERY, Exposition-donsier. Entrée : 23 F (billet d'accès àu musée). Jusqu'au 22 mai. DESSINS DE PONT-AVEN. Entrée : 23 F (billet d'accès an musée). Jusqu'an 21 mai.

expositions Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Présidens-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. ALAN CRARLTON, JAMES COLE. MAN, RICHARD DEACON, Entrée : 15 F. Jusqu'an 21 mai.

Grand Palais Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J., af mar. de 10 h à 20 h. Ferme-ture des causes tons les jours à 19 h. mer. à 21 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Enerée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE 1789 - 1799. XXº exposition du Couseil de l'Europe. Geleries nationales (42-89-54-10). T.Lj. sf mar, de 10 h à 20 h. Nocimme mer, jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'an 26 juin.

L'ART ET LA VIE A MADAGAS-CAR. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.I.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de

13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'un

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.Lj. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée ; 20 F. Jusqu'an 21 mai.

COSTUMES HISTORIQUES RUSSES 1709 - 1914. De la collection da musée de l'Ermitage de Leningrad. Musée Jacquemart-André, 158, bd. Haussmann (45-62-39-94), T.L.j. af hm. 1 mai de 12 h à 18 h 30. Entrée; 35 F. Jusqu'au 31 mai.

RICHARD MORRES HUNT, ARCHI-TECTE (1827-1895). La tradition fran-caise en Amérique. Caisse nationale des monuments historiques, bôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.I.J. de 10 h à 18 h. Entrée; 22 F. Jusqu'an 15 mai. MODES ET RÉVOLUTIONS, L'évo-lation de la mode et du costume de 1780 à 1989, Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1-de-Sorbie (47-20-85-23). T.I.j. af lan. de 10 h 17 h 40. Emrée; 25 F. Jusqu'au 7 mai.

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 37, rue Vieille-du-Temple. (42-77-11-30). T.l.]. sf lun, de 12 h à 18 h. Entrée: 12 f (dim. 8 f). Jusqu'au 30 avril. CLAUDE PERRAULT (1613-1688)
OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSIQUE Caisse nationale des monuments historiques, bôtel de Sully, 62, rue SaintAntoine (42-74-22-22), T.J.; sf jours fériés
de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au

LE RIRE EST UNE ARME. La caricatter française et la Révolution 1789 -1799. Bibliothèque Nationale, galerie Man-sart, 58, rue du Richelien (47-03-81-26). T-1], de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'an

VISIONS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sportifs et sup-porters, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée ; 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

Centres culturels

AMSTERDAM 'ART. Gerrit Ti-Rietveld (1888 - 1964) quand je m'asseoks. Institut acerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.Lj. af lun. de 13 h à 19 h.

BOXES ET FOLIOS. Ecole spéciale d'architecture, 254, bd Raspail (43-22-83-70). T.L.j. sf. sam. et dim. de 12 h à 18 h.

GASTON CHAISSAC. Fondation
Mona Biamarck, 34, av. de New York (4723-38-88). This is dim. do 10 h à 19 h.

purque au 0 mai.

HERGÉ DESSINATEUR. Bibliothè-que Forney, bôtel de Sens, I, rue du Fignier (42-78-14-60). T.i.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'an 7 mai.

Tmai.

CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande gaierie (40-26-87-12). T.I.i. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

MUNICH 1937 : L'ART DIFFAMÉ.

L'ART ACCLAMÉ. Gorthe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.I.i. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Fermé du I au 9 avril. Colloque jeu. 13 avril de 10 h à 13 h et de 13 h à 18 h. Esprée libre, Jusqu'au 17 mai.

DENNIS OPPENIFICA L'avrage.

17 mai.

DENNIS OPPENHEIM. L'œuvre récente. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'an 29 avril. LES PASSAGES COUVERTS, Mairie

du les arrondissement, 4, place du Louvre. T.J. de 11 h 30 à 18 h. Visites-conférences les jeudis et samedis à 15 h.Entrée libre. Du 3 avril au 16 mai. MAN RAY. 360° de liberté. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (45-01-20-10). T.I.J. de II h à 18 h.

nocturne le jeu jusqu'à 21 h. Entrée : 15 F. entrée du parce : 5 F. Du 31 mars au 5 juin.





SAINT BUVEUR

ERMANNO OLMI

RUTGER HAUER

ANTHONY QUAYLE SANDRINE DUMAS

JOSEPH ROTH

En collaboration avec les revues NOTIM - NOTINFO - MAISONS DE FRANCE

Pour une meilleure utilisation, nos annonces sont classées par grandes régions. Le numéro mentionné devant la rubrique indique le département concerné. 28 IMAISONS A VENDRE



MEU et WEBER 44.40,02.93



Mos BRAULT, DEDIEU et WEBER 44,40,02.93 LE PLESSIS BRION-Proche COMPIEGNE - Belle



NORMANDIE 14 APPT. A VENDRE

CABOURG-Bel apparture use as in port, 8942 em., sel, 600,000°F, lee BOUK 17.55,28.11 27 MAISONS A VENDRE

MA REAL-CACHELEUX Simone 12.56.80.54 LA TREATE DE TOUVERVALLE-Balle propriété en 1,26 M2 de terrais PIOC dompt ; custons, con repais, sépar-poion éésé2, WC ; écage ; 3 chembres, EDB, ĝarego, covo. L-CACHELEUX (lianene 32,56.80.56

sepost (chemente), chambre, i 3 chambres Appents, celler, ELEUX Simone 32,56,80.86





61 - MAISONS A VENDRE

AUTHES COMMUNES-PERCHE - 1H 30 Sorbe Clust de Parts - Mason ancentre de 7 péces est 2 révesus. Contrt. Dépardamens. Gasage Sette. Jac-dins arborés et poissons 3000MZ, 750,000F. Me LEBEAUT 33.25.54.11 76 MAISONS A VENDRE

CATEMAY-Très belle propriété non 3369M2 gd plan d'eu compr. entres nère-cust, cab. loi, bureau dale-salon en étage 3 chambres, 2 SOS Sous-col. No LEFORT 35.34.31.54

SOB, WC. PROPERTY SECTION LA PEULLIE-Nomen brouse occur andorses en bor-dure de la brit de Lyons, compr. cusone, sales, 2 chambres, 508, WC, busndeme,celler, Très bass granter, Tes an HASSA Gde étable. Me LEPORT 35.34.31.54

TANCARVILE LE HAUT-lèmen de maire et bi-ques, su 3 niveaux, 11 prices pries. Gel series Tra-veux de sinovator. 500 600F - à se d'acquisten et droits d'enspérannent 72.000F Bles LECUYER et BIEDEROIE 33.28.48.65 TWOUVILLE ALLICUIERVELLE Propriée norm en colombates, 5 péces grées + grener Ti co. Terrain 3450L2, 445,000 + Bao d'acquieire drots d'errepartement 5 + 800 + Bao d'acquieire drots d'errepartement 5 + 800 + Bao Bacquieire VZEUX MANORI-Cheumère nozamble compr. ene, cab toll, solle, solon av. chem, WC, garag mass, 1 a étage : 2 crembres, SDB, 558,000

BRETAGNE PEL APRI A VENDRE

MAISONS A VENDRE

FONDS DE COM.



Me JACUEN Josep Herve \$5.78,42,14



idage , loggia, chambre, grener, Appent & Families. Jaron 1351 k2, 702 (00)F. Mas OMERE, DORYAL, DANIEL OU 98.87.01.86

FONDS DE COM.

JACUEN Jeen-Hervé 99,78,42,14

DIVERS LE PERTRÉ-25ums LAVAL - Pan d'esu d'en 1500M2 sur terrain de 2900M2 plantes. Bunga Bonne asposition. Eau. Libre 112,000F. Mais FERRU et JOUESE 43,53,11,76

VAL DE LOIRE MERY SURCHER-IOms Warzen Beterneounis-carrie sur 1HA correr, capur, 4 chambres, bureau, Paone 1,000 (2007). Man PATRY Claude et FROGER Didler 48.75.06.40 VIONOUX SUR BARANGEON Modern removée compr: sejou, chambre, bureau, culemé au FDC . 3 chambres, gravier à l'étaige Jachain 1900M2. 600 200F Man PATRY Claude et FROGER Didier 48,75,06,40

APPT. A VENDRE

Votre notoire est branché sur Minitel! Il vous informe, répond à vos questions. et vous guide dans vos choix immobiliers.

36.15 Code N.S.

Notariat Services

No GALLIEN 37.52.06.14



28 TERRAINS A BATIR

CLIZION-Beess parafforn auf grous-act germinant le lec Chambon, conspr.; yel ekjour SONC, 3 chambres. Ter-nan au. yeln autres 3500NZ TBE. Ness HOCQUET, GURLLOT et MAURYSA 24.06.02

PROX. ARGENTON SUB CREUSE-Malacel de co-tractée à restaurer parisétement, compt. ; entrée, 4 péces, pai, d'eau, WC, 6 d'embres à l'étage. l'en-mandouxez, Proche névies, 505 000F. Mos RARBIER et CAMET SAAT.OU.FI More BARBIER of CAUSE DESCRIPTION OF AUTRES COMMERCES SHEEP propriet of diswaps, 133-14 d'un vous terrant, proine bord de movier, terras de autre d'un vous terrant, proine bord de movier, terras de autre 2 compt de movier de compt de la compt de

37 # MAISONS A VENDRE BEALMONT VILLAGE-Bees pavilion schot, re-sonie, periantètal, ed sous-sol. FIOC: custina, gel se-pus-selon (chem), 3 chambres, SDB, WC. Tarrasso. Cour, sarin popant ruiseaus. Sur 20042. 500 000F. Me BRUNEAU Jacques 47.59.50.05 BOSSAY SUR CLAISE-Ancien cheir, interbess bis en planes. Caves (ROBINZ au 107), dependances. Ahn de terra AC de 13hs de bors. Care. à collectival; rectaurait, disconfideps, masson de repos. 558,000F. Mr. NEEL Jacques 47,42,49,13

6000F. In 7000 Philipps 47.94,57.57 CHAMSOUNG "Marroy" (Sons nord Loches) - Mis-son ésbarré const. sur 1500M2 : entrée, gel salon-sel, à stenger, culante, à Chambres, bains, WC ; étage p-bons marrantées, 400 (AVE instrument, likes grans, RAGOT et FRAPPAT 47 SSUE.05)

rénoise av entre, casne, sel. à 1 SOS, 4 chembres, WC, buandete, d Testan 1700M2, 600,000F, Me DELAGE Roger 47-SE-10,06 sajour, criemen, ambringeable, gde care, parking, 270,000F. Ma MRCLA Christian 47,57,86,12

strt. 2*500 0*00F. acques 47.43.49.13 LOCHES-Dominant in ville - Ville gel standing sur 600042, cumme embrague, estar-est, o memper, hu-reau, 3 drambres, i ser ésent destrute et cel de yeur. Sous-est 3 vol. Pris satélé Mes BIAIS, RAGOT et FRAPPAT 47.38.08.05 FFROY D'ASSY Philippe 47.55.BG.45

étang (5000M2), terres (33HA 699), tex 45 56CA Pels à débets Me BENOTT Jean-François 47.59.60.28 NELIT.-Akason plan-ped . Set de elgos, cusane, un d'ess. 2 chambres, veste pièce à amériago, gazan dependences. Superior : 914 art. 500 0057. Mai GEOFFROY D'ASSY Philippe 47.55.80.45 PREURLY SUR CLASSE-Superbernsson do carác-bre XVIII ent. izronite, élevés sur ense voulte. PDX hall d'entres, curs, SAM, vasis salon chem, WC ter étage 3 chambres, SDB, WC; graner existes gé. Dependerross, parèn. Le II ent. étal, il comban restauration de qualité. Besucoup de champe et car

BRIGLLAY-A 3 H de PARS, protei ANGERS (10lins), de bourg, propiété 15e et 15e av. RDC belle récopson, sel à manyer, culcina. Esspe : 5 gées chambres, 2 SDB, Jardinds 1000AZ dos. 1,500,000. SAINT ETIERNE DE CHIGNY-Muson de cirucileo. PDC et 1 étage : Spaces poins, care habitable, granya ambraceatie ev, planteurs cares, 700,005-les décorrence y ASSY Pullippe 47,65,89,45

DURTAL-Les Paines - Propriés siyle No 7 piloss, ir confort, terrain des. No BACHELOT Georges 41,76,98.11

perre, poures apparents, le 12 p dépendencés, di 1 eméragée, 850 000F. Ma GEROT Pierre-41.52.67.07

HES SUR LE LOUIS A 2 H 30 de PAF

ERE François \$1,72.51.05

OUR/ILE4188.7454

A Pélage : 4 chambrec, sal de bains. Dépendence fennio sur 1HA 25A, 1.200.000F Nos MICHAUD F. et MICULLET JA7.45.03.89

MAISONS A VENDRE

44 APPT A VENDRE LE POULLGUEN-LE PORT-STUDIO de 33M compr cusine ambragée Conlort. Terrasse Su Pargament, Libetverte, Vue sur post, 375,000F, Mee FERRIJ et JOUSSE 43,53,11,76





CHATELON SUR COLMONT-Ent. 10mms
MAYENNE - En berdure de forst - Chelet
Assentingtion récente - 1000/2 hebt. - Jane bei de
Assentingtion récente - 1000/2 hebt. - Jane bei de Mes PIGREE, ANIZON OF THICHEREAU 40.46.16.85 44 : MAISONS A VENDRE

45 APPT. A VENDRE

gome outer out hand, set to 110K2. Posside 2 come of 2 places do pasting etnes, Chaut, refor, gez, Rél. 222, 650,000°. Man HOGREL, DESTAINE & DUPLY DENIS 38,53,27,78 CHARTEAULA TREBLE-Meison CTVL seres 1000N2 de seruin sur Sked de 5 pêces priva dent la surincotable des de 77M2 Rei, 534, 540,000F, Mos MOCREL, DESTAME & DUPLY DERMIS 8,5127,78 DOUCHT-PAYTLON deaths on one, allow, 3 of color, 3 of color, 3 of color, w. Gerege, consider perdus. Terram 91 less. 350 0007.

MATTER SETT TO BE LAILLY BY VAL PAYRLON Type FG sees shed of dauge compt, FDC: shipte, cus, shipus, bureau, ve. Bage: 3 ch, ado. Terzan edizab darin. 1000m2 650 000F Nee LUBINEAU-BIGOT at GUILLONSEA4.67.20



NELIVELE AUX DOSS-CENTRE-Mission de vibr re-posée compr. : cuistre sivec coin repas de 2002, ne-jou-salon seus chiera du 202. A têtage : 5 chara-per-seus neuro de comprese de comprese de 2002, neuro de denos. Torma de 2002, dos de 2003. Ne COSSE José 88.85.60.00 NEUVILLE AUX BOIS-CENTRISEN plain controvide - Encount explanament controvinal RDC + 2 etaps. RM 645, 750,000F.
Hate HOGREL, DESTAME & DUPUY DENIES 28,53,27,78

OLIVET-LES JAPONS D'OLIVET-Géo juniciès de type PS d'améron 1308/2 prec 4008/2 et garage attenunt, Réf. 551, 870/ Men HOGREL, DESTAME & DUPUY 38.53.27.78

ORLEANS-Rue de Bernotte - Seile propééé de 1969 constitute sur 4250/82 de terran donée nombre de péce est de 8, posééant un gasqu. Rel. 653 2 500 0005*
Mee HOGAREL, DESTABLE & DUPLY DEMAS 38.527/76
SAINT HLAMIE-Sur serrain bose - Meison tout confortourspr : culture, calcundent, 3 characteres, sal de batink, Combrés sanémaignetités, Garage. Terrain de 2576/62, 673 0007.



49 MAISONS A VENDRE ANGERS-Briss of Angers - Route de Sourris - Bás ments d'attoinne ferms au 1644 524 de brier d'u seut tenant. Feçundo 250N2. Sur R.H. Libre 550 007 - Nath. 48,7242.05 Bé NALDEN Alath. 48,7242.05 BAUGS-Ancido predictive de Bauge. sea balla reonuge, see belle procertéragée en buréau, pièce 5042 av. belle
ches, belle castre, buschette, pièce 5042 av. belle
ches, belle castre, buschette, chrauftere; fer étage;
delle charattere, que 508, prece 50142 aménagée
en saion, sei, à manger, pour capparente, caresep au soi, gentier, 502, 500042 2, 502,000F.
des DUCHENS Françoile 41,89,16,08 UN NOTAIRE DANS LA VIE DU COUPLE, SON RÔLE

organd fr

Cally o' Special

er beleichen b

H-2 ----

فعمادها معدي

a if where

\$197 THEY

nel

j. 🖛 🕳

A Marian S

es Profes

Mari Mari

ar Hasi Var Var Tar

84.70.000

10.11 週讀

742

-2.

7300 Notaires en France, dont 300 femmes. La profession change et les Notaires d'aujourd'hui n'ont plus rien en commun avec ceux des caricatures de DAUMIER ou des romans de BALZAC. Depuis ces vingt demières années, le Notariat a ac-compli un effort de modernisation et d'adaptation qui le piace au premier rang des professions juridiques. Le Notariat est la proesion libérale la plus informatisée en France. Une Étude de Notaire n'est pas isolée, elle est reliée à des structures professionnelles de documentations, de banques de données et l'assistances techniques.

Aujourd'hui, le Notaire est présent dans la vie quotidienne

Pour un couple, le Notaire est le «troisième ceil», le témoin de la vie de la famille et sa mémoire, il participe aux grands moments de l'existence : contrat de mariage, changement de régime matrimonial, achat du logement familial, revente, mariage des enfants, adoption, donation, testament, succession. Il est le conseiller mais aussi le confident, le médiateur. Son rôle est très proche de celui du médecin de famille : écouter, établir un diagnostic de la situation, proposer une thérapeutique.

Le Notaire à la particularité d'être : à la fois officier public : il authentifie les actes, c'est-à-dire qu'il donne la même force exécutoire qu'un jugement, il est tenu à ce titre, à des obligations et à une discipline très rigoureuse, Il est pour le public «un marchand de sécurità» et s'il manque à ses obligations, il encount une responsabilité. Grâce à son assurance responsabilité et à sa garantie collective, le Notaire

apporte au public une sécurité absolue, · La Notaire est aussi un professionnel Indépendant lié au secret. Il est très souvent amené lors d'une séparation ou d'une succession à jouer les arbitres et les conciliateurs tant au plan juridique qu'au plan humain.

· Pousser la porte d'une étude n'est pas une angoissante aventure. Chacun peut s'adresser au Notaire de son choix. Une Chambre des Notaires est présente dans chaque départament pour donner au public tous renseignements utiles, la liste des Notaires et au besoin, l'adresse de l'Étude la plus proche de son domicile.



RLARDIERELESSAUD

53 MAISONS A VENDRE 17 MAISONS A VENDRE



CRAON-Paulton récent élect, i cristo, cela, abjour-paion, poutres, 2 évantitres, SDB, NYG ; combins 2 chandres manasation, sel freus, NYG ; Sand anni-ncé double, VYG, Terrain analyses, 1 crissano, Le 2 for 503M2, belies precisione, sépus embit grafit, poutres, SDB 000F. Me CHRISTEL-TURCHET Generalis-sel.106.17.18

pegne - SEPFFRE MASSA MATATURE -de compt. - 5 gées péces, genier américo Trisbon - étal, Cheminies, Esplica, logra, l écrite, hangar, Terrainde IHA Poss, plucés à 750,000 F. Domerske. Mes FERRUet JOUSSE 43.53.11.76

Mos FERRU et JOUSSE 45.51.11.76

SANT BERTHEVEN-Pric LAVAL THES BELLE MASON on pierres RENOVEE compr.; 5 pières, cusirie, cheminie (silicon 45%2), postes apparantes. Conton: Gazago et jerdin. Libre à learnin. 600,000.

Men FERRIU et JOUSSE 43.51.11.76 SAINT PIERRE LA COUR-15mn de LAVAL



Mas QUINERT at DECENF 43.05.20.00

los actimits, chillro d'atlaires ver à l'Ottice Notariei 43.35.05.81 SARTHE SUD-Salon collium mints, chillred tol. 410,000F. Tric bons locaus hab. Loyer 2,000Fe Post. girance. 8° adments Office Notarini 43,35,05,81 SARTHE SUD-Bouchete-Charcularie de pagne. Chilire delinires 500.000°, Bonelogen material. 5 indresear à l'Office Notarial 43,35,85,81

GE 43.53.11.76 85 MAISONS A VENDRE! GEAY-Le Chaissu Se Closon - Sor see La Rochele-Saussur, bale propriété garre stattor 17e sur 2HA 35 ac. dépanteixces et pageonnet. 3,000,000F. Me NAUDIN Alain 49,72,82,03

. 0.86.51.77

POITOU CHARENTE

SE FRANCOIS 49.01.43.16

79 : MAISONS A VENDRE

SCOOOF. LUZAY-Maison coupy, RDC : 2 gdes pièces, cabdie loi, Torrasse, Grenter ambragathie Case voulte. East, Shock, Chaul, eart, luel, Torrain de 225M2.



Se GRELLIER Year 48.67.56.11 85 . MAISONS A VENDRE Astrocky LE SEC - Annual Control of Control

DE ACKER 45 51 58.02 SARIT SALVANT-Ancience mainte bourgerine, gras countrabon étal, 2 chambres, séjour, salos, qui-jos, Cour, 160,0006. La MONOIS 49,43,90,00

THOLLET-bleison hypque rénorée, FIDC : culair es, chem, poutes apparaties, ectrée, peit salo est à manger, 3 chambres, est d'oux. Garage, d péodésses, Tarrein, 290,000F. No MANDELAT Michael 48,91,50,28 **AUYERGNE LIMOUSIN**

03 1 MAISONS A VENDRE bonneke, superbe makon reuse sur 12.000. 1.500.000F. Ma CARMER DE BOISSY MARC 70,88.37.84

19 MAISONS A VENDRE GANT VICTOUR-Fermelle extérement rette tient exposés, joie vue, dans un para de 25 Gantge estement. Cheril, Très beau cambu pales presentations. Est anué. 402.000F. Ide PHELOR Bruno 55.96.13.82 VIAGERS ." -

VALUERES-Vesto muicon de homenu sur 1000M2. perialt état. Bouquet « menassible. Men HOCQUET, GURLLOT et MAURYS4.24.08.02 **SUD OUEST** 24 . MAISONS A VENDRE!

66 PAPPT, A VENDRE AMBLIE LES BARRES-Stalion thermale et cimalique - Bai appartement P3 de 74642 hebit. + 95 garage et cara. Expo Sad. Belle van. 577.0014 lie T6.2004-F9.14 homedelte 68.87.16.41 66 (MAISONS A VENDRE) MALTITELLAS LAS BLAS-Ville nur 3300/2 comp : edox, ed. Amerger, 3 chambres, sel. de bains, ed sine, go genge, Arness, plu melson comp.; d'est trel, culture, est. d'ess. Pindres. 1,280,000. Est TELEDOR-PALIA Bernadelle 98.57.10.41



SUD EST OT MAISONS A VENDRE

Sid Independent XIO 000F, Introd. In PROZET of LOYER 75,52,64,28



Hee PITAVY Merie et GRASSET Heeri 75.94.81.59



Mes PITAYY Marie ot GRASSET Heari 7594,81.36 SANT PERAY-Très belle propriété, comen pierres. Sur les 250v2. Chem, poutres, immares, pisches, nôme dépend moin, garage, terres et bois Mr. A 15mm de Velence. 1,500005. Blee F.CHALLERU,D.RICARD & A.BORANTA 75A4,12.22

NYONS-Vieile herre de caractère en parre à restau-rer, 400M2 terrain, objendences. Au caisse sous le polej da la Provence, *BUTURAT.* Me MARTIN Louis 75.26,04.83 ou 75.27.90.10 NYCHE-Bastide Provençale XYIIIé siècle. 400n/2hdb. Pisone. Pod house. Scotemin. Pett chaint deg. Temps dévins Ins. 3200.000°. Ble BESSON Burnard 75.42.75.32

30 MAPPT, A VENDRE IT 89 MAISONS A VENDRE



Na ROUTHAC3857.50.50 VAL DE MARNE 94 6 MAISONS A VENDRE

Pour la prochaine parution, nous invitons nos clients notain à envoyer leurs insertions 11, rue du Bois-Vert 19230 POMPADOUR

L'accord franco-canadien sur la pêche est signé

La France et le Canada ont aunoncé simultanément, le vendredi 31 mars, qu'un accord avait été conclu entre les deux pays pour mettre fin au contentieux sur les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le gouvernement du Canada avait symboliquement choisi de rendre public l'arrangement à partir de la grande île de Terre-neuve, dont les pêcheurs et les industries annexes sont les plus concernés.

Négocié par le médiateur uruguayen M. Enrique Iglésias, l'accord met un terme à un conflit qui durait depuis plus de trois ans et constitue un compromis à peu près acceptable pour les deux parties. Il fixe d'abord, dans les moindres détails, les quotas de morues et d'autres espèces que les pêcheurs français pourront capturer chaque aunée jusqu'à la fin de 1991 dans les eaux canadiennes et dans la zone « à cheval » sur la

-

all lide of the second

Market 1

souveraineté des deux pays dite «3 PS», située au sud de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les prises françaises sont fixées à 42 000 tomes en 1989 (le gouvernement les répartira entre les flottilles de l'archipel et celles de Saint-Malo), mais ce contingent sera dégressif d'ici à 1991, notamment dans les parages où Ottawa estime que les Français se livrent à une « surpêche » de nature à mettre en péril la conservation des stocks.

L'autre volet de l'accord, intrinsèquement lié au premier comme l'exigeait Ottawa, concerne la composition du tribunal international d'arbitrage qui, dans les trois aus qui vienzent, va devoir trancher un très délicat litige : la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives de 200 milles entre les deux pays, au large de Terre-Neuve, et de Saint-Pierreet-Miquelon. Les deux parties se sont enfin mises d'accord sur le nom des juges qui siè-

geront dans cette instance. Il s'agit de MM. Jimenez de Arechaga (Uruguayen), président du tribunal; Oskar Schachter Américain), et Gaetano Arrangio-Juiz (Italien). L'arbitre nommé par le gouvernement français est M. Prosper Weil, tandis que le juge nommé par le Canada est M. Allan

A Terre-Neuve, les professionnels de la pêche ont accueilli de manière plutôt «froide» l'accord entre Paris et Ottawa, et en France le bouillant président de la société Comapêche de Saint-Malo, qui exploite quatre grands navires mais dont aucun actuellement n'est dans ces parages-là, a parlé de «camouflet». Il a cependant reconnu qu'il « fallait en finir avec un conflit qui n'a que trop duré, et que 42000 tonnes de morue dont 25000 effectivement pêchables [car certaines zones autorisées par le Canada sont, en fait, très difficiles d'accès], c'est mieux que rien ».

Un entretien avec M. Le Pensec

« Sans ce compromis, la situation aurait été défavorable aux pêcheurs français »

Canada sur la pêche, M. Le Pensec, ministre des DOM-TOM et porteparole du gouvernement, en souli-

« Les recommundations et sugges tions de M. Iglésias sur les quotas de morue vous semblent-elles de mature à régler au fond le contentieux entre la France et le Canada?

- La mission de M. Iglésias était très difficile. Le médiateur devait rapprocher les points de vue très éloignés des gouvernements canadien et francais sur une question d'une importance vitale pour l'économie de plusieurs régions de ces deux pays.

- Le gouvernement français est donc très reconnaissant à M. Iglésias d'avoir accepté cette responsabilité et de ne pas avoir ménagé sa peine pour parvenir à une solution acceptable par

» Compte tenn des demandes canadiennes, les quotas en quelque sorte « médians » proposés sont naturellement insuffisants en regard des prari-ques historiques de la pêche française et des besoins économiques de Seine Pierre-et-Miquelon et de la grande peche métropolitaine.

» Cela étant dit, il est apparu, an terme de cette très longue négociation, que les propositions de M. Iglésias étaient les seules sur lesquelles un accord pouvait se conclure.

» Le choix était donc entre un accord sur la base de ces propositions et l'absence d'accord. Faute d'accord avec le Canada, je vous le rappelle, les zones de pêche traditionnelles du golfe du Saint-Laurent et du Nord-Ouest atlantique étaient interdites à la pêche française qui se trouvait confinée dans une partie de la zone dite du « 3 PS ». De plus, les ports canadiens étaient maccessibles aux navires français. Le gouvernement français a donc jugé, après consultation des élus de l'archipel et des représentants socioprofessionnels, que cet accord était préférable à

» L'accord porte sur les quotas de pêche pour les années 1989, 1990, 1991. Au-deià, un nouvel accord sera aire. Il ne pourra être conclu qu'après l'aboutissement de la procédure d'arbitrage international sur la délimitation des zones économiques exclusives dont l'accord signé

aujourd'hui définit les modalités. - Les derniers mois ont été marqués per un conflit franco-français

A la suite de l'accord avec le très exacerbé entre les pêcheurs anada sur la pêche, M. Le Pensec, malonins et ceux de Saint-Pierre, à propos des droits de pêche su large de Saint-Pierre-et-Vilquelon. Comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas été capable de l'éviter ?

 Comment penser que la répartition des quotas de pêche entre deux communautés de pécheurs, c'est-à-dire de leurs moyens d'existence, pouvait se faire dans la sérémité? Les Saint-Pierrais et les Miquelonais comme les Malouins out, les uns et les autres, de bons arguments à faire valoir, des traditions respectables à invoquer ainsi que des contraintes économiques à présenter. Nous avions, à l'automne dernier, reuni les professionnels des deux côtés de l'Atlantique et proposé une solution qui nous semblait équitable sur laquelle les professionels n'ont pu se mettre d'accord entre eux. Le conflit s'est exacerbé, notamment faute d'accord international et donc de pers-pective, les inquiétudes des pêcheurs ne pouvaient qu'être extrêmes.

Le premier ministre a alors réuni clus et professionnels et un compromis a pu être trouvé. Mais la répartition à la baisse d'une ressource se fera toujours dans la douleur.

- Le gouvernement français, dans Regouvernement français, dans
 Femeloppe totale des quotas obtenus,
 va-t-ll favoriser les pêcheurs de
 Farchipel par rapport à ceux de SaintMalo ?

- Le gouvernement a pleinement conscience qu'il porte là un dossier extrêmement difficile. Le partage des zones de pêche, ce n'est pas de la géométrie. Il faut bien comprendre qu'il s'agit, en l'espèce, d'un grand métier, de traditions séculaires, de l'existence

de centaines de familles. » La question n'est donc pas de choisir de favoriser les uns par rapport aux autres. L'accord est signé. Nous étudions à présent, en concertation avec les entreprises, quelles scraient les conséquences pour l'emploi des différentes modalités de partage possibles de quotas insuffisants

» La pêche est l'activité quasi exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon. La grande pêche métropolitaine doit conserver un droit d'accès à l'Atlantique nord compte tenu des difficultés de redéploiement dans d'autres zones.

» Le gouvernement arrêtera la répartition la plus équitable, en tenant compte de ces considérations. Dans un dossier où la dimension humaine est aussi présente, le gouvernement poussera la concertation aux limites du pos-

— La France, dans ses négocia-tions avec Ottawa, a-t-elle été aussi ferme depuis mai 1988 qu'à l'époque où M. Chirac était premier ministre?

- La Constitution réserve au chef de l'Etat une responsabilité particulière dans la négociation des accords internationaux. Depuis 1981, le président de la République s'est porté garant que cette négociation difficile avec le Canada, pays ami, serait conduite avec détermination et fermeté pour préser-ver les intérêts légitimes de la France. Il l'a dit à Ottawa et à Saint-Pierreet-Miquelon dans les mêmes termes à l'occasion du voyage qu'il y a effectué. Je note qu'il n'a pas été fait grief à notre diplomatie du résultat obtenu.

» La conduite des négociations internationales se juge à ses résultars, et non anx déclarations publiques et com-mentaires qui n'en constituent qu'une partie, pas toujours la plus significative.

 Je redis que l'absence d'accord aurait conduit à terme à une situation d'impasse tout à fait défavorable aux

intérêts des pêcheurs français dans

 Quelle est la position actuelle du convergement français sur l'autre aspect du contentieux francocanadieu, c'est-à-dire la délimitation autour de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Terre-Neuve de la zone économique exclusive de 200 milles ?

 L'accord qui vient d'être signé confie le contentieux de la délimitation de l'espace maritime de Saint-Pierreet-Miquelon et du Canada à un tribu-nal arbitral international constitué d'un commun accord entre les deux parties. Nous avons veillé avec le plus grand soin à ce que la désignation des juges et les modalités de la procédure garantissent que l'arbitrage soit rendu dans l'équité. Cette procédure est prévue pour durer environ trois ans. Le gouvernement défendra devant le tribunel dans le même esprit de détermination les droits historiques de la pêche française dans cette région. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSRICHARD.

Inspections réciproques et vigilance à la tonne près

MONTRÉAL de notre correspondante

Le gouvernement canadien estime que l'accord entre Paris et Ottawa est « un compromis », qui permet néanmoins à Ottawa d'a atteindre ses grands objec-

Pour dévoiler la teneur de cette entente, quatre ministres fédéraux, dont M. Joe Clark, secrétaire d'État aux affaires extérieures, et M. John Crosbie, ministre du commerce extérieur, se sont rendus le vendredi 31 mars à Saint-Jeande-Terre-Neuve, où its se sont félicités d'avoir pu limiter l'appétit des pécheurs français, mis sous étroite surveillance.

D'une part, a déclaré M. Crosbie, le Canada « a réussi à limiter dans la mesure du possible les contingents accordés à la France » dans la zone que les deux pays se disputent (au sud de Tarre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon) jusqu'à ce qu'un tribunal d'arbi-trage règie le litige frontalier. Cheque pays, par l'entremise de ses patrouilleurs, pourra survailler les pêches des flottilles de l'autre

D'autre part, les bâteaux français devront obligatoirement accueillir à leurs bords des inspec teurs canadiens, dans les autres zones qui leur sont ouvertes, là cù le poisson est « en excédent des besoins canadiens ». Dans le gotfe du Saint-Laurent, où ils possèdent des droits ancestraux, les pêcheurs de Saint-Pierreet-Miquelon n'ont obtenu qu'un quota de 4000 tonnes de morus.

Le porte-parole des armateurs du Canada, M. Patrick McGui-ness, a estimé que cet accord « étalt le prix élevé que l'industrie avait accepté de payer à contrecosur, compte tenu de la précarité des stocks de morues ». En revenche, les députés de l'apposition libérale, furieux de constater que la France aura accès à des bancs situés au nord de Terre-Neuve et du Québec, ont accusé Ottawa d'avoir e trahi » les intérêts des nācheurs locaux.

MARTINE JACOT.

ETRANGER

Sur fond de crise gouvernementale à Tokyo

La TVA est introduite au Japon

TOKYO correspondance

Que fait un Japonais devant un problème qu'il ne sait pas résoudre? Il penche la tête sur le côté, avec une expression très caractéristique. Depuis samedi, on voit beaucoup de têtes penchées dans les boutiques, les bureaux et aux guichets de l'archipel. Le Japon fait connaissance le le avril avec la taxe à la valeur ajoutée, le dernier en date de ses emprunts innombrables à la culture occidentale.

Sur le papier, ce changement doit éclaireir le maquis fiscal japonais. Appliquée au taux de 3% sur la grande majorité des produits et services fabriqués et vendus au Japon, la taxe à la consommation se substitue à une batterie de taxes indirectes

La réforme, la plus importante mise à jour d'un système conçu après la guerre sous l'influence directe de l'occupant américain, doit permettre en outre de réduire la pression fiscale directe sur les salariés et les entreprises. Le nombre de tranches d'imposition sur le revenu va être réduit, le taux marginal le plus élevé étant ramené de 60% à 50%.

Après avoir bataillé dix ans pour faire accepter aux hommes politiques un changement sur lequel deux premiers ministres s'étaient cassé les dents - MM. Ohirs on 1979 et Nakasone en 1987, - le ministère des finances n'a pas voulu perdre un instant pour faire appliquer la TVA. Votée à la fin du mois de décembre dernier, elle entre en vigueur trois mois plus tard. Les huit mille réunions d'explications dans tout le pays, la campagne d'information dans les médias n'auront évidemment pas suffi à rendre ce bouleversement compréhensible au Japonais moyen,

En outre, pour des raisons liées au caractère clientéliste de la vie politique japonaise, le ministère des finances a dû accepter des aménage-ments au modèle fiscal importé d'Enrope : exemption du paiement de la TVA pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est infé-

rieur à 30 millions de yens (1), régime comptable simplifié pour celles qui font moins de 500 millions de yens de chiffre d'affaires annuel. et surtout tenue de livres de comptes au lieu de la facturation après chaque opération.

Résultat, on estime qu'un dixième au moins du produit réel de la TVA aboutira dans les poches des petits commercants et travailleurs indé-pendants, la piétaille électorale du Parti libéral-démocrate (PLD). Sans compter les hausses non justifiées auxquelles l'introduction de la TVA donnera prétexte et qui vont accentuer une hausse des prix inévi-

Ces concessions, qui vont compli-quer considérablement la mise en œuvre de la réforme et favoriseront une fraude fiscale déjà pratiquée à grande échelle, n'ont d'ailleurs pas empêché le gouvernement de M. Noboru Takeshita de battre tous les records d'impopularité. Embourbée dans le scandale Recruit qui a vu les principaux responsables du PLD réaliser de substantielles plusvalues boursières (exemptées d'impôt, ce qui met en rage un peu plus une opinion publique traditionnellement passive), l'équipe gouver-nementale actuelle pourrait ne pas survivre très longtemps à l'introduction de la TVA.

A terme, cependant, il ne fait aucun doute que la modernisation du système fiscal japonais est une nécessité. En 1989, et malgré la mise en place de la TVA, 72,1% des recettes du fisc proviendront de l'impôt direct. Les bouleversements dans la structure économique intervenus depuis quarante ans ont ramené la part des taxes indirectes de 43,4% en 1950 à 20% en 1986.

Entre 1985 et 2010, le pourcentage des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dans la population sera passé de 10,3% à 23,6%. Déjà excessif, le fardeau fiscal direct imposé aux actifs deviendrait insupportable. Mais évidemment, l'an 2010, c'est loin.

BERNARD HAMP.

(1) 100 yens équivalent à 4,80 F environ.

Les suites du scandale Rumasa

Le procès de M. Mateos à Madrid est ajourné

MADRID

de notre correspondant

Attendu pendant six mois, le procès pour falsifications compta-bles de M. José Maria Ruiz Mateos. l'ancien président du holding Rumasa nationalisé en 1983, n'aura finalement duré, vendredi 31 mars, que quarante minutes (le Monde du la avril). Le temps, pour M. Ruiz Mateos, de joner un nouveau tour à la justice en révoquant ses avocats et en obtenant ainsi un ajournement sine die de son procès.

M. Ruiz Mateos avait clairement laissé entendre qu'il avait bien l'intention de faire de cette esquisse de procès un de ces grands spectacles dont il a le secret. Il a, à cet égard, comme toujours, pleinement rempli son contrat, dès son arrivée.

Escorté tant bien que mal par la police au milien da tourbillon d'une meute de photographes, c'est en fai-sant bien haut le V de la victoire qu'il est entré au tribunal, applaudi par la foule, plutôt clairsemée il est vrai, qui l'accueillait aux cris de = torero, torero! =.

Le procès commence alors par la lecture d'une déclaration liminaire do purbolent accusé. Affirmant que ses avocats n'ont pas pu disposer de la documentation nécessaire pour le défendre, il déclare renoncer désormais à leurs services. La représentante du ministère public tente de s'opposer à la manœuvre, affirmant one M. Ruiz Mateos cherche simplement, comme il l'a fait durant six ans, à éviter que son procès ne com-mence enfin. Elle évoque également le sort des sept autres accusés jugés en même temps que lui, qui, eux, n'ont pas à subir les conséquences de ses frasques.

Mais rien n'y fait. Après une courte délibération, le tribunal se voit forcé de reconnaître la validité de la décision de l'accusé. Il annonce qu'il chargera en conséquence le col-lège des avocats de désigner un défenseur d'office, oui devra disposer du temps nécessaire pour étudier ce complexe et volumineux dossier. La date du nouveau procès sera fixée ultérieurement

M. Ruiz Mateos a gagné et entend encore profiter de l'aubaine que représentent les dizaines de journalistes présents dans la salle. Il se lève pour tenter de prendre la parole. Mais la séance à déjà été levée. Le geste théâtral, il se retourne vers le public et s'exclame : . Je vous l'avais bien dit qu'on ne me laisserait pas parler! ».

Dehors, le happening continue. Face au siège du tribunal situé en plein centre de Madrid, M. Ruiz Mateos, au milieu d'une forêt de caméras et de micros, entame une belliqueuse conférence de presse aux allures de meeting politique, invoquant la - persécution - dont il est l'objet et avertissant le gouvernement que, désormais, « Ca suffit!». Il faudra une demi-heure aux policiers pour réussir à le pousser enfin dans un taxi.

THERRY MALINIAK.

Cartes de paiement : nouvelles règles de tarification interbancaire

caires a annoncé, vendredi 31 mars, les nouvelles règles qui régiront les rémunérations entre banques pour les paiements par cartes à partir du le mai prochain, faisant ainsi suite au jugement du Conseil de la concurrence du 13 octobre 1988 (le Monde du 15 octobre 1988).

Dans l'ancien système, la banque du commerçant payait à la banque du porteur de carte une rémunération liée à la taille et à la nature du commerce. Cette « commission d'interchange» était de 0,8 % du montant de la transaction, sauf pour une trentaine d'enseignes (grandes surfaces, distributeurs pétroliers...) qui bénéficiaient d'un taux réduit de 0,4 %. Le distribution dénonçait ce système en affirmant qu'il empêchait le commerçant de négocier - ce qui devait être la règle - avec sa banque la commission qu'il lui versait pour les paiements par

Dans le nouveau système, la rémunération entre banque du commerçant et banque du porteur, désormais baptisée « commission interbancaire de paiement», sera fonction du niveau de frande constaté dans les transactions entre

Le groupement des cartes ban- la banque du commerçant et la banque du porteur de carte. Elle devrait se situer en moyenne à 0,6 % et obliger la banque du commerçant à être plus sensible aux efforts faits par celui-ci en matière de sécurité et de lutte contre la frande. Un système de bonus-malus est d'ailleurs prévu pour abaisser ou relever le taux de la commission en fonction de l'évolution du taux de fraude.

En éliminant la discrimination par la taille du commerce, les Fran-çais se rapprochent sinsi des sys-tèmes en vigueur dans les autres pays, une démarche nécessaire dans l'optique de l'Europe de 1993. Ce nouveau système a cependant immé-diatement été dénoncé par les Centres Leclerc, qui affirment qu'il est «toujours aussi peu transparent et ne définit aucun critère objectif de trification ». contrairement à ce qu'avait demandé le Conseil de la concurrence, et qu'« aucun système de sanction n'est mis en place pour inciter les banques à plus de discernement . Les Centres Leclerc se disent prêts à mettre en œuvre « toute initiative juridique et média-tique » pour que soient respectées les directives du Conseil de la

en bref

· Pétrole: récuverture de la raffinerie d'Abadan. - La raffinerie d'Abadan, la plus importante d'Iran, endomagée au début du conflit irako-iranien en 1980, sera de nou-veau opérationnelle à partir du samedi 1º avril, selon l'Opecna, l'agence de presse de l'OPEP. Les autorités iraniennes auraient prévu, dans une phase initiale, une produc-tion de 130 000 barils par jour. La capacité quotidienne de la raffinerie était de 650 000 berils avant la

 Brésil : Ford repetriait trop de profits. — Par décision unanime du Tribunal fédéral de Rio-de-Janeiro, la filiale brésilienne de l'entreprise Ford devra restituer au Brésil 33 millions de dollars de bénéfices envoyés à la maison mère aux Etats-Unis en décembre 1984, sans l'autorisation de la Banque centrale. Selon cette dernière, les réserves du Brésil courent de grands risques si n'importe quelle entreprise étrangère anvoie des devises à l'extérieur, hors du contrôle de l'autorité monétaire.

• Matsushita fabriquera des magnétrons en Grande-Bretagne.

— La géant japonais Matsushita, numéro un mondial de l'électronique industrielle et grand public (marques

Panasonic, Technics), a choisi le site de Newport, au pays de Galles, pour y installer une fabrique de magnétrons, des générateurs de très haute fréquence, cœur des fours à microondes. L'accord définitif pour cette implantation devrait être signé au mois de mai prochain. C'est la première fois que Matsushita, qui couvre 90 % du marché mondial des magnétrons, fabriquera ce genre de produit hors du Japon. La décision a été prise en liaison avec la développement rapide du marché des fours à micro-ondes en Europe. Il s'agit d'un rude coup pour Moulinex, qui investit lourdement pour fabriquer ses propres magnétrons à Caen. Cette quatrième unité de Masushita en Grande-Bretagne devrait également produire des magnétoscopes, des machines à écrire et des moteurs

 Nouvelles Frontières et ILG
s'associent dans l'aérien. —
M. Jacques Maillot, PDG du voyagiste Nouvelles Frontières, est en discussion avec son homologue britannique, M. Harry Goodman, d'International Leisure Group, pour la constitution d'une compagnie sérienne qui réunirait Air Europe, filiale d'ILG, Corse Air, associé à Nouvelles Frontières, un autre voya-

giste français et des banques. La création de cette nouvelle compagnie serait annoncée dans deux mois. Elle représenterait à la fois une mise en commun d'une trentaine d'avions et de plusieurs millions de touristes dans la perspective du grand marché européen et un moyen de battre en brèche le conservatisme du gouver-nement français en matière de droits de trafic et de tarifs aériens. • Nouvelle offre d'échange

pour Cerus-Dumenil. - Pour satisfaire aux réserves de la COB et des es, Carlo De Benedetti a décidé de faire un effort en faveur de Dumenil en proposant une parité d'échange de 2,7 Cerus (contre 2,5 précédemment) pour 1 Dumenil. Cette parité devait être approuvée lundi 3 avril par le conseil d'administration de Dumenil.

 Fin de la grève de Carmaux.
 Les mineurs de l'exploitation à ciel ouvert (la « découverte ») de Carmaux (Tam), en grève depuis mardi 28 mars à l'appel de la CGT et de FO, ont cessé leur mouvement vendredi 31 mars, la direction ayant accepté de réexaminer les conditions de travail et une reclassification pour une partie d'entre eux, tout en refusant une augmentation des salaires

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UATRE séauces seniement cette semaine Rue Vivienne en raison du traditionnel chômage observé le hundi de Pâques. Mais quatre bounes séauces aussi, maigré le léger mouvement de recul enregistré un court instant sous les lambris du palais Brougniart. A l'instar de la France entière haignée par le redoux, exceptionnel pour la saison, que l'anticyclone des Açores a poussé vers elle avec la complicité du fuelm, la Rousse de Paris a en un petite nouveiée de chaleur. Bourse de Paris a eu sa petite poussée de chak

Après son comportement capricieux de la semaine passée, le marché ne devait pas attendre pour manifester de meilleures dispositions. Dès mardi, à la réouverture de ses portes fermées le jeudi soir précédent, assez guilleret, il se remettait à progresser sensiblement (+ 0,85%). L'effort avait-il été un peu trop violent après une longue inactivité? Mercredi, l'avance se ralentissait (+ 0,39%) et dans la matinée de jeudi anssi (+ 0,20%), avant de s'arrêter complètement ensuite pour faire, le même jour, place à de l'effritement (- 0.35%). l'effritement (- 0,35%).

Mais la Bourse n'était pas longue à récupérer. A la veille du week-end, journée pourtant réservée au bui des deux sorcières (terme anglo-saxon consacré aux opérations de déboucinge des options sur actions et sur indices), la hausse se réamorçait (+ 0,50 %), sans que personne n'apersoire le boat du balsi des susdites sorcières. Bref, d'un ventredi à l'autre, les divers indices out en moyenne grimpé de 1,3 % environ

Pour être franc, cette reprise n'a pas dû grand-chose, pour l'instant du moius, aux « veuves de Carpentras » chères au cœur de M. Gérard de La Martinière, directeur général de la Société des Bourses françaises, nouveau bras séculier du marché parisieu, reprensur du patrimoine de feu la Compagnie des agents de change.

Pour l'essentiel, les ordres d'achets out émané des Pour l'essentiel, les ordres d'actus ont émané des faueux « zinzius », mais aussi de la clientèle étrangère. Certes, les courants d'échanges, sérieusement réduits la semaine précédente par la proximité des lètes pascales, n'ont pas, et de lois, retrouvé leur ampleur habituelle. Ils ont néanmoins augmenté pour évoluer entre 1,3 et 1,6 milliard de francs par jour. Les professionnels y out va la manie d'estante par par le professionnels y our les pascales.

Coup de fæhn

plaident en sa faveur. Contre toute attente, les résultats du commerce extérieur pour février, publiés le vendredi saint (la Bourse était fermée ce jour-là), se sont améliorés avec un déficit limité à 500 millions de francs (contre 2,6 milliards le mois précédent). La production industrielle 2,6 milliards le mois précèdent). La production industrielle continue, selou l'INSEE, d'augmenter au même rytinae que pour le quatrième trimestre de 1988. Le chômage régresse (- 0,8 % pour février). Les résultats des entreprises sont généralement supérieurs aux prévisions. Citons au passage BSN (+ 41 %), Roussel-Uciaf (+ 59 %), Canal Plus (+ 52,1 %), Ecce (+ 40 %).

Et notre interlocuteur d'ajouter : « Par-dessus le marché, les présidents de société sont formels : la moitié de Panuée 1989 est déjà faite et bien faite. Et tous les groupes [privés ou nationalisés] out une stratégie d'expansion internationale. » Que demander de plus ?

La mariée est presque trop belle. Sans compter que l'impuision domaée par Wall Street et le Kabato-Cho japonais, qui paraissent s'encourager mutaellement à monter, est loin d'être négligeable. Enfin, sous les colomes, le sentiment est que la kansse, tant redoutée, des tanx d'intérêt est désormais faite. Dans sa note mensuelle, la société de Bourse Boscher SA titre sans ambages : « La guerre des taux n'aura pas lien. »

Ce jugement devance de quelques beures les déclarations santes de M. Gerhard Stoltenberg. Le mi des finances ouest-allemand a, en effet, souligné vendredi la nécessité de coutenir la hausse du loyer de l'argent pour résoudre le délicat problème de la dette dans son

Reste que si la Bourse de Paris a manifesté, ces deraiers jours, de meilleures dispositions, elle ne s'est pas départie d'une certaine réserve.

après un sondage RES effectné pour la Vie française, % des douseurs d'ordres interrogés avouent leur hant pour la neutralité». La société de Bourse Didier

Semaine du 28 au 31 mars

Philippe ne fait, elle, rien d'autre que de précher la producce. Deux bonnes raisons à cela : certains redontent, à tort on à raison, que les Étais-Unis n'arrivent à la fin à tort ou a raisou, que les contractes une période de récession d'un cycle pour entrer dans une période de récession accompagnée d'inflation. Pessimiame excessif ? Les signes ireurs d'un ralentissement économique sen étayer ces craintes. Mais les futurologues se sont si lourdement trompés dans un passé récent que ce genre de spéculations laisse assez sceptique. « Dans le doute abstiens-toi » recommande le proverbe. Bien des anstiens-toi » recommande le proverbe. Bien des investisseurs sont donc restés l'arme as pied. D'antant que nul se sait trop ce qui ressortira de la réunion des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra durant le prochain week-end à Washington. S'il en sort quelque chose. Et puis la hanne des prix du pétrole a toujours quelque chose d'inquiétant.

Mais, en définitive, les boursiers étaient tout de même assez optimistes. « Un marché qui « montaille » avec pen d'affaires rencontre tôt on tard la hausse », disait l'un Centre cux. Les chances d'y parrenir sont d'autant plus grandes que la Bourse a déjà presque entièrement fait sa réaction à la dernière grande vague de fièvre. Les « anciens » assurent en effet qu'ancune véritable reprise ne peut se produire sans une bonne purge (10 % envirou). Le compte est presque bon. Fin février, la baisse dépassait 8 % par rapport au plus haut niveau de l'année atteint trois

La hausse de printemps n'est dans ces conditions ent-être pes très lois.

Dans une interview accordés à Jean-Pierre Gaillard sur France-Info, en vue visiblement d'attêmmer la portée du jugement désobligeant qu'il avait hâtivement émis sur les petits actionnaires au forum de Funiversité Lyon-II, M. Gérard de La Martinière, parlant de la vérité des prix, a fixé à 30 F le prix d'un ordre en Bourse... que les « pros » évalment, eux, entre 150 F et 200 F pour une transaction de 20 000 F. Sains le vouloir, le directeur général de la SBF pourrait bien, dès lors, ramenter ces famenses « renves de Carpentras », jugées encombrantes huit jours auparavant. Dans une reprise, toutes les bounes volontés sont les bienvennes.

ANDRÉ DESSOT.

31-3-89 Diff.

574 + 3 393,40 + 35,30 195 + 5 172 + 1

DHE

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Rey . 540 119 364 583 609 \$A . . . 124 733 216 104 848 taine . 467 123 210 766 079 419 216 179 130 641 20 273 273 147 469 246

229 715

37 361 782 786 46 467

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

%

Lab. R. Bellon + 21,7 Dumenil Lebié |
Ingénico + 15,0 BP France |
Vallourec + 13,5 Synthelabn - Duchs de Fr. + 12,6 Leury-Somer - Fechelleum |
Locabell lan + 10,2 URF |
SCOA + 9,3 Thomson-CSF |
CCMC + 9,2 Schwaler SA |
Un Créd. Bit. + 8,9 Schwaler SA |
Lebon Cie + 8,6 Sommer All |
Dev. Reg. S-E + 8,1 Facon |
CSEE + 7,9 Lyonnaie East |
USS + 6,5 Martine Wendel |
Rompran + 6,1 Sodenko |

133 389 850 121 033 920

31-3-89

CNE 3 % 9909 9
CNB bq. 5 000 F ... 161,95 + 9,83
CNB ymba 5 000 F ... 102,75 lack,
CNB Snez 5 000 F ... 102,80 + 9,85
CNI 5 000 F ... 101,95 + 9,83

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Mines, caoutchouc,

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

PME 10.6 % 1976 ... 8.80 % 1977 10 % 1978

9.80 % 1978

9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982 15,75 % 1982

Or tix (idis en berre) ... — (idio en lingot) ... Pièce française (20 fr.) ... Pièce seises (20 fr.) ... Pièce letine (20 fr.) ...

Pengeot SA

Elf-Aquitaine

CGE

Paribas

Saint-Gobain

Esax (Gást.das)

Thousan-CSF

REN

BSN
Vellowee
Schneider SA
CFAO
Bustomel SA-PIC

Lafarge-Coppée .

(*) Du 23 au 30 mars inches.

Alimentation		1 200	Matériel électrique services publics	
Béghin-Say Bengrain BSN Carrefour Casino Huromarché Guyenne et Gase LVMH Moët-Henn Nestlé Occid, (Gle) Olida Permod-Ricard Promodès St-Louis-Bouchon Source Perrier	31-3-89 630 3 158 677 3 548 219 2 525 3 979 28 250 830 433 1 215 2 850 1 255 1 694	Diff. - 8 + 168 + 45 + 8 + 45 + 62 + 169 + 150 - 17 + 25 - 35 - 6	31-3-85 Alcatel	+ 75 + 28 + 29 + 44 + 6 + 43 + 121 + 7 + 121
Produits chin	iques		Mertin-Géria 4150 Moulinex 124,9 PM Labinal 962 Rationschniqus 701	+ 8
Inst. Mérieux Labo, Bell, Roostel Uc		Diff. inch. + 260 + 29	Schlumberger 246,1 SEB 984 Signess (1) 1745 Thomson-CSF 217,5 (1) Coupon de 28 F.	+ 3

Mines d'or, die	unants	31-3-89	Di	
Norsk Hydro	155,20 +	4,20	Métallurgie construction mécaniq	ue
Bayer Hoechst	1 001 - 1 020 -	9 15	Was II	

interest to or, the				31-3-89		Diff.
	31-3-89	Diff.	Alspi Avions Dessault-H	321,10 663	E	6,70
Angle-American	132 460.50	- 3 + 13.50		1 510	+	18
Amgold	85,90	- 6,60	Fives Li	272,10	Ŧ	3,10
Cons. Goldfield De Beers	142,10 95,10		Marine Wendel Penhoët	408 415	1	8
Drief. Cons	61,70 138,30	- 2,10	Pengeot SA	1 732 1 456	_	17
Gencor	38,90	- 1,15	Saulnes-Chârillon	297	Ŧ	9
Randfontein Saint-Helena	365 46,30	- 19,60 - 3	Strafor	951 695		16
Water Pers	204	_ 4	Vallouted	326	4	60.90

Banques, assurances sociétés d'investissement 31-3-89 Bail Équipement . . . Bancaire (Cic) (1) . Cotclem (2) 887 462 1 377 1 598 547 390,30 — 0,76 446 + 19,76 1 19 + 19 CFI. Chargears SA... Enrafrance ocafrance 1 524 201 + 1 1 340 + 36 415,59 + 5,50 1 082 + 12 673 - 17 476 + 6 émbail hoeider ciéré générale (1) Coupon de 10 F.

(2) (3)	Coupon de	10 F. 10 F.
Pétr	oles	

448 369 278,50 2 034 88,20 663 161,59 398 388 416	~ 3,50 + 15 - 1 + 12 ~ 3,80 ~ 22 ~ 1,40 + 7 - 6 ~ 8
֡	2 034 88,20 663

BONS DU TRÉSOR Séance du 31-3-89						
Prisone	Pin	Ples	Cotes	Variation (ions/veille)		

Nombre de contrats : 39 472 estimés.

105,18

105.20

Dernier

OU	+ 13		31-3-69		um.
78,50	+ 12	Accor	697	+	7 50 29 14,9 39
88,20 63	- 3,80 - 22	Arjomari	2 590	+	50
63	~ 22	Bis	750 403.90	1	14.9
61,56 98 80 16	1.40	CGIP	1 479	Į÷.	39
88	+ 7	Club Méditerranée .	-	17	1,
16	~ 8	Easilor	3 241	+	18
_		Europe 1	2 120	Ť	16
RÉS	SOR	Hachette	720 3 130 335 766 585 4 240	+++++	19 5 1,5 17 5
1-3-		HAVAS	766	+	17
1-3-	03	L'Air liquide	585	+	5
~	Water	L'Oréal	4 240	-	10
Cours	Variation (jour/relle)	Nord-Est	151,50	I	4.5
	CE PER	Saint-Gobsin	595 790	÷	10 15 45 29 7 23
		Sanofi	790	+++	7
92,07		Skis Rossignal	1 095	+	Z3

Filatures, textiles, magasins

Bâtiment, travaux publics

1 399

3 110

626 - 6 746 + 21 201,90 + 7,90

31-3-89 Diff.

591 -230 + 79,70 +

Agache (Fis.) BHV CFAO

DMC
Galeries Lafayette
La Redoute
Nouvelles Galeries
Printemps
Roodier

Amail d'entr

GTM

Valeurs diverses

Bonygues 581 Cimenta Français ... 1 295

31-3-89 Diff.

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 31 mars 1969

104,72

104.90

COURS		ÉCHÉA	NCES	
	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89	
renier	_	-	-	
hant	105,20	105,36	104,72	
bas	104,94	105,10	194,70	

105,36

105.36

LE VOLU	ME DES 1	RANSAC	TIONS (e	milliers	de francs
	27 mars 89	28 mars 89	29 mars 89	30 mars 89	31 mars 89
RM	-	_	1 459 610	1 657 195	nc (1)
R. et obl		-	11 440 028 124 519	9 237 891 124 325	nc nc
Total	-	_	13 024 157	11 019 411	TEC .
INDICE	S QUOTID	IENS (INS	EE base 100	30 décemb	re 1988)
Françaises.		105,3	105,7	105,5	
Étrangères.	-	108,1	107,7	107,8	!
	SOCIETE	DES BOU	RSES FRA	NÇAISES	-3
Tendance .		104,4			105,0
	(be	se 100, 31 d	écembre 19	B1)	
Indice gén. l			445,3		444,9
	(has	se 1000, 31 e	Sécembre 19	87)	٠
indice CAC 40.	-	1 635,38	1 643,90	1 640,20	1 644,81
	OMF (base 100, 3	1 décembre	1981)	
Indice OMF 50.	_	462,08	464,27	463,44	465,29

						_
(1)	La SBF est d	ans la perfait	e incanacit	é de transcr	ettre les chif	free de res
cions o	le la veille.					

ÉTRANGÈRES

BOURSES

NEW-YORK

Encore passablement déprimée la semaine précédant les fères de Pâques, la Bourse new-yorkaise s'est netrement ressaisée ces derniers jours. Elle a ressassie des derindes journes en regravi la pente, regagnant et même au-delt tout le terrain perde. Vendredi soir, à l'issue d'une dernière progression, l'indice des industrielles s'érabhissait à 2 293,62 (+ 50,58 points). De ce côt 2 293,62 (+ 50,58 panns). De te conde l'Atlantique, comme de celui-ci, lesentiment est que la hausse des tanz,
d'intérêt est désormais « consonmée ».
La très légère détente observée sur le
front monétaire a renforcé les investisseurs dans leur conviction. La fermeté
du dollar a également contribué à redonner le moral au marché. Amne facteur
de releure : 10,02 dite, amicale de de relance: l'OPA dite amicale de 2,6 miliards de dollars lancée par le magnat américain du pétrole et de l'immobilier, M. Marvin Davis, sur le quatrième compagnie aérienne États-Unis, la Northwest Airlines.

	Cours 23 mans	Coms 31 mag
Alcon	57 3/4 31 3/8	59 7/ 31 1/
Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemours	65 34 5/8 100	68 1/- 37 7/1 102 1/-
Eastman Kodsk Exxon	443/4 441/2	453/
Ford General Electric General Motors	48 3/8 43 7/8 82 7/8	463/ 441/ 413/8
Goodyear	45 1/4 109 1/2	48 3/1 109 1/
Mobil Oil Pfizer	51 1/8 49 557/8	57 1/3
Schlamberger	37 52.7/8	38 53 1/3
UAL Corp. (cs-Allegis) Union Carbido USX	113 1/4 29 1/2 30 1/2	117 29 32 5/1
Westinghouse Xerox Corp	52 1/2 59	54 1/4 59 1/1

(*) Division per deux.

LONDRES Courte mais boune

Raccourci par les fêtes pasceles, la semaine écoulée a finalement été bonne pour le London Stock Exchange. « Finspour le London Stock Exchange. « Fina-lement », car l'aggravation du déficit de la balance des paiements contants pour l'évrier avait d'abord pesé sur les cours. Mais l'exemple de Wall Street et l'impulsion toujours donnée par les OPA-out en raison du pessimisme ambiant. Pour la première fois depuis le début mars, tous les indices ont progressé.

Indices - FT - du 31 mars ; 100 valeurs, 2075 (+ 18 points) ; 30 valeurs, 1707,9 (+ 9,5 points) ; mines d'or, 192,2 (- 1,6 point). CONES CONES

34-343		.! Indices «	• FT > du	31 mars
101,25 125,20 101,60	- 1,05	100 valeurs, 30 valeurs, mines d'or, 19	2075 (+	18 points) 9.5 points)
101,10 100 103,60	- 0,25 + 0,03		Constant 23 mars	Cours 31 mars
105,35 197,60 102,87 3 900 101,95 102,75 102,80 101,95	+ 0,05 - 0,07 - 9 + 0,03 inch,	BP Charter Courtselds De Beers (*) Free Gold (*)	8 3/8 12 13/16	8 7/16 1 321
BRE D	E L'OR	GUS	1 100 13/16 653	692
	Cours 31-3-89	Shell Unilever Vickers	384 1/2 526 190	385 532 191
80 90 80 80	0 78 000	War Loan	39 25/32 III.	39 3/1

-- .

A Second

FRANCFORT

Après avoir piétiné les deux pre-mières séauces, le marché allemand s'est saffermi, à son tour, sous l'impulsion donnée par Wall Street et le Kabato-Cho. En moyenne, les cours ont progressé de 1 %. Délaissé ces derniers temps, le compartiment des automobiles a retrouvé la faveur des investisseurs.

Indice du 31 mars: Dax, 1 322,66 (+ 15,89 points); Commerzbank, 1 646,9 (+ 14,4 points).

11 to 1	Cours 23 mars	Cour.
AEG BASF Rayer Commerzbank Destischebank Hoechst Kanstadt Mannesman Stemens Volktwagen	216,56 286,88 296,88 240,59 504,88 299,48 428 226 533,58	210,2 293 298 240,7 516 302,5 429,5 234,3 519,5 346,7

TOKYO Record bette

Quatre séances de hausse sur cinquette semaine à Ediyo avec des records d'altitude battus par trois fois, la dernière vendredi soir.

mière vendredi soir.

Manifestement, le marché n'a tenn aucm compte des nouveaux développements de scandale Recruit Cosmos.

Avec le début du nouveau terme boursier, qui a coincidé avec la fin de l'aumée fiscale; les investisseurs ont repris des positions dans la double perspective de l'ouverture, lundi prochain, de la nouvelle amée financière, et de la présentation des bilsus « bien habillés » (opérations dites de « window dressing »).

Indices du 31 mars : Nikkel. Indices du 31 mars: Nikker, 32838,68 (contre 31568,52); Topix, 2469,15 (contre 2373).

			Cours 24 mars	Cour 31 ma
Brid Can Paji Hon Mat Min Son	Bank da Mos sushita subishi v Coro	ors Electric	681 1 339 1 600 3 596 1 850 2 480 1 050 6 690 2 500	1 490 1 654 3 466 1 900 2 416 6 716 2 526

MONEP: la montée en puissance

Le marché des options négo-ciables de Paris (MONEP) envisage de se doter de nouvelles es d'options dans les prochains mois, concrétisant ainsi sa montée en puissance, a indiqué, jeudi 30 mars, M. Alain Morice, président de la Société de compensation des marchés condi-tionnels (SCMC).

Après un démarrage fastidieux, ce jeune marché créé le 10 septembre 1987, a augmenté progressivement sa capacité en introduisant de nouvelles classes d'options. Aux trois de l'ouverture (Lafarge, Paribas et Peugeot) s'en sont ajoutées huit autres (Saint-Gobain, Michelin, Accor, Elf, CGE, Compagnia du Midi, Société générale, Thom-son) ainsi qu'un contrat d'options sur indice boursier (CAC 40). Les dirigeants de la SCMC, l'organisme chargé du fonctionnement de ce marché, accélère désormais la procédure en projetant d'augmenter le nombre de classes de douze à vingt-deux d'ici à la fin de

les classes d'actions seront au nombre de vingt contre onze et Eurotynnel ont déjà été type nouveau d'options entrera rue Vivienne portant sur les OAT

Mais pour assurer ce développement, le MONEP, installé au

rez-de-chaussée de la Bourse, a besoin d'espace. Dans cette perspective, plusieurs groupes de cotations seront déplacés. Au cours des premiers jours d'avril, les valeurs étrangères grimperont d'un niveau tandis qu'en septembre l'indice CAC 40 rejoindra au dernier étage l'enceinte du MATIF (marché à terme interna-

A la même époque, les valeurs supports ne seront plus cotées à la criée et seront intégrées dans le système informatique CAC (cotation assistée en continu). Enfin, le MONEP, dont le volume de contrats traités quotidiennement progresse régulièrement (2 761 en mars contre 1 093 en novembre), envisage de modifier sensiblement son organisation.

Les ordres des particuliers émanant des différentes sociétés de Bourse seront recueillis et (POB). Ce carnet d'ordres de détail à exécution simple émamains de la SCMC, qui en assurera la négociation. La part de cette clientèle particulière est pau élevée. Elle représente à paine 20 % du marché venant dernière les institutionnels (30 %) makers (40 %). Les 10 % restants sont traités par les adhé-rents (sociétés de Bourses) eux-

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Stupéfiante emprise japonaise

L'emprise japonaise sur les grands marchés internationaux des capitaux a quelque chose de stupé-fiant. Non seulement entreprises industrielles et établissements bancaires se servent à merveille des réseaux pour lever des fonds à des conditions qui défient toute concurrence, s'assurant ainsi des avantages considérables sur leurs homologues européens et américains, mais encore les établissements financiers nippons y trouvent un moyen très sûr d'asseoir leur domination en Europe et d'imprimer leur marque sur l'euromarché.

10 mg

Barrier St.

graffer to the first

🕶 il traver 💸

En gros, les emprunteurs japo-nais auront lancé pour quelque 20 milliards de dollars d'euroobligations munics de warrants ou de bons de souscription d'actions durant le premier trimestre de cette année. Les affaires se sont précipitées cette semaine qui est la dernière de l'année fiscale à Tokyo. De mardi à vendredi, il a été émis en Europe pour plus de 4,5 mil-liard de dollars de tels titres japo-

Au vu des prouesses des Bourses japonaises, leur accueil a d'ailleurs été tout à fait positif. Comme l'essentiel de cette activité d'emprunts se déroule à Londres et que, sur cette piace, les maisons de titres japonaises se sont arrogé la possibilité de diriger de telles opérations, il n'est pas surprenant de voir les plus grandes d'entre elles dépasser de la tête et des épaules les principales eurobanques curo-pécanes et américaines. A elles seules, Nomura, Daiwa, Nikko et Yamaichi ont agi en tant que chef de file pour plus du quart de l'ensemble des euro-obligations qui ont vu le jour ces trois derniers mois. Comme les émissions obligataires munies de bonds de souscription d'actions se sont révélées très profitables, il leur a été possible de s'occuper de transactions plus classiques sans en attendre, semble-t-il, un rapport immédiat. Cela a même conduit dans de nombreux cas à jeter la suspicion sur toute une série d'émissions dirigées par des établissements financiers japonais qu'elles auraient, dit-on, subventionnées. Il y a différentes manières de subventionner une émission. On peut l'assortir, par exemple, de conditions si rigoureuses que, d'emblée, la banque chargée de l'opération verra, dans la décote du marché gris, fondre la tuer sa commission. On peut aussi agir sur le swap sous-jacent de façon à procurer au débiteur un résultat bien plus intéressant que celui auxquelles les conditions du marché lui permettaient normalement de prétendre.

Il est difficile, à l'évidence, de Europe continentale de toute une pronver que telle ou telle opération industrie accessoire est très instruc-a été subventionnée de la sorte. tif à cet égard. En Suisse et, Mais la multiplication d'offres trop alléchantes faires à des empreuteurs potentiels, qui n'ont pas nécessairement l'emploi des capitaux levés, contribue au malaise dont a été pris récemment l'euromarché. La solution à ce malaise implique un retour à la réalité. Cela pourrait signifier qu'il faut réserver en priorité l'accès du marché des capitaux aux débiteurs qui ont vraiment besoin de fonds et débarrasser la scène de toute une série d'opérations que l'on commence à qualifier d'inutiles et d'encombrantes. Il faudrait alors s'attendre à une sérieuse contraction de l'activité primaire enro-

Pour revenir aux opérations qui peuvent déboucher sur l'acquisition d'actions japonaises, on s'est sou-vent interrogé sur le placement des warrants, car ces instruments semblaient ne pas toujours trouver pre-neurs. Le développement en

depuis deux semaines, en Allemagne fédérale, un certain nombre de banques s'emploient à revendre de tels bons de souscription sous une autre forme, un autre nom (le plus souvent le leur) et dans la monnaie du pays. Dans certains cas, le « remballage » porte sur environ le quart de l'émission originale. Entre cette dernière et le nouveau pro-duit offert en francs suisses ou en marks, il y a une marge conforta-ble qui dédommage largement la banque pour son travail. Le tout est apparemment fort profitable, et le secteur est en pleine expansion. Rien qu'en Suisse, plus de cent dix opérations de ce genre ont été montées durant le premier trimestre de 1989 pour un volume à l'émission de 1,2 milliard de francs suisses, chiffre très important. A titre de comparaison, le compartiment international des émissio obligataires en francs suisses a vu.dans le même temps, compté environ 80 transactions pour un total de 8,4 milliards de francs.

Sous-traitances américaine et européenne

Ce qui est particulièrement intéressant dans cette activité de revendeur et de détaillants, c'est qu'elle ne doit rien a l'initiative des établissements financiers japonais. Ce sont des banques américaines et européennes qui s'en chargent, autorisant par là même une pour-suite du programme d'émission de titres munis de warrants par l'intermédiaires des maisons de titres nipponnes à Londres. Le système emble à de la sous-traitance, et, pour l'instant, nul ne s'en plaint.

Dans quelle mesure la nouvelle opération de 100 millions d'ECU à dix ans de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) préfigure-t-elle ce que sera le pre-mier emprunt d'Etat en unité monétaire européeme? Le succès de la BFCE montre qu'une opéra-tion de si longue durée peut bénéfi-cier d'un accueil chaleureux. Jusqu'à la semaine passée, on envi-sageait plutôt pour la République française une durée de sept à huit ans (pour un montant allant de 800 millions à 1 milliard d'ECU). Les titres de la BFCE portent inté-rêt au taux facial de 9% l'an et sont émis à 101,75% du pair. Au pied des commissions (de 2% au total), le rendement est de 9,04%. HA COTTO lancement, jeudi matin, à quelque 50 centimes de plus que le rende-ment théorique des titres en ECU à dix ans. L'opération fait l'objet d'un superbe swap qui laisse à l'emprunteur des fonds en ECU, mais à taux variable, à environ 26

ou 27 centimes an-dessous du taux interbancaire offert à Paris. De tels swaps en ECU sont extrêmemen rares pour des durées de dix ans. C'est le Crédit lyonnais qui s'est chargé de cette belle opération.

Le même Crédit lyonnais a également dirigé une autre transaction en ECU, elle aussi swappée en ECU à taux variable (à un pen moins de 40 points au dessous du Pibor), pour le compte du Crédit local de France. Les titres, émis à 102,375 % et rémunérés à 9,25 %, sont destinés à se greffer, à compter du 20 avril, sur une opération précédente de 100 millions d'ECU qui viendra à échéance en juin 1992.

Dans la foulée, Electricité de France a fait, vendredi après-midi, la proposition suivante par l'inter-médiaire de la Banque nationale de Paris: 100 millions d'ECU sur trois ans émis à 101,50 %, le taux d'intérêt facial étant de 8,75 %.

Pour ce qui est des débiteurs non français, Paribas s'est distingué en dirigeant deux emprunts en ECU: une opération de 50 millions sur un au, à coupon de 14,50 % et remboursable, an gré du débiteur – la Suède, – soit en dollars américains, soit en ECU, et pour le compte de GMAC Canada (General Motors), à cinq ans et demi, dont le taux d'intérêt est de 9 % et le prix d'émission de 101,875 %.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le dollar s'envole

d'intérêt » a joné à plein sur les marchés des changes où le dollar s'est joyensement envolé, retrouvant ses cours de l'été 1988, soit 1.90 DM, 6,43 F et 133,50 yens. L'affaiblissement du deutschemark a fait le bonheur du franc, le cours de la devise allemande « cassant » le senil des 3,38 F pour s'établir à 3,3750 F à la veille du weck-end, retrouvant, lui aussi, ses cours du début de l'été 1988.

L'envolée de la devise américaine s'est effectuée en dépit des interventions des banques centrales qui ont ralenti le processus sans pouvoir le stopper complètement. Assez curieusement, la Banque du Japon est restée l'arme au pied, ce qui a étonné tous les opérateurs. M. Satoshi Sumita, président de la Banque, s'est borné à suggérer qu'un cours de 135 yens pour un dollar serait susceptible de déclercher une intervention nipponne.

Il faut relever que l'approche de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, le G-7, pendant le week-end a dopé le dollar. Les opérateurs imaginant que ce groupe aliait prendre des décisions, par exemple porter le point supérieur de la marge de fluctuation autorisée de 1,90 DM pour un dollar à 1,95 DM, le tout

commencer par le plafond de 1.90 DM, qui aurait correspondu à un plancher de 1,70 DM. A supposer que le G 7 ait fixé des plafo et planchers, il se garderait bien d'en avertir les marchés...

En tout cas, décision ou non, les opérateurs prévoient une poursuite de la hausse du dollar la semaine prochaine. Les banques centrales, toutefois, se préparent à « défen-dre » le cours de 1.90 DM, considéré comme une seuil important.

L'effet des taux d'intérêt, avonsnous dit : une différence de 3 à 4 points entre les taux américains et allemands, à l'avantage des Etats-Unis naturellement, exerce un attrait magique sur les déten-teurs de liquidités internationales, qui se portent d'une monnaie à l'autre en fonction des rémunérations offertes, en prenant bien soin, toutefois, de travailler sur des au minimum les risques de variation sur les cours de change, donc sur le capital de leurs placements.

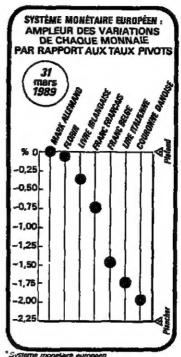
C'est vrai pour le dollar, activement recherché, ce l'est encore davantage pour la livre sterling, qui se tient vaillamment à des niveaux élevés, notamment vis-à-vis du deutschemark, malgré une nou-

Cette semaine, l'effet « taux relevant de la pure conjecture, à velle aggravation en Grande-Bretagne du déficit des balances extérieures, commerce et paiements, le solde de la balance des produits pétroliers devenant déficitaire pour la première fois depuis longtemps, en raison des diminu-tions de production en mer du-Nord. Mais allez donc résister à des rendements proches de 13 % lorsque l'on vous offre 6 % en Alle-

> glisser, tombant, à Paris, de 3,90 F à moins de 3,85 F, tandis que le deutschemark passait, à Zurich, de 86,7 centimes à 87,6 centimes, cela pour les raisons évoquées la semaine dernière, notamment la hausse de l'inflation en Helvétie.

Le franc français, favorisé par la faiblesse du deutschemark, le haut niveau des teux d'intérêt à Paris et une bonne performance actuelle en se raffermir au sein du SME.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AU 31 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liere	SEU.	français	Franc	(). mark	Franc beige	Pioris	Lire Italienne
	1,6875	_ =	15,6445	69,2772	52,7983	1,5220	46,8384	0,072
w-Yark	1,7260	-	15,8353	61,8374	53,6193	2,5608	47,5398	0,6725
	10,7865	6,3929	-	385,30	307,49	16,1218	299,39	4,6057
*******	10,8997	6,3150	-	398,47	338,60	16,1715	388,21	4,6061
	2,7995	1,6590	25,9538	-	87,5923	4,1841	71,7049	1,1957
rich	2,7915	1,6173	25,6105	-	86,7185	4,1416	76,8861	1,1790
	3,1961	1,8940	29,6305	114,16	-	4,7768	88,7119	1,364
sectort	3,2194	1,8658	29,5329	115.32	-	4,7759	88,6618	1.3603
-	66,9094	39,65	6,2930	23,2999	209,34	-	18,5714	2,8566
	67,4003	39,85	6,1837	24,1452	269,38	-	18,5643	2,8483
	3,6022	2,1350	33,4012	128,69	112,72	5,3846	-	1,5381
Ministra	3,6306	2,1635	33,3096	130,06	112,79	5,3867	-	1.5343
	23025	1388	217,15	136,65	732.84	35,0063	650,11	-
******	2366,35	1371	217,10	847,71	735,12	35,1988	651,77	-
	223.51	137,45	207,21	79,8372	@,9313	3,3485	62,8375	0.0954
de	225.59	130,79	206.96	99.8137	78,8384	3,3470	62.1345	0,0953

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une attente prudente

Des marchés « morts », sans initiatives ni volume, à Paris s'entend et même un peu ailleurs, où chacun se regarde dans le blanc des yeux. dans l'attente des « nouvelles » qui, maintenant, sythment la vie et les activités des opérateurs. Antrefois, au début des années 80, c'était la « fièvre du vendredi soir », avec la publication des chiffres de la masse monétaire américaine, qui faisait frémir les marchés.

Aujourd'hui, ladite masse monétaire, dont la progression est très sage, est passée à la trappe pour faire place aux chiffres mensuels de la balance commerciale des Etats-Unis (trade figures), des prix de gros du même pays (price production index, PPI en abrégé, prononcez pipiale), des prix de détail (consumer production index, CPI), des ventes au détail et du chômage. Il y a quinze jours, l'annonce d'une nou-velle et forte augmentation des prix de gros en mars (+ 1 %), après celle de 1 % en février, avait en un effet dévastateur (l'inflation est à nos portes et les taux d'intérêt américains vont monter).

La semaine dernière, une aug-mentation des prix de détail américains, moins importante que prévu avait provoqué un redoux. Cette semaine, il n'y a rien eu - sauf quel-ques indices, bien fragiles, d'un ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis - qui laisserait espérer une détente des taux là-bas. La semaine prochaine, en revanche, les marchés accueilleront le chiffre du chômage américain : s'il augmente, c'est bon pour les taux (qui fléchiraient); s'il se maintient ou s'il baisse encore, ce sers encore plus Manyais pour ces mêmes taux. Comme le disait, en maugréant, un opérateur, c'est la course de haies à l'hippodrome d'Autenil à Paris : la double barre, l'oxer, la rivière, et ou

repart pour un tour... Dans cette ambiance d'attente un peu inquiète et, pour tout dire, un peu morose, on se concentre sur les propostics plus on moins aventurenx : si la conjoncture économique américaine fléchit à l'automne, les taux d'intérêt suivraient, selon les optimistes. Mais non, répliquent les pessimistes, car l'inflation va accentuer sa lente poussée aux Etats-Unis, ce qui obligera la Réserve fédérale à ne pas assouplir sa politique (elle

vient d'alimenter le marché à 10 %, dernier. Des marchés de Belle au ce qui est cher).

Cette inflation, avancent-ils, va se nourrir de l'enementation du prix du pétrole qui, selon les experts - dont l'opinion a radicalement changé depuis trois mois, - ne devrait plus guère retomber, sinon se maintenir au niveau ou au-dessus de 20 dollars le baril. En attendant, suivant les calculs du groupe Dri McGraw Hill, chaque dollar de hausse coûte aux Américains 0,2 point d'inflation supplémentaire, soit un point complet en rythme annuel pour la hausse du brut intervenue depuis l'automne dernier. De l'inflation en boîte pour les mois futurs, clament les pes mistes. Pas du tout, répliquent les optimistes, qui voient les prix des matières premières et des demi-produits plafonner et même régresser après leur forte hausse de l'an

De telles perspectives, pour le meilleur et pour le pire, n'out pas de quoi galvaniser les opérateurs, qui ne font pas grand-chose. Sur le MATIF, certains jours, les transactions tombent à 35 000 contrats, une misère quand on pense au record de 172 000 contrats établi le 23 février bois dormant qui attend son prince charmant, à moins que ce ne soit l'ogre l'éroce ou la cruelle sorcière...

les ale ire

Dans cette ambiance, le marché des émissions a été plutôt morne. Un accueil assez moyen a été réservé à l'emprunt de 1 milliard de francs de la Compagnie bancaire, à neuf ans et 9% nominal, et an rendement réel de 9,14%. Ce rendement a été jugé un peu trop tiré, un peu trop maigre-let pour un emprunt de deuxième catégorie, mais tout de même, les réseaux de placement n'en ont plus, car le taux nominal de 9% plaît aux particuliers, à défant des courtiers, et le nom de la Compagnie bancaire est connu du public. Il l'est mieux, en tout cas, que celui de Francetel (pour les télécommunications), qui, malgré son 9,10% en nominal (9,11% en réci), a été un peu boudé par les courtiers, l'accueil des réseaux étant relativement tiède.

A vrai dire, l'adjudication men-Trésor de la semaine prochaine, en début de mois, pèse déjà sur le mar-ché, qui règle son attitude, désormais, sur cette adjudication et somnoie un peu en l'attendant.

Message de prudence du gouverneur de la Banque de France

Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a exprimé une mise en garde contre un excès d'optimisme sur la situation économique de la France lors de la remise, le vendredi 31 mars, du rapport annuel de l'Institut d'émision au président de la République. Notre redressement économique ne saurait être considéré comme achevé », même si « les performances apparaissent prometteuses pour l'avenir », a-t-il déclaré. Parmi les inquiétudes, dont le gouverneur a fait part à M. François Mitterrand, se trouve - la difficulté de l'industrie à répondre à la demande globale et à accroître ses parts de marché ». Pour remédier à cette situation qui pèse sur les résultats commerciaux de la France, M. de Larosière suggère une réduction des prélèvements obligatoires qui pèsent

Pour les entreprises comme pour les particuliers, le gouverneur de la Banque de France a insisté sur l'alourdissement de l'endettement, malgré l'amélioration des marges et des taux d'autolinancement des premières. Il serait en outre souhaitable, selon le gouverneur, de prendre des mesures d'encouragement à l'épargne stable » des ménages - pour remédier à la baisse de l'épargne et à la hausse du crédit à la consommation, qui se traduit par un soutien trop actif à la consom-mation ». C'est pourquoi M. de Larosière a évoque la mise en place d'un système permettant de connaître les incidents de paiement sur crédits aux particuliers.

Dans ce contexte, M. de Larosière souhaite poursuivre une politique monétaire - prudente et vigilante -qui doit éviter le développement d'anticipations inflationnistes, sans pour autant gêner la croissance.

MATIÈRES PREMIÈRES

Déprime sur le café

Après les accès de faiblesse du cacao, c'est au tour du café de brover du noir sur le marché mondial. Les cours du robusta sont traités, le 31 mars, à Londres, sous la barre des 1 000 livres la tonne et à 1 200 F le quintal sur la piace de Paris. L'arabica, toujours plus demandé, donc plus ferme, valait à New-York l'équivalent de 1 900 F par quintal. A Londres, le prix de la marchandise livrable à brève movenne de 30 livres sur celui du terme, cette situation traduisant une certaine pénurie de cafés de qualité immédiatement disponibles.

La déprime du marché sert de toile de fond à la réunion qui va se tenir du 3 au 14 avril dans la capitale britannique entre les soixantequatorze pays membres de l'organi-sation internationale du café (OIC). en vue de renouveler l'accord sur

PRODUITS	COURS DU 31-3
Cuivre h. g. (Lostus)	1 740 (- 28)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminium (Losius)	1 931 (= 11)
Trois mois	Dollers/come
Nickei (Looks)	15 200 (- 850)
Trois mais	Dollars/tonne
Secre (Pais)	2 930 (+ 87)
Mars	Francs/tonno
Café (London)	1 100 (+ 16)
Mai	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 417 (- 41)
Mai	Dollars/tonne
BBE (Chicago)	409 (- 17)
Mai	Cents/boisson
Miniis (Chicago)	265 (- 14)
Mat	Cents/poissean
Soja (Chicago)	228 (17,8)
Mai	Dollars/L courte

Le chiffre entre parenthèses indique la tristion d'une semaine sur l'autre.

cette manière première, qui doit met aux pays communistes de expirer à la fin de septembre pro-

De l'avis des professionnels du négoce, il serait surprenant que l'actuelle mésentente entre producteurs et consommateurs se prolonge, les pays africains ne pouvant courir le risque économique d'un retour des prix du café au gré du marché libre. Les positions sont, pour l'instant,

très antagonistes. Premier consommateur mondial, les Etats-Unis exigent un remodelage de l'accord. Jusqu'à présent, lorsque les cours du café tombaient en deçà de la four-chette basse défendue par l'OIC (120 cents par livre), le quota glo-bal d'exportation était amputé d'un milion de sacs de 60 kilos. La mesure touchait indistinctement l'arabica et le robusta. Cette situation a, dans le passé, engendré une très forte tension sur le marché des arabicas, qui bénéficient d'une mellleure image et sont, de surcroît, plus

Les consommateurs, au premier rang desquels les Etats-Unis refusent d'être pénalisés par les coupures de quotas, qui renchérissent à leurs yeux, de façon exagérée, les

L'autre préalable des Américains concerne le marché parallèle, dont l'accord actuel encourage l'essor. Les pays importateurs non membres de l'accord - les pays de l'Est et le Moyen-Orient pour l'essentiel penvent acheter du café avec des rabais de 30% à 40 % sur les prix acquittés par les pays importateurs membres de l'accord international Ce café dit «touriste» correspond aux quantités de marchandises que les exportateurs membres écoulent an-delà de leurs quotas.

Les Etats-Unis refusent de contianer à financer un accord qui pers'approvisionner en café à des prix défiant toute concurrence. Aussi ont-ils proposé la mise en place d'un quota d'exportation universel pour les pays membres de l'accord, qui drait leurs exportations à un même prix vers les pays signataires, comme vers les pays non signataires. Il appartiendrait aux producteurs de stocker leurs excédents. Ces derniers - le Brésil en particulier - s'opposent vivement à contrôle des ventes au pays, aux non-membres, plutôt que de s'obliger à financer des surplus, parfois

Il reste que, pour l'instant, la pro-duction laisse à désirer. Pour la campagne 1988-1989, commencée le 1ª octobre, la récolte devrait s'éta-blir à 83,3 millions de sacs contre 103,3 millions de sacs, à la clôture de la campagne précédente. Ce recul est du presque exclusivement à la baisse de la production brésilienne, qui sers ramenée, d'une amée sur l'autre, de 38 millions à 22,9 millions de sacs, certains négociants avançant même le chiffre de 18 millions de sacs. Les stocks mondiaux de café s'élèvent actuellement à 7 millions de sacs environ.

A l'heure actuelle, les producteurs semblent prêts à accepter la sélectivité dans la réduction des quotas, comme le demandent les Américains. C'est ainsi que, le 7 mars, le retrait, qui devait porter sur i million de sacs des deux variétés, a seulement été effectuée sur 233 800 sacs de café arabica. La négociation sera âpre, en revanche, sur la question du quota universel. Les observateurs estiment qu'en tout état de cause le nouvel accord, s'il voit le jour, sera plus faible que

l'actuel. Ce n'est pas peu dire... ERIC FOTTORINO.

ÉTRANGER

- 3 Reprise des bombarde ments à Beyrouth. 4 Les scrutins présidentiel et lécislatif en Tunisie.
- DATES
- 2 il y a quarante ans, le pacte atlantique.

POLITIQUE

- 5 Corse : les syndicats insulaires maintiennent une unité de façade. 6 La rentrée parlementaire
- M. Pasqua fait la leçon à M. Chirac.
- « Livres politiques », par

André Laurens.

SOCIÉTÉ

- 7 Un juré condamné pour avoir violé le secret des déibérations.
- prisons de Lvon. La mort du professeur
- Pierre Lépine. Le centenaire de la tour

- 9 Une saison française en Union soviétique : peinture at théâtre.
- de Bourges. Communication : la grève des artistes-interprètes.

- 13 L'accord franco-canadien sur la pêche est signé. - La TVA est introduite au
- 10 L'ouverture du Printemps 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.

SERVICES

Lécion d'honneur 8 Carnet 8 Météorologie 8 Mots croisés 8 Télévision 8

Un groupe clandestin, l' « Organi-

nation des soldats du droit », a

revendiqué, vendredi 31 mars,

depuis Beyrouth, l'assassinat, deux

jours auparavant, du recteur de la

mosquée de Bruxelles et de son adjoint. Dans un communiqué dac-

tylographié en arabe et remis à une

agence de presse internationale dans

la capitale libanaise, cette organisa-

tion affirme avoir « exécuté la zen-

tance de Dieu » à l'encontre de

l'imam Abdullah Ahdel - de natio-

nalité saondienne - et du bibliothécoire tunisien du centre culturel isla-

mique de Bruxelles, Salem El Bahri.

Cette organisation, qui a revendi-qué, en décembre 1988, l'assassinat d'un diplomate saoudien à Bangkok

ainsi que l'enlèvement, en mai 1988 au Liban, d'un médecin belge, Jan

Cools, qualifie ses deux victimes de

Bruxelles de « trattres, ennemis de

Dieu et de l'islam ». « Ils se ser-

vaient du centre islamique de

Bruxelles comme d'un paravent

pour leurs activités contre l'Islam, à

travers leurs liens avec le Mossad services israéliens de renseigno-

ment] et avec la bénédiction de la

famille wakabite [royale saou-

dienne] » déclare encore le commu-

niqué, qui met en garde les diri-

Une enquête

Un groupe islamique clandestin

TÉLÉMATIQUE

- · La crise en Corse JOUR o L'actualité 24 baures sur 24
- -----AF . BOURSE . . BOURSE

3615 tapez LM 3615 tapez LEMONDE

YOUGOSLAVIE: malgré l'accalmie

Les autorités redoutent de nouveaux heurts au Kosovo

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Accalmie au Kosovo? Certes, le travail avait repris à peu près nor-malement, vendredi 30 mars, dans toutes les usines de la région, et il n'y a pas eu de manifestations d'Albanais depuis les sanglants affrontements avec la milice du début de la semaine, qui ont fait officiellement vingt-quaire morts. A Pristina, la capitale régionale, tous les magasins étaient ouverts, mais les autorités se préparaient à de nouvelles échauffourées à la veille du week-end, qui marque le huitième amiversaire de la précédente rébellier le accurage de la précédente de la précédente rébellier le accurage de la précédente rébellier le accurage de la précédente rébellier le company de la précédente de la précédente rébellier le company de la précédente de la précédente répellier le company de la précédente rébellier le précédente de la précédente de l lion, la « contre-révolution » d'avril 1981. Avec sans doute une nouvelle listes et séparatistes albanals », for-mule rituellement employée dans les journaux télévisés de Belgrade pour dénoncer les « Kosovars » qui s'opposent à la reprise en main de leur province autonome par la Répu-blique de Serbie. Après les affronte-ments meurtriers de ces derniers jours face à une police particulière-ment bien équipée et entraînée, on n'exclut pas que les « contre-révolutionnaires » et « ennemis de la Yougoslavie » se livrent maintenant à des actes isolés, type attentat ou sabotage.

Le bilan des émeutes est sans donte supérieur à celul annoncé par les responsables du ministère de l'intérieur, notamment parce que de nombreux blessés, de crainte d'être identifiés, ont préféré se réfugier chez des amis plutôt que d'être transportés dans les hôpitaux. Les obsèques des victimes pourraient être l'occasion de nouveaux déborque seules les familles et leurs pro-

ches seraient admis à y assister. An compte-gouttes, on commence à obtenir un peu plus de détails sur les heurts qui se sont produits dans diverses localités de la région. Selon le témoignage d'un milicien, recueilli par le journal croate Vjes-nik, qu'on ne peut soupconner de défendre aveuglément la cause serbe, il est clair que certains groupes de manifestants albanais étaient bien organisés et opéraient en « commandos », « Lorsque nous sommes arrivés aux abords de Pris-tina, déclare ce commandant d'une unité de police, lui-même blessé par balle, des coups de fusil sont subite-ment partis dans tous les sens. Ils provenaient des fenètres et des por-ches, et même de l'intérieur d'une mosquée. » Plus tard, un hélicoptère a été touché « avec une arme de gros calibre ». « Je me demande, ajoute-t-il, comment tout cela se serait terminé si nous n'avions pas eu de gilets pare-balles. » Le journal de la Lique des communistes, Borba, affirme pour sa part que la milice n'a ouvert le feu qu'en situation d'autodéfense ou contre des groupes qui ont essayé d'écraser leurs troupes « avec des camions ou des buildozers ».

La répression des « nationalistes et séparatistes » albanais continue. Selon certaines informations, plusieurs intellectuels et universitaires de Pristina auraient été arrêtés pour avoir signé, vollà quelques semaines, une pétition hostile au changement de la Constitution de la République de Serbie, qui limite, à leurs yeux, l'autonomie du Kosovo. A Urosevac, théâtre de heurts violents, deux policiers, soupconnés de « sympathies avec les manifestants », ont été emprisonnés, et le commandant local de la défense du territoire a donné sa démission, écrit le quotidien Vjesnik. Des centaines d'auviers archieste ant été d'ouvriers grévistes ont été condamnés par les tribunaux et les conseils de discipline des entreprises à des « contraventions » de dix à soixante jours de prison on à des réductions de salaire pour désobéisreductions de salaire pour desobes-sance. Ils n'avaient pas respecté les « mesures spéciales » décrétées au Kosovo, le 27 février demier, par la présidence de l'Etat et qui impli-quaient notamment l'obligation de poursuivre normalement son travail.

Incartade

slovène Contrairement à ce que l'on pour-rait croire, ces événements, qui ont fait quand même une trentaine de morts – les all'rontements les plus morts — les all'iontements les plus graves que la Yougoslavie ait comms depuis 1981, — ne font pas tons les jours la « une » des quotidiens ou des journaux télévisés. Vendredi, Politika, le grand journal serbe de Belgrade, n'abordait le sujet qu'en page 5. La veille, la télévision n'en faisait que son deuxième titre, loin derrière les allègements économies sanoncés par le nouveau sonques amoncés par le nouveau gou-vernement de M. Ante Markovic. Il est vrai que, pour les Serbes et leur ambitieux chef, M. Slobodan Milosevic, le principal est d'avoir gagné la bataille de la nouvelle Constitution, qui leur permet de restaure leur antorité sur le Konsta Constitution. leur autorité sur le Kosovo (peuplé à près de 90 % d'Albanais de souche), qu'ils considèrent comme leur « berceau historique ». Si l'on peut admetire leur « jole », on a plus de

mai en revanche à comprendre ce qui s'est passé, mardi dernier, à Bel-grade. Alors que le sang coulait au Kosovo, surtout du côté albanais, les Serbes fétaient leur nouvelle Constitution en flânant par dizaines de milliers dans les rues, où les voitures avaient cédé la place aux orchestres populaires...

Officiellement, les sangiants affrontements du Kosovo sont imputés à un petit groupe de « nationalistes et séparatistes » albanais. On parle anssi d'un « complot » ourdi per des « extrémistes » et des « éléments venus de l'extérieur , autrement dit de Tirana.
Sur ces termes, il paraît y avoir un large consensus, sur le papier, entre les six républiques de la fragile fédération yougoslave. Néanmoins, la Slovénie, la plus libérale de toutes, sinut de foire une petite incertide. vient de faire une petite incartade. Son représentant à la direction collé-giale de l'Etat, M. Stan Dolanc, a déclaré jeudi devant l'assemblée de Ljubljana: « Les événements de ces derniers jours montrent que les mesures spéciales prises en février pour éviter un bain de sang au Kosovo n'ont pas atteint leur objectif. La meilleure preuve en est qu'il y a des morts. Tout cela risque d'attiser la haine et le désir de vengeance. - M. Doiano estime que seul un plan de développement économique réaliste de la région la plus subventionnée et toujours la plus pauvre de la Yougoslavie pourrait permet-tre de trouver une solution à la « traédie actuelle du Kosovo ». Il faudra pour cela, a-t-il dit, de la compréhension et de la sagesse poli-

ALAIN DEBOVE.

du « Monde »

L'islam en fièvre

Aujourd'hui, un certain islam s'enferma dans le dogmatisme et prêche la baine. L'intégrisme est-il una révolte contre les valeurs de l'Occident ? Com-ment l'islam juge-t-il le progrès, la modernité et la démocratie ? Quel cas fait-il des droits de l'homme et de ceux de la

Au Maghreb, en Afrique noire, au Proche-Orient, en Asie, les correspondants du Monde ont enquêté sur la profondeur du mouvement intégriste et cherché à répondre à ces questions.

Une série de neuf articles à lire absolument pour compren-dre pourquoi, en cette fin de vingtième siècle, l'islam a la fiè-

A paraître dans le Monde à partir du lundi 3 avril (maméro daté mardi 4).

En raison de l'abondance de l'actualité, la page « Régions » paraîtra dans notre édition du lundi 3 daté 4 avril.

 IRAK : élections législatives.
 Près de huit millions d'électeurs irakiens étaient appelés aux umes, samedi 1" avril, pour élire les deux cent cinquante députés du Conseil national (Parlement), Assemblée de transition qui disparaîtra una fois qu'aura été adoptée la réforme constitutionnelle en cours. Neuf cent cinquante-deux candidats sont en sence pour cette nouvelle assemblée, la première élue depuis la fin de la guerre contre l'Iran. Actuellement, le Conseil national n'a qu'un droit de regard limité sur la gestion gouvernementale. - (AFP.)

e URSS : le ministre iranien des affaires étrangères reçu par M. Gorbatchev. — M. Mikhail Gorbatchev. — M. Mikhail Gorbatchev a reçu, vendredi 31 mars, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, soulignant la volonté commune des directions des deux pays de développer annoncé l'agence Tass. Il a été convenu que le président du Parlement Iranien, l'hodjatoleslem Hachemi Rafsandjani, effectueralt, « l'été prochain », une visité officielle en URSS à l'invitation de M. Gorbetchev qui permettra de « développer ces relations », selon Tass.

. MOZAMBIQUE : trois missionnaires Italiens tués. — La Résistance nationale mozembicaine (RENAMO, opposition armée au égime de Maputo) a ancioncé, vendredi 31 mars, à Lisbonne, que trois missionnaires italiens ont été tués, le 27 mars, au cours d'un affrontement entre ses forces et l'armée mozambicaine dans la province du Zambèze, au centre-est du pays. — (AFP.)

revendique le meurtre du recteur de la mosquée de Bruxelles geants saoudious contre leur

· persévérance dans l'erreur ». Cependant, à La Mecque où elle est basée, la Ligue du monde musulman a assuré que des Iraniens étaient à l'origine des menaces de mort qui avaient été adressées à l'imam de Bruxelles après que celuici ent adopté une position modérée dans l'affaire des Versets satani-

Le secrétaire général de la Ligue M. Abdallah Amr Nassif, cité vendredi par un quotidien saoudien, indique que le chef de la communauté musulmane du Benelux l'avait contacté à plusieurs reprises pour lui faire part de « menaces de mort proférées à son encontre par des Ira-

La Lique du monde musulman avait auperavant condamné le double meurtre de mercredi à Bruxelles, suivi en cela par les Frères musul-mans d'Egypte. M. Maamonn Hou-deibi, chef du bloc parlementaire de l'association des Frères musulmans, a ainsi qualifié le double assassinat de « consternants et effrayants », déclarant que cet acte « soulevait de profondes interrogations ».

Le corps de l'imam assassiné a été rapatrié en Arabie saoudite ven-dredi. – (AFP, Reuter.)

La vente du célèbre vignoble à un groupe britannique

3

F = me = ;

Park Contract

STATE OF THE STATE

A138 4

Service and American

to in the land

The state of the s

The second secon

See and the see of the see

Big t is a

31 *** * a a

Le Château Latour vaut 1,2 milliard de francs

Un record vient d'être batta dans viguoble bordelais avec la vente de 53,5% du Château Latour pour 56,2 millions de livres sterling (605 millions de francs), ce qui lo igne une valeur totale de 1,2 milliard de francs environ. Latour, à crus du Médoc, avec Margaux, Lafite-Rothschild et Mouton-Rothschild, anxquels il fant aionter Haut-Brion dans les Graves.

Le cédant est le congiomérat britannique Pearson, propriétaire, notamment, du quotidien Financial Times, qui a besoin de ressources pour « recentrer » ses activités, essentiellement la presse et l'édition, notamment avec l'acquisition du quotidien français les Echos.

L'acheteur est un antre britannique, le groupe alimentaire Allied-Lyons, qui détenait déjà 25,2% de Châtean Latour depuis la vente du vignoble en 1962 par les descendants du marquis de Ségur, précisément au groupe Pearson. A l'époque, le montant de la transaction. pour 76 % de la propriété (60 hectares plantés), avait été de 13 mil-lions de francs, soit environ 80 millions de francs d'anjourd'hui. Une telle plus-value est due largement aux efforts du régisseur, Jean-Paul Gardère, l'homme qui «fit» le vin de Latour pendant plus de vingt ans. Elle illustre la flambée des prix du vignoble, avec un prix de 20 millions de francs l'hectare. A ce compte, Château Margaux, avec ses 80 hectares et son renom mondial, vant entre 1,5 et 2 milliards de francs. Sir Derrick Holden-Brown, président d'Allied-Lyons, a déclaré que cet achat est pour son groupe une « occasion unique » de renforcer un portefenille de marques de l'emorcer un portefenille de marques celèbres qui comprend déjà le cognac Courvoi-sier, le whisky Ballantine et la liqueur Kahina.

La vente a été une déception pour le groupe d'assurances Axa-Midi de M. Claude Bébéar, qui l'aurait bien ajouté au Château Pichon-Longueville-Baron, deuxième cru classé du Médoc, acheté plus de 200 millions de francs en juin 1987, et dont les vignes jouxtent celles de Latour. En tout cas, la transaction pour une exploitation qui a enregis-tré en 1987 un bénéfice avant impôt de 43,2 millions de francs va faire date et référence dans le Bordelais, oil le vignoble devient véritablement

FRANÇOIS RENARD.

Le numéro du « Monde » daté le avril 1989 a été tiré à 519 243 exemplaires

ABCDEFG.

La visite du président Moubarak aux Etats-Unis M. Rocard a recu le ministre albanais des affaires étrangères

étrangères, M. Reis Malilé, qui le avril, a été recu vendredi par le premier ministre, M. Michel Rocard. Ce dernier a accepté, à

Le ministre albanais des affaires

cette occasion, une invitation à se rendre en visite officielle en Albanie, à une date qui reste à détermi-Le problème du Kosovo a été évoqué au cours de cet entretien. « avec discrétion et modération », indiquet-on de source française. Les deux parties, a déclaré M. Malilé, out exprimé leur « désir commun de voir les choses s'atténuer et la

que la raison triomphe pour que la paix se renforce ». D'autres questions, comme celle des droits de l'homme - y compris en Albanie - ont également été abordées, a-t-on indiqué de source

volonté de l'Albanie et de la France

M. Maiile s'est rendu, au cours de l'après-midi, dans la région lyon-naise où il a notamment visité l'institut Mérieux et les installations de Rhône-Poulenc agrochimie.

Les désaccords économiques pèsent sur les relations entre Washington et Le Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien, M. Hosni Monbarak, entame, lundi 3 avril, une visite officielle aux Etats-Unis alors que les rapports entre Washington et Le Caire ne sont plus au beau fixe. C'est au niveau économique que le désaccord est le plus impor-tant. Washington reproche au Caire sa lemenr dans l'exécution du programme d'assainissement préconisé par le FML L'insatisfaction américaine s'est traduite, début mars, par la suspension de son aide économi que au comptant. Le Caire s'est tronvé ainsi privé des 230 millions de dollars (115 millions pour 1988 et

autant pour 1989). En août 1988, les Etats-Unis s'étaient opposés à l'octroi, par la Banque africaine de développement, d'un prêt de 270 millions de dollars à l'Egypte pour la construction de cen-trales électriques.

Les 230 millions de dollars d'aide au comptant et les 115 millions prévus pour 1990 ne seront débloqués que lorsque le gouvernement du Caire aura adopté de nouvelles réformes économiques. En d'autres termes. Washington attend de l'Egypte qu'elle mette d'abord en application l'ordonnance prescrite par le FMI, notamment qu'elle réduise le déficit budgétaire, en diminuant les subventions, qu'elle augmente les taux d'intérêt afin qu'ils se rapprochent d'une inflation avoisinant 25 % et, enfin, qu'elle

laisse flotter la livre. Pour Le Caire, une accélération des réformes économiques mettrait en péril la paix sociale. Dernier sujet de discorde économique: la dette militaire (4,5 milliards de dollars). L'Egypte, qui est en retard sur le paiement des 500 millions de dollars d'intérêts annuels, risque de tomber en septembre sous le coup de l'amendement Brooks. Aux termes de ceiuici, un pays ne règlant pas les intérêts

de sa dette militaire pe ver de toute aide américaine. Des sujets de désaccord politique ont aussi va le jour. Le New-York Times, citant des sources améri-

caines et suisses, a accusé début mars l'Egypte de construire une usine d'armes chimiques. Malgré le démenti catégorique de M. Moubarak, la Compagnie suisse, qui devait participer à la construction de participer à la construction de l'usine, y a renoucé. C'est un nouveau coup asséné aux relations égypto-américaines, qui avaient déjà souffert, en juin 1988, d'une affaire d'espionnage où deux colonels égyp-tiens avaient été impliqués. Le ministre égyptien de la défense, a refusé de laisser comparaître les deux officiers devant la justice amé-

Reste, enfin, la question de la conférence internationale de paix au Proche-Orient à l'égard de laquelle les responsables égyptiens affirment ne pas comprendre la tiédeur améri-

ALEXANDRE BUCCIANTI.

3614 CANADA

UN PAYS SUR MINITEL

ISLANDE geysers et volcans avec votre voiture

earler "Norröna" Smyril Line

Diminution de 9,2 % du nombre des tués de la route. - Au mois de février, l'insécurité routière a reculé pour le septième mois consécutif. On a dénombré 11842 accidents, soit 1307 de moins qu'au cours du mois correspondant de 1988 (-9,9 %). Ces accidents ont fait 678 tués (- 9,2 %) et 16397 blessés (-7,7 %). Selon M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat cette amélioration est due à la baisse de 10 km/h de la vitesse moyenne des véhicules, qui a permis une atténuation de la gravité des accidents,

• ÉCHECS : la Coupe du monde à Barcelone. - Dans le Tournoi de Barcelone, quatrième épreuve de la Coupe du monde d'échecs, qui a commencé jeudi 30 mars, Hjartason, vainqueur dans les deux premières rondes de Salov et de Vagenian, est seul en tête. Il précède Hubner, Seirawan, Youssoupov, Kortchnoî et Ljubojevic, vainqueurs respectivement de Nikolic, Nogueiras, Illescas, Nikolic et Speelmen. Le champion du monde, Kasparov, exempt à la première ronde, a fait nul contre Ribli au deuxième tour. Karpov ne participe pas à ce tournoi qui réunit dix-sept des meilleurs joueurs du monde et a dû se passer de la présence de Mikhail Tal, malade

Alain **Ancien Ministre** Maire de Grenoble sera l'invité du **GRAND JURY**

DIMANCHE 2 AVRIL 18 h 15 - 19 h 30